

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES
CAISSES DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL
EN ALGÉRIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le jeudi 19 mars 1908, à 2 heures 1/2

PAR

G. LEYGUE

Président : M. SOUCHON, professeur.

Suffragants { *MM. JAY, professeur.*
DESCHAMPS, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

36, Rue Monsieur-le-Prince, 36

1908

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES

CAISSES DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL

EN ALGÉRIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le jeudi 19 mars 1908, à 2 heures 1/2

PAR

G. LEYGUE

Président : M. SOUCHON, professeur.

Suffragants { *MM. JAY, professeur.*
DESCHAMPS, professeur.



PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTES

A. MICHALON

26, Rue Monsieur-le-Prince, 26

1908

INTRODUCTION

NÉCESSITÉ DU CRÉDIT AGRICOLE, SES DIVERSES FORMES, LE CRÉDIT MUTUEL

De très bonne heure en Algérie, de même qu'en France, la question du crédit agricole s'est posée. Sa solution, mal comprise, a été retardée par bien des incertitudes et des tâtonnements, mais on a toujours reconnu son existence et son importance et c'est seulement sur les moyens, sur les procédés, que les opinions ont varié (1).

Aux premiers émigrants qui s'y installèrent et à ceux qui suivirent, l'Algérie se présenta éminemment comme une terre de culture ; là, donc, ce fut à l'ex-

1. Il est vrai, on peut recueillir sur ce point tel avis contraire, d'ailleurs isolé. M. Dupin, par exemple, dans une discussion sur l'organisation du crédit agricole en 1845, disait : « Il n'y a pas de crédit agricole, il y a le crédit. » Depuis les faits eux-mêmes ont ruiné cette thèse, et il ne convient pas de s'y arrêter autrement. En théorie, d'ailleurs, le crédit agricole présente des caractères différents de ceux du crédit en général, sur lesquels nous aurons l'occasion d'insister au cours de cette étude.

ploitation agricole qu'on se préoccupa d'abord de fournir des ressources et un « instrument » efficace ; c'est pour cette raison que la question du crédit agricole a tenu et tient encore dans ce pays une place des plus importantes. Il fallait permettre à l'agriculteur d'apporter à la terre les améliorations dont la Science lui avait démontré la nécessité ou l'utilité ; il fallait, pour la mise en rapport d'étendues parfois considérables, lui permettre l'achat d'instruments, de machines ; il fallait lui permettre de construire, souvent d'ouvrir, des chemins d'exploitation ; il fallait l'aider à supporter les années mauvaises (1). Et com-

1. Nous n'avons pas à reprendre ici l'énumération des arguments qu'on peut avancer en faveur du crédit agricole. La nécessité en a été démontrée bien des fois et nous citerons seulement cette page de M. Josseau, ancien président de la Société Nationale d'Agriculture : « Parmi les causes, dit-il, qui dans tous les pays, ont longtemps paralysé les progrès de l'agriculture, il en est une que l'on s'est généralement accordé à reconnaître, c'est le manque d'argent, ou plutôt, c'est l'insuffisance de crédit dont elle jouit pour se procurer les capitaux indispensables à ses besoins les plus urgents.

« Sans le crédit c'est en vain que la science découvre chaque jour de nouveaux éléments de fertilisation, c'est en vain que la mécanique invente des engins qui suppléent au défaut des bras et accélèrent la rapidité du travail ; l'agriculteur ne peut profiter des avantages que lui offrent tous ces moyens d'accroître sa production et de diminuer ses frais. Sans le crédit il ne peut le plus souvent après sa récolte attendre un moment favorable pour la livrer au commerce. Pour payer les frais de sa culture et subvenir aux besoins de sa famille,

ment le pourrait-on, sinon en mettant à sa portée les capitaux indispensables pour ces opérations ; or il n'y a qu'un moyen de procurer de l'argent à celui qui en manque, c'est de lui en prêter en lui faisant crédit. Si le besoin d'instituer un crédit spécial aux agriculteurs, un crédit agricole, s'est fait sentir quelque part, ce fut surtout en Algérie, pays neuf, où tout était à créer, et qui promettait moins à l'Industrie qu'à l'Agriculture.

il est obligé, s'il ne veut pas se mettre à la merci d'un usurier des campagnes, de se défaire de sa marchandise en temps inopportun et c'est ainsi qu'à certaines époques de l'année, l'encombrement des céréales sur le marché devient une cause bien connue de l'abaissement des cours. La conséquence fatale de cet état de choses, c'est que les années d'abondance elles-mêmes ne donnent point au cultivateur le moyen de réparer les pertes que lui occasionnent les années de disette ainsi que les fléaux, les accidents et les maladies épidémiques qui frappent si souvent ses bestiaux et ses récoltes.

« L'utilité de donner un crédit à l'agriculture est donc incontestable, soit au point de vue de son intérêt particulier soit au point de vue de l'intérêt public. Mettre aux mains de l'agriculteur le moyen d'acheter en temps opportun et au meilleur marché possible des outils, des bestiaux et des engrais, de pratiquer sur la terre qu'il cultive des travaux d'amélioration, de choisir le meilleur moment pour l'écoulement de ses produits, c'est non seulement contribuer à son bien-être ou conjurer sa ruine, mais c'est atténuer les effets des grandes calamités publiques et alimenter les sources de la prospérité du pays. » (Rapport au Ministre de l'Agriculture.)

L'Algérie en effet n'a pas d'argent car ceux qui sont venus la mettre en valeur sortent pour la plupart des classes les plus modestes de la population française et des peuples nord-méditerranéens : leurs énergies et leurs activités n'ont pu encore créer une épargne suffisante pour leur éviter d'avoir besoin de recourir au crédit. Or, c'est du sol, c'est de l'agriculture, que l'Algérie tire toute sa richesse, ses ressources de consommation et d'entretien (Burdeau, Rapport sur le budget de 1892) ; ce sont les produits agricoles qui constituent les éléments de son commerce d'exportation ; le rendement de la terre subit parfois des fluctuations importantes par suite des diverses influences auxquelles il est soumis ; climat, orages, sauterelles, maladies parasitaires ou cryptogamiques. Il en résulte, dans tous ces cas, un déficit considérable dans la valeur de la production annuelle ; tout le monde souffre de cette situation, prêteurs, commerçants et colons qui ne peuvent souvent attendre des temps meilleurs. De même des années de récoltes abondantes ne permettent l'écoulement des produits que dans des conditions insuffisamment rémunératrices, car n'ayant pas d'avances le colon ne peut attendre que des cours meilleurs s'établissent. Chaque crise agricole, qu'elle soit causée par la disette ou la surproduction, se traduit donc par un besoin d'argent plus ou moins intense et la satisfaction de ce besoin est pour l'agriculture algérienne une néces-

sité impérieuse, d'une importance vraiment considérable.

On comprit donc bien vite qu'il fallait créer un crédit agricole, mais on hésita et on varia beaucoup sur la manière dont il fallait l'organiser; et la moindre difficulté n'était pas de n'en faire profiter que les agriculteurs capables d'en faire un bon usage, ou d'assurer avec certitude au prêteur le remboursement de sa créance, d'arriver enfin à une solution qui donnât de bons résultats. Ce sont là les points auxquels nous toucherons dans cette étude; nous ne nous occuperons point du crédit réel qui puise sa force dans la valeur de la terre ou de tout autre bien, meuble ou immeuble, nous nous en tiendrons au crédit personnel; non à ce crédit personnel qui se fonde sur la confiance qu'inspire un individu mais à celui qui est basé sur la confiance inspirée par une collectivité. Nous nous proposons donc d'étudier dans quelles circonstances et selon quelle formule l'idée d'un crédit personnel et mutuel fut réalisée en Algérie (1).

1. Remarquons en passant que le crédit réel est généralement garanti par le gage ou l'hypothèque et sert le plus souvent à une amélioration foncière permanente; le crédit personnel, consenti par un groupement à un ou plusieurs de ses membres en raison de la confiance qu'ils inspirent sous le nom de crédit mutuel, sert au contraire à fournir un capital d'exploitation.

PREMIÈRE PARTIE

ETUDE THEORIQUE

CHAPITRE PREMIER

Les premiers essais de crédit agricole en Algérie.

Dès le lendemain de la conquête, lorsque la paix et la sécurité, conditions nécessaires à l'existence du crédit, sont réalisées dans notre nouvelle possession, l'on voit apparaître les premières tentatives en vue de l'organisation du crédit agricole : ce sont d'abord un essai de colonisation gouvernementale en 1848, puis la rédaction d'un projet de Comptoir National d'Escompte, puis la création de la Banque de l'Algérie (Loi du 4 août 1851), celle des Comptoirs d'Escompte, celle du Crédit Foncier d'Algérie, celle de la Société Générale Algérienne, enfin celle de la Compagnie Algérienne.

Mais ces diverses institutions n'aboutirent pas aux

résultats espérés en ce qui touche le crédit agricole ; elles n'étaient pas, en effet, suffisamment appropriées aux circonstances de temps et de lieux et les tentatives faites n'étaient pas sérieusement soutenues car la recherche d'une solution pratique de la question ne se faisait pas encore impérieusement sentir. Pendant le demi-siècle qui suivit la conquête, en effet, l'Algérie ne vécut que de l'exportation des produits de son sol d'ailleurs peu variés (laines, céréales, bétail), et dans ces conditions il est évident que le crédit agricole n'était pas indispensable. Mais lorsque la concurrence étrangère vint inonder la France de produits similaires aux leurs, les colons algériens, pour exporter avec bénéfice leurs produits, furent obligés de modifier leur façon de procéder. Jusque-là ils s'en étaient tenus à la culture extensive qui rendait peu, mais qui coûtait peu et leur rapportait néanmoins parce qu'ils avaient des débouchés naturels dans la Métropole même. Ils durent en venir alors à la culture intensive, à la culture de la vigne notamment, cultures qui nécessitent des frais et un matériel coûteux. Le surcroît de dépenses qui fut la conséquence de ce changement dans leur manière d'exploiter leurs propriétés amena naturellement les colons à avoir recours au crédit et comme celui-ci n'était guère facilement obtenu ils en vinrent à désirer un crédit organisé sur les bases rationnelles.

↳ Aussi, lorsqu'en 1881 les Chambres eurent à se

prononcer sur le renouvellement du privilège de la Banque de l'Algérie, conformément aux desiderata des colons algériens, elles demandèrent à la Banque d'assurer un large crédit à l'agriculture. Notre grand établissement financier promit son concours dans la plus large mesure possible, et, de fait, dans les années qui suivirent, la Banque de l'Algérie pratiqua largement le crédit agricole au moyen de prêts directs à l'agriculture ou de prêts indirects par l'intermédiaire des Comptoirs d'Escompte. De Banque d'émission qu'elle avait été jusqu'à cette époque, elle devint réellement une Banque coloniale de crédit.

A partir de 1881 et sur l'invitation du Gouvernement elle ouvre donc ses caisses aux agriculteurs et se préoccupe d'organiser le crédit agricole ; à vrai dire ses statuts ne l'y autorisent pas, mais elle y voit un avantage ; en prêtant à l'agriculture, en encourageant la colonisation elle augmente considérablement le chiffre de ses affaires et donne par là l'impression, peut-être l'illusion, d'une grande prospérité.

Pour assurer le crédit agricole tout en ne violant pas ouvertement ses statuts qui lui interdisent, nous l'avons dit, ce genre d'opérations, la Banque de l'Algérie employa deux procédés : elle prêta aux colons soit directement sur billets à 5 0/0 remboursables à quatre-vingt-dix jours (crédits de campagne), soit indirectement par l'intermédiaire des Comptoirs d'escompte dont elle favorisa l'éclosion. Ses envoyés

exposèrent dans les centres agricoles la théorie du crédit mutuel, montrèrent quels avantages on en pourrait tirer, quelle force de crédit il en résulterait ; des Comptoirs se fondèrent un peu partout sur le principe de la mutualité et sous la forme de sociétés anonymes ; ils avaient à leur tête un directeur proposé ou approuvé par la Banque de l'Algérie et leurs opérations consistaient dans l'escompte ou le réescompte du papier agricole, les prêts sur billets, les ouvertures de crédit aux agriculteurs sur garanties spéciales, le recouvrement des effets ; en un mot, toutes les opérations qui leur étaient permises étaient celles ayant trait à l'objet de la société ou conséquences de cet objet.

Ce changement d'orientation conduisit la Banque à des déboires considérables, sur lesquels nous n'avons pas à insister, et elle ne parvint que lentement encore aujourd'hui à se dégager des immobilisations auxquelles elle a été entraînée ; il nous suffit de remarquer que les circonstances économiques et peut-être aussi les influences politiques n'ont pas été sans effet sur les résultats peu brillants de ses opérations.

Quoi qu'il en soit, dès 1885, s'ouvre une ère de réaction contre le crédit pratiqué directement par la Banque d'État ; l'expérience avait clairement démontré que le crédit agricole ne saurait cadrer avec les statuts d'une Banque d'émission, aussi en fait la

Banque de l'Algérie ne fit-elle plus dès cette époque d'opérations de ce genre et elle était invitée dans la suite, par la loi du 5 juillet 1900, loi portant renouvellement de son privilège, à reprendre son rôle de Banque d'émission ; elle se voyait interdire en même temps toute opération de crédit agricole. La loi pour satisfaire aux vœux des colons lui imposait en revanche l'obligation d'une redevance qui devait servir à établir ce crédit agricole qu'on la priait de ne plus pratiquer elle-même.

Cet insuccès dans l'organisation du crédit agricole par l'intermédiaire d'une banque centrale, que ce soit, comme en la circonstance, une banque d'État ou bien une banque privée, s'explique aisément. Le crédit agricole, en effet, doit remplir des conditions spéciales qui ne sauraient être consenties par un établissement financier ordinaire. Comme le dit M. Sandron dans son ouvrage sur les sociétés de crédit agricole, il faut qu'il soit accordé à un taux modéré pour ne pas éloigner les agriculteurs, il faut que les prêts consentis soient remboursables dans un délai parfois éloigné, le plus souvent dépassant trois mois, laps de temps insuffisant pour que les travaux entrepris avec l'argent de l'emprunt aient pu pendant cette période donner leur rémunération, enfin il faut que le remboursement s'en puisse faire par annuités, les colons ne pouvant disposer d'un seul coup des sommes parfois considérables qui leur

ont été avancées. Aucune des institutions financières existant en Algérie à la fin du siècle dernier ne remplissait et ne pouvait remplir de telles conditions; aucune d'elles ne pouvait par suite donner satisfaction aux besoins du monde des campagnes.

Pour consentir le crédit à bon marché, il faut que les risques ne soient pas considérables, que le créancier soit certain de son remboursement, puisse, dans une certaine mesure, surveiller l'emploi des fonds qu'il a prêtés, s'assurer que son débiteur ne les gaspillera pas en dépenses frivoles ou ne les compromettra pas dans des entreprises peu sérieuses ou mal dirigées; or, les établissements de crédit ordinaires ne peuvent organiser une telle surveillance qu'avec un personnel considérable; partant les frais d'administration se trouvent grevés de dépenses supplémentaires, et le surcroît de charges qui en résulte va retomber naturellement sur le débiteur sous forme de majoration d'intérêts, condition éminemment défavorable pour le bon fonctionnement d'une institution de crédit. Quant aux crédits à long terme et aux remboursements partiels qui semblent nécessaires, les statuts des établissements financiers interdisent ou réglementent d'une façon très stricte ce genre d'opérations qui ont toujours été considérées et avec raison comme préjudiciables à une banque commerciale.

Malgré l'insuccès de son premier essai, il faut néan-

moins constater que, si la Banque de l'Algérie s'est écartée de son but primitif défini par l'article 1^{er} de la loi du 4 août 1851 qui en faisait une banque purement commerciale : « Il sera fondé à Alger une « Banque d'escompte, de circulation et de dépôts », que si elle s'est laissée entraîner dans des opérations qui lui pèsent encore aujourd'hui, elle a puissamment contribué à l'essor économique de la colonie et a été la première à pratiquer le crédit agricole qui est un des facteurs essentiels du développement économique d'un pays. Par les crédits consentis par elle aux agriculteurs à un taux modéré, par l'aide qu'elle a prêtée à maintes reprises aux Comptoirs d'escompte, par les prêts de semences qu'elle a consentis aux indigènes en différentes circonstances, elle a joué un rôle prépondérant au point de vue de la colonisation à la fin du siècle dernier et a favorisé dans une large mesure le développement des grandes entreprises qui se sont alors fondées. Il n'y a qu'à jeter un coup d'œil sur les statistiques algériennes pour voir avec quelle rapidité a augmenté, grâce à elle, la superficie des terres mises en valeur et le rendement des différentes branches de l'industrie agricole. Mais nous avons vu, en revanche, les vices du système, ils suffisent à le condamner.

CHAPITRE II

Les lois du 21 mars 1884 et du 5 novembre 1894.

Pendant qu'en Algérie on faisait les différentes tentatives que nous avons examinées, on élaborait et l'on votait en France les deux lois du 21 mars 1884 et du 5 novembre 1894 qui sont le point de départ de l'institution du crédit agricole mutuel aussi bien dans la Métropole que dans la Colonie ; l'article 10 de la loi de 1884, l'article 7 de la loi de 1894 les déclaraient en effet applicables à l'Algérie.

On connaît les origines de ces lois ; qu'il nous suffise de les rappeler brièvement.

Vers le milieu du xix^e siècle, l'Allemagne, sous l'influence de deux hommes supérieurs, Schultze-Delitzsh et Raiffeisen, trouvait la véritable formule du crédit agricole en le faisant reposer sur la mutualité ; dans le système adopté par eux le crédit fut accordé à la personne et garanti par la mise en jeu de la responsabilité solidaire des coassociés, et cette solidarité dans la responsabilité, pour donner plus de force à

l'institution, les promoteurs du mouvement la vou-
lurent tous deux absolue et illimitée.

Leurs principes ne tardèrent pas à être transpor-
tés en Italie où ils furent mis en pratique par M. Leone
Wollemborg dans ses caisses rurales et par M. Luigi
Luzatti dans ses banques populaires qui font des opé-
rations de crédit agricole en même temps que des
opérations de crédit urbain.

L'impulsion était donnée et on ne tarda pas en
France à vouloir imiter ces institutions. Précisément
la loi du 21 mars 1884 sur la liberté d'association
avait donné naissance dans nos campagnes au ma-
gnifique mouvement des syndicats agricoles, le plus
recommandable progrès social obtenu chez nous dans
ces dernières années. En permettant aux agriculteurs
de se grouper sans autorisation du Gouvernement en
syndicats pour la défense de leurs intérêts économi-
ques la loi de 1884 a posé la base sur laquelle s'ap-
puie toute institution de crédit agricole, car le syn-
dicat, nous le verrons plus loin, doit en être la tête :
c'est à ses membres, en effet, que le législateur a
laissé le privilège de fonder les caisses locales et ré-
gionales de crédit agricole. A la suite de cette loi la
notion et la pratique de la mutualité vont s'intro-
duire et se vulgariser chez nos populations rurales
qui commencent à en comprendre tous les avantages.

Sur l'initiative d'hommes éminents comme le R. P.
Ludovic de Besse, M. Eugène Rostand et M. C. Ray-

neri, les institutions de crédit agricole mutuel se développèrent rapidement. Des congrès furent organisés par toute la France pour répandre les doctrines de Schultze, de Raiffeisen et de Luzatti et en dégager nettement les principes : à savoir que le crédit agricole doit partir d'en bas, du milieu même des agriculteurs qui en ont besoin, qu'il doit reposer sur la force de la garantie solidaire.

Ce ne fut pas en vain que cette propagande fut faite et des efforts divers furent tentés dans le sens de la mutualité. D'une part de nombreuses caisses agricoles strictement modelées sur le type Raiffeisen furent fondées dans le but d'organiser la distribution du crédit dans les campagnes ; mais malgré l'indéniable succès obtenu dans certaines régions, il faut bien reconnaître que la majorité des petits agriculteurs s'effrayaient de la responsabilité solidaire illimitée qu'entraîne ce type de société et n'entraient pas volontiers dans le mouvement. D'autre part, les syndicats agricoles de la loi de 1884 avaient été amenés à pratiquer le crédit sans s'en douter, en accordant du temps aux petits propriétaires pour se libérer des frais d'achats d'engrais, de semences ou de machines qu'ils avaient contractés.

Vers 1890 le législateur se trouvait donc en présence de tendances nettement déterminées et de tentatives partielles il fallait coordonner tous ces efforts, permettre aux associations qui s'étaient constituées

de prospérer, et pour cela il fallait fournir à leurs membres le moyen d'accomplir les opérations en vue desquelles les syndicats avaient été créés, les aider dans l'étude et la défense des intérêts agricoles. C'est ce que le crédit seul pouvait faire ; il fallait donc faciliter la création de groupements formés dans le but de distribuer le crédit et pour cela accorder un régime de faveur aux sociétés de crédit agricole basées sur la mutualité.

Cette nécessité fut comprise et la première manifestation législative en ce sens ne tarde pas à avoir lieu. Ce fut le dépôt le 10 mai 1890 d'un projet de loi dû à l'initiative de M. Méline. L'auteur en résumait ainsi la pensée inspiratrice : « C'est en bas, c'est-à-dire dans chaque canton, sinon dans chaque commune, qu'il faut trouver le jury de classement, si l'on peut l'appeler ainsi, composé d'hommes compétents et impartiaux, en état de déterminer pres-que à coup sûr sous leur responsabilité personnelle la capacité de crédit de chaque agriculteur ; ce jury doit composer la banque locale qui constitue le premier anneau indispensable de la chaîne de crédit (1). »

Mais le projet Méline avait le grand tort de cher-

1. Ce système de « crédit par en bas » était opposé au système « du crédit par en haut » préconisé en 1892 par M. Deville et qui tendait à la création d'une Société centrale de Crédit agricole,

cher la solution du problème dans la transformation des syndicats en sociétés de crédit ; c'était confondre deux organisations d'essence différente et gêner le développement des syndicats en imposant à leurs membres une responsabilité nouvelle.

Les observations présentées en ce sens, sans être complètement adoptées par la Chambre, firent apporter au projet certaines modifications de détail, et M. Méline admit l'idée que la société de crédit pourrait être latérale au syndicat. Dans la suite une commission extra-parlementaire, constituée après le vote de la Chambre, modifia de nouveau le projet et sépara définitivement le syndicat de la société de crédit, tout en admettant que les syndicaux, alors même qu'ils ne feraient pas partie de la société, pourraient bénéficier de ses services.

Dans son rapport au Sénat sur le projet ainsi modifié, M. Labiche déclarait : « Nous n'avons certes
« pas la pensée que cette loi suffira pour assurer à
« l'agriculture tous les capitaux dont elle a besoin :
« ce n'est pas en effet par le crédit à court terme, le
« seul que concerne notre projet, qu'on peut espérer
« procurer à l'industrie agricole les ressources néces-
« saires aux améliorations foncières qui exigent des
« immobilisations prolongées de capitaux ; notre but
« est beaucoup plus modeste ; il consiste unique-
« ment à donner aux agriculteurs certaines facilités
« de crédit dont jouissent déjà les industriels et les

« commerçants, à leur procurer les moyens de suppléer à l'insuffisance trop fréquente du fonds de roulement qui leur est nécessaire pour l'acquisition des engrais, des semences et des bestiaux. »

Le projet ainsi amendé retourna à la Chambre des Députés et fut adopté le 27 octobre 1894 sur le rapport de M. Jean Codet. La loi fut promulguée le 5 novembre suivant et son article 7 la déclarait applicable à l'Algérie.

C'est sur elle que repose toute institution de crédit agricole mutuel et nous devons nous y arrêter.

Le type de société créé par la loi de 1894 ne provient pas, nous l'avons vu, de la transformation des syndicats agricoles en sociétés de crédit, mais il a pour condition essentielle de procéder d'un syndicat ; la loi nouvelle en effet fonde l'organisation du crédit agricole sur la mutualité. Cette mutualité s'affirme comme telle et présente des garanties par le fait de l'affiliation de ses membres à un syndicat professionnel, car il est juste que celui qui veut emprunter avec la garantie réelle ou morale de ses camarades fasse partie de leur association.

Par là, la loi de 1894 prend un caractère spécial ; jusque-là le législateur n'avait vu dans l'association qu'un groupement d'intérêts ; il n'en est plus ainsi. Au contraire des sociétés coopératives (sociétés à capital variable) introduites dans notre législation par le titre III de la loi du 24 juillet 1867, qui ont un

caractère nettement intéressé, les sociétés de crédit agricole de la loi de 1894 ne sont pas créées dans un but de spéculation ; les opérations qu'elles font n'ont qu'un but professionnel, elles doivent concerner uniquement l'industrie agricole et être effectuées par les syndicats ou les membres des syndicats ; le capital qu'elles comportent ne peut recevoir aucun dividende, et même pour mieux affirmer le caractère de l'association, qui est de ne rechercher aucun gain, il est souscrit sous le nom de part et non d'action ; les sociétaires doivent non seulement exercer la profession d'agriculteur mais faire partie d'un syndicat ; et par là, dans le nouveau type de société créé, c'est le lien personnel qui joue le rôle essentiel.

C'est bien en effet un nouveau type de société que la loi de 1894 a voulu instituer ; on le voit à la lecture des rapports et des discussions. M. Méline parlant comme Président de la Commission avait formellement déclaré : « Nous créons, nous n'avons cessé de le répéter au cours de la discussion, un « nouveau type de société commerciale » et dans une réponse à M. Jaurès il disait encore : « Nous faisons « un nouvel essai. » Et le rapport de M. Jean Codet à la Chambre était conçu dans le même sens.

La loi de 1894 n'est donc pas, ainsi qu'on l'a prétendu, un complément de la loi de 1867, elle est autonome et de cette autonomie de la loi par rapport aux lois antérieures, il résulte de grands

avantages ; les sociétés de crédit qu'elle institue échappent aux prescriptions de la loi du 24 juillet 1867, relatives aux sociétés anonymes ; leurs parts peuvent être inférieures à 25 francs ; contrairement à la loi du 1^{er} août 1893 ; les versements opérés sur ces parts ne sont pas nécessairement contractés par-devant notaire ; les assemblées générales ne sont pas soumises aux formes, délais et quorum de la loi de 1867, etc. Si les lois antérieures en matière de sociétés s'appliquaient aux sociétés de crédit agricole, si leurs prescriptions subsistaient pour celles-ci, elles entraveraient considérablement leur développement et par suite elles iraient contre les intentions du législateur qui étaient de simplifier et de faciliter l'établissement du crédit agricole parmi les populations rurales.

Ces intentions, nous allons les voir, elles apparaissent nettement dans l'étude des diverses dispositions de la loi relatives à la constitution, à l'administration et au fonctionnement des sociétés de crédit agricole ; nous verrons en même temps comment elles ont été réalisées.

§ 1. — CONSTITUTION DE LA SOCIÉTÉ DE CRÉDIT.

1^o Personnes pouvant constituer la société de crédit.

— L'article 1^{er} de la loi de 1894 porte que les sociétés de crédit seront constituées par la totalité des

membres d'un ou plusieurs syndicats professionnels agricoles, mais il admet qu'elles ne le soient que par une partie seulement des membres de ces syndicats. Cette dernière disposition est prudente ; beaucoup de syndicats agricoles en effet comptent un grand nombre de membres dont l'adhésion unanime serait dans bien des cas difficile à obtenir : Beaucoup de syndiqués se refuseraient en effet à entrer dans une association ayant les attributions et la responsabilité d'une société de crédit. En admettant même l'adhésion unanime de tous les membres du syndicat ou des syndicats fondateurs, la transformation du syndicat en société de crédit aurait l'inconvénient de modifier le caractère et le fonctionnement de cette association et par suite d'en arrêter ou d'en compromettre très probablement le développement ; d'ailleurs lorsqu'un syndicat compte beaucoup de membres, sa transformation en société de crédit ne paraît pas très désirable, car le fonctionnement d'une société de crédit entraîne des responsabilités qu'il convient d'éviter au plus grand nombre des syndiqués agricoles et exige des aptitudes qu'on ne peut espérer trouver chez tous les membres de ces associations.

Dans l'esprit du législateur les dispositions de la loi de 1894 relatives à la constitution des sociétés de crédit doivent avoir pour effet de favoriser la création de petites sociétés locales sur l'initiative des membres du syndicat ; il est donc juste, pour favo-

riser ces créations, de ne pas imposer des conditions difficiles à remplir, ce qui aurait été le cas sans la disposition complémentaire de l'article 1^{er}.

Mais quelle que soit la combinaison adoptée, que la société soit constituée par une partie des membres ou par tous les membres d'un syndicat, elle devra toujours avoir une existence séparée et un caractère différent du syndicat ; elle aura un but et des pouvoirs différents, elle agira comme société commerciale tandis que le syndicat, société civile, devra se maintenir dans les attributions restreintes que lui confère la loi de 1884.

Quant à savoir si le syndicat lui-même peut constituer une société de crédit agricole, c'est une question discutée. Les partisans de l'affirmative ont dit que le syndicat était une personnalité civile, ayant le droit d'ester en justice et de s'engager ; que la loi de 1884 ne lui avait interdit que la possession d'immeubles, non celle de capitaux ; que la loi de 1894 d'autre part parle des opérations qu'il peut faire avec la société de crédit agricole en tant que personnalité civile ; que partant il pouvait constituer une société de crédit agricole. On a objecté à ce système que la personnalité civile ne conférait pas une personnalité juridique complète et que le syndicat était d'ailleurs constitué sans contrat liant juridiquement ses membres ; que d'autre part le texte de l'article 1^{er} de la loi de 1894 étant limitatif, lorsqu'il parlait de la tota-

lité ou d'une partie des membres du syndicat, on ne pouvait étendre la liste des personnes pouvant créer une société de crédit, y comprendre par conséquent des personnes autres que celles qui y sont énumérées, dire par exemple que le syndicat lui-même, dont il n'est pas question dans l'article 1^{er}, pourrait créer une société de crédit.

Mais dans la pratique ces objections n'ont pas de portée et un certain nombre de sociétés ont admis que les syndicats pouvaient au même titre que leurs membres souscrire une partie de leur capital ; cela n'a rien que de très naturel puisque leurs adhérents sont appelés indistinctement à profiter des services des sociétés de crédit agricole et que la loi elle-même leur reconnaît le droit de faire des affaires avec la société.

2^o *Circonscription territoriale.* — La loi de 1894 n'a pas précisé le point de savoir quelle peut être la circonscription territoriale d'une société de crédit agricole ; celle-ci peut donc à sa volonté étendre ou restreindre son champ d'action, mais il résulte de la nature même du crédit mutuel et des conditions dans lesquelles il fonctionne qu'il ne peut s'exercer sur un territoire trop vaste. En effet la confiance réciproque des associés, nécessaire au fonctionnement de l'institution, suppose leur parfaite connaissance les uns des autres, la connaissance de leur faculté de travail et d'économie, toutes choses qui ne peuvent

s'acquérir que par le contact quotidien et les relations de voisinage ; d'autre part le contrôle qui doit être exercé par les membres de la société sur leurs collègues doit pour des raisons d'ordre financier, raisons d'économies notamment, être le plus souvent un contrôle moral qui serait impossible à obtenir si le nombre des membres était trop considérable.

3° *Capital. Souscription. Libération.* — Les sociétés de crédit agricole peuvent se constituer sans capital social ; il pourrait en être ainsi par exemple lorsque les statuts stipuleraient la responsabilité solidaire et illimitée des associés, ainsi que cela a lieu dans la plupart des sociétés de crédit en Allemagne et dans les sociétés Leone Wollemborg en Italie. Le législateur a alors accepté que l'apport de la masse des garanties obtenues par la solidarité entre associés soit considéré comme l'équivalent d'un capital. Dans ce cas, où le capital fait entièrement défaut, les ressources nécessaires au fonctionnement de la société peuvent être obtenues au moyen de fonds provenant de dépôts, ou d'emprunts garantis par la responsabilité solidaire et illimitée de tous les associés.

Les sociétés de crédit agricole peuvent aussi se former avec un capital ; celui-ci peut être fixé une fois pour toutes ou bien être susceptible de subir dans l'avenir des modifications ; il est constitué non par des actions mais par des souscriptions émanant

des membres de la société; ces souscriptions forment des parts qui sont nominatives, peuvent être de valeur inégale et ne peuvent être transférées qu'à des membres des syndicats par voie de cession et avec l'agrément de la société. Pour bien marquer l'abstention de toute idée de spéculation, l'article 3 § 3 interdit la répartition de dividende et autorise simplement le paiement au capital d'un intérêt au taux légal; quant à la répartition des bénéfices entre les syndicats et leurs membres elle se fait au prorata des prélèvements faits sur leurs opérations.

Lorsque la société a été formée avec un capital, ce capital social doit être entièrement souscrit et le quart au moins doit en être versé (ce quart porte sur la totalité du capital souscrit et non sur chaque part). Dans le cas où la société serait constituée sous la forme de société à capital variable, le capital ne pourra être réduit par la reprise des apports des sociétaires sortants au-dessous du montant du capital de fondation.

De l'ensemble de ces diverses dispositions, il résulte que le capital réuni par les sociétés de crédit est considéré par le législateur comme un fonds de garantie ou de première avance, servant à affirmer de façon tangible le principe de la mutualité, non comme un fonds de spéculation.

4^e *Responsabilité des adhérents des sociétés de crédit.* — Le principe directeur de la loi est que l'éten-

due de la responsabilité des sociétaires est déterminée par leur volonté librement exprimée dans la charte constitutive de leur association. D'après l'article 2, en effet, ce sont les statuts qui règlent l'étendue et les conditions de la responsabilité qui incombera à chacun des sociétaires dans les engagements pris par la société. Ils détermineront, par exemple, si elle sera restreinte au montant de la part souscrite ou si au contraire elle s'étendra au delà, et, dans ce dernier cas, ce sont eux encore qui en fixeront la limite. Mais dans tous les cas, où qu'on ait arrêté la responsabilité des sociétaires, ils ne pourront être libérés de leurs engagements qu'après la liquidation des opérations qui auront été contractées par la société antérieurement à leur sortie; par là une bonne et sérieuse gestion est assurée.

5° *Formalités légales de la constitution d'une société de crédit.* — La rédaction des statuts est la première formalité prescrite pour la formation d'une société de crédit. Ces statuts (art. 2) détermineront le siège et le mode d'administration de la société, les conditions nécessaires à leur modification et à la dissolution de la société; la composition du capital social et la proportion dans laquelle chacun des membres contribuera à sa constitution (art. 3); les prélèvements qui seront opérés au profit de la société sur les opérations faites par elle après qu'elle aura acquitté les frais généraux et payé les intérêts des

emprunts et du capital social. Quant à l'emploi de ces prélèvements la loi le fixe elle-même; ils seront d'abord affectés jusqu'à concurrence des trois quarts au moins à la constitution d'un fonds de réserve tant que celui-ci n'aura pas atteint au minimum la moitié du capital; le surplus pourra être réparti au prorata des opérations faites par les syndicats ou les membres des syndicats.

Les statuts, une fois élaborés, seront transcrits sur un registre spécial et signés par les adhérents. Puis une Assemblée générale des fondateurs les approuvera définitivement, vérifiera l'état des souscriptions et des versements, élira les membres des conseils d'administration, de surveillance et d'escompte, déterminera la limite des dépôts à recevoir et des emprunts à contracter, réglera, en un mot, tous les détails de l'administration.

Procès-verbal de l'Assemblée sera dressé et copié sur un registre spécial à ce destiné.

Avant toute opération, les statuts et la liste complète des administrateurs ou directeurs et des sociétaires, indiquant leurs noms, professions et domiciles et le montant de chaque souscription seront, à fin de publicité, déposés en double expédition au greffe de la justice de paix du canton où la société a son siège principal, et il sera donné récépissé de ce dépôt. De plus, un exemplaire des statuts et de la liste des membres de la société sera, par les soins du juge

de paix, déposé au greffe du Tribunal de commerce de l'arrondissement.

§ 2. — ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ DE CRÉDIT
AGRICOLE

1° *Du Conseil d'administration.* — La loi laisse une grande liberté aux fondateurs quant au choix des administrateurs, pourvu qu'ils soient de nationalité française. Cette condition de nationalité est déjà imposée par la loi de 1884 qui veut (art. 4) que les administrateurs des syndicats professionnels soient citoyens français; elle est impliquée par la loi de 1894 qui ne permet aux sociétés de crédit de fonctionner que comme liées à un syndicat. Il n'est pas nécessaire, d'ailleurs, que les administrateurs fassent partie de la société; il suffit qu'ils fassent partie du syndicat agricole promoteur de la société.

Ils sont nommés à temps ou révocables, mais il est bon pour assurer la continuité de la direction que leurs pouvoirs aient une certaine durée et que le conseil soit renouvelable par séries. Il est en effet impossible dans ces conditions que se produise un changement brusque de vues qui pourrait avoir des conséquences déplorables sur les résultats en fin d'exercice.

La fonction des administrateurs est gratuite, du moins en règle générale, et cette gratuité de la fonc-

tion nous semble convenir au caractère de mutualité de la société ; chaque sociétaire y doit payer de sa personne pour la meilleure marche de l'entreprise. Il est cependant admis en pratique que l'administrateur chargé de la tenue des livres et de la caisse reçoive une petite indemnité. C'est une compensation qui lui est accordée en raison des soins plus nombreux auxquels il est tenu.

Les membres du conseil d'administration sont responsables et leur responsabilité peut être envisagée sous deux aspects ; ils ont, d'une part, une responsabilité de droit commun pour les irrégularités commises dans leur gestion en contravention des statuts ou pour les délits ou quasi-délits qu'ils pourraient commettre dans l'exercice de leur mandat, et ils ont d'autre part une responsabilité particulière qui leur est imposée par l'article 6 de la loi de 1894 et qui elle-même est double ; ils sont civilement responsables du préjudice causé par la violation des statuts ou des dispositions de la loi ; et ils sont pénalement responsables, c'est-à-dire passibles de poursuites correctionnelles sanctionnées d'amendes de 16 à 500 francs, pour le cas où il y aurait eu fausse déclaration relativement aux statuts ou aux noms et qualités des administrateurs, des directeurs ou des sociétaires.

2° *De l'Assemblée générale.* — L'Assemblée générale des actionnaires, souveraine d'ordinaire dans

toute espèce de sociétés pour décider de la gestion des affaires et des modifications à apporter aux statuts, a, au contraire, dans les sociétés de crédit agricole une souveraineté limitée ; le quantum de responsabilité étant une fois pour toutes posé par les statuts elle ne saurait imposer d'obligations nouvelles aux membres de la société. Il ne dépend donc pas de l'Assemblée générale de modifier l'étendue de la responsabilité que chaque adhérent a acceptée au moment où il s'engageait ; il lui faudrait pour cela l'adhésion unanime de tous les porteurs de parts. D'ailleurs, à part cette restriction, l'Assemblée générale jouit dans les sociétés agricoles des mêmes droits que dans les autres sociétés (1).

§ 3. — FONCTIONNEMENT DE LA SOCIÉTÉ DE CRÉDIT

1^o *Opérations : avances, escomptes, dépôts, emprunts.*
— Les sociétés de crédit agricole ont le droit d'après l'article 1^{er} § 1 de la loi de 1894 de faire des affaires non seulement avec leurs membres, mais encore avec tous les adhérents du ou des syndicats promoteurs ;

1. Cependant il semble bien que le § 3 de l'article 1^{er} de la loi de 1894 en parlant de l'agrément de la société au transfert des parts, a donné à l'Assemblée générale le soin d'autoriser les transmissions, cela vient donc restreindre dans une assez large mesure les pouvoirs du Conseil d'administration en ce qui concerne la vie de la société.

mais leurs opérations sont limitées ; « elles ont exclusivement pour objet, dit la loi en parlant des sociétés, de faciliter et même de garantir les opérations « concernant l'industrie agricole ». Toutes les opérations de crédit rentrant dans ce cadre et ayant ce but leur sont donc permises ; nous allons passer rapidement en revue les principales.

En premier lieu, les sociétés de crédit agricole peuvent faire des avances aux membres des syndicats sous la forme de prêts directs consentis aux emprunteurs sous leur responsabilité, c'est-à-dire qu'ils pourront faire librement usage des fonds avancés, les détourner de l'emploi pour lequel ils les ont sollicités et les employer d'une autre manière ; comme il est impossible à la société d'empêcher un changement dans la destination des capitaux prêtés il vaut mieux qu'elle n'en réglemente pas l'usage. Toutefois elle peut en surveiller l'emploi et prononcer dans la suite l'exclusion contre un membre qui aurait détourné de leur destination légitime les fonds prêtés.

Une autre opération faite par les sociétés de crédit agricole est l'escompte ; celle-ci fait du moins connaître exactement l'emploi de la somme demandée, mais elle n'est un moyen d'avoir du crédit qu'à court terme ; la possibilité d'un renouvellement de la valeur ne suffit pas généralement à procurer des fonds pendant un temps suffisant pour mener à bien l'opération entreprise ; en effet la plupart des travaux agrico-

les, comme l'amélioration d'une terre, une plantation de vignes, un drainage, sont des œuvres de longue haleine nécessitant de longues années d'attente avant de donner un rendement rémunérateur.

L'escompte ne peut servir qu'à un achat de semences, d'engrais ou de bétail dont le rendement se produit toujours dans un laps de temps variant de six à neuf mois ; la faculté de renouveler une ou deux fois la valeur escomptée permet alors ce genre d'emprunt.

Les sociétés peuvent encore se charger relativement aux opérations concernant l'industrie agricole, des recouvrements et des paiements à faire par les syndicats ou les membres de ces syndicats.

Quant aux moyens qui permettent aux sociétés de crédit de se procurer les fonds nécessaires à leur fonctionnement, ils varient avec les circonstances. Le premier de ces moyens, le plus sérieux et le plus fréquemment usité est l'emploi des dépôts reçus en comptes courants avec ou sans intérêts ; les statuts, ainsi que nous l'avons vu, en déterminent le maximum (art. 2 § 2) en tenant compte des besoins locaux et des forces présumables de crédit de la société.

La société pourra encore se procurer des fonds par le réescompte du papier qu'elle a en portefeuille, mais cette opération pour ne pas lui occasionner de pertes ne devra avoir lieu que lorsque le taux d'es-

compte de l'établissement réescompteur sera inférieur ou au moins égal à celui de la société de crédit. Au cas contraire, elle perdrait en effet un tant 0/0 égal à la différence entre son taux et celui de l'établissement réescompteur.

Enfin la loi de 1894 autorise les sociétés de crédit agricole dans son article 1^{er} § 2 *in fine* à contracter les emprunts nécessaires pour constituer ou augmenter leurs fonds de roulement. La situation de leurs membres les met facilement en mesure de trouver des prêteurs peu exigeants au point de vue du taux et des garanties à fournir. L'emploi de tous ces divers procédés suffit largement à procurer aux sociétés locales les fonds qui leur sont nécessaires et elles n'ont jamais refusé d'avances lorsque des garanties suffisantes étaient présentées.

2° *Livres de commerce, inventaires, dépôts légaux.* —

L'article 4 de la loi du 3 novembre 1894 décide que les sociétés de crédit par elle autorisées sont des sociétés commerciales dont les livres doivent être tenus conformément aux prescriptions du Code de commerce. Par conséquent nous allons trouver dans la société des livres obligatoires, tels le livre-journal présentant jour par jour ses dettes actives et passives, les opérations qu'elle a effectuées, les acceptations, négociations ou endossements d'effets, le livre des inventaires des effets mobiliers ou immobiliers et des dettes actives et passives, le livre copie de let-

tres et le registre classer des lettres reçues, et, à côté, des livres facultatifs mieux appropriés à la comptabilité de la société qui doit être des plus simples.

La loi prescrit, en outre, la rédaction d'un inventaire? Cet inventaire doit être fait chaque année, avant la première quinzaine de février semble-t-il, car l'article 5 § 4 ordonne à cette date le dépôt de la liste des membres faisant partie de la société ainsi que du tableau sommaire des recettes et dépenses, et des opérations effectuées dans l'année précédente. Ce dépôt est fait en double exemplaire au greffe de la Justice de paix du canton par le directeur ou un administrateur de la Société; un de ces exemplaires sera déposé par les soins du juge de paix au greffe du Tribunal de Commerce et il sera communiqué à tout requérant. Le but que la loi poursuit en édictant ces dispositions est de permettre aux tiers étrangers à la société de crédit sur le point d'entrer en relations d'affaires avec elle d'apprécier la confiance qu'elle mérite et la solvabilité des personnes qui la composent et la dirigent. Le législateur a si bien compris l'utilité de ces dépôts qu'il a édicté des peines au cas où on ne se serait pas conformé aux prescriptions de la loi.

3° *Emploi des bénéfices.* — Les sociétés de crédit, telles que les entend la loi, ne doivent pas, nous l'avons vu, être une source directe de profit pour les associés; elles ne doivent être que l'instrument

par lequel ils se procurent les fonds nécessaires à la marche de leur entreprise; il n'y aura donc pas, comme dans les autres sociétés, de bénéfices à répartir en fin d'exercice, mais il est indispensable que la société de crédit réalise des gains pour payer les frais généraux et constituer les réserves destinées à faire face à des crises ou à des accidents imprévus, pour rémunérer, dans la mesure permise, le capital engagé ou les emprunts faits en tant qu'instruments mis au service de la société; d'ailleurs la rémunération qui est seule permise est, d'après la loi, la rémunération au taux légal.

Quant à la partie des recettes qui subsiste après ces divers emplois, elle pourra être répartie à la fin de chaque exercice entre les syndicats et entre les membres des syndicats. Mais pour écarter toute ressemblance avec un paiement de dividendes, cette répartition se fait au prorata des prélèvements faits sur les opérations; l'excédent de bénéfices ne pourra en aucun cas être partagé sous la forme de dividendes entre les membres de la société. Il n'y a dans la répartition proportionnelle qu'une sorte de restitution de sommes perçues en trop.

Nous avons dit que l'article 3 § 2 de la loi de 1894 prescrivait la constitution d'un fonds de réserve au moins égal à la moitié du capital; cette constitution se fait au moyen des trois quarts au moins des sommes résultant des prélèvements opérés au profit de

la société sur les opérations qu'elle a faites ; il résulte de la détermination du quantum de la réserve, de sa fixation à la moitié du capital, que les sociétés constituées sans capital ne sont pas tenues de s'en créer une ; leur capital étant nul, leur réserve légale est également nulle. Mais comme la possession d'un capital quelconque en commun est une des manifestations les plus tangibles de la solidarité, de la mutualité qui est la base de l'institution, elles ont tout intérêt à fortifier leurs réserves, car plus elles augmenteront leurs fonds de réserve, plus elles étendront leurs moyens d'action en cas de crise. Les bénéfices nets ne sauraient donc trouver meilleur emploi.

Ce fonds de réserve, à la dissolution de la société, sera partagé avec le reste de l'actif entre les sociétaires proportionnellement à leur souscription à moins que les statuts n'en aient décidé autrement, par exemple en aient affecté l'emploi à une œuvre d'intérêt agricole.

4° *Dissolution.* — Ce sont généralement les statuts qui déterminent au gré des fondateurs les conditions de dissolution des sociétés de crédit agricole ; ils peuvent notamment déclarer que, bien que sociétés de personnes, elles ne seront pas dissoutes, contrairement à l'article 1865 du Code civil par le décès ou par la perte des droits civils de l'un des associés.

Quant à la dissolution par autorité de justice elle

ne pourra être ordonnée que pour des causes exceptionnellement graves, telles que la violation des conditions essentielles de la société; mais de simples manquements aux conditions de publicité ne sauraient entraîner la dissolution.

Telles sont rapidement exposées les dispositions de la loi du 3 novembre 1894 interprétées d'après les principes généraux de la législation française en matière de sociétés.

Elles faisaient faire un grand pas à la question de crédit agricole et constituaient un grand progrès sur la législation antérieure, mais les syndicats et leurs membres ont hésité à se servir du type de société qui leur était proposé; la crainte des pénalités inscrites dans la loi, celle de l'isolement, la peur de manquer de ressources, firent reculer le plus grand nombre. Certes l'idée de la mutualité était déjà avancée dans les esprits, mais entre l'idée et sa réalisation s'écoulaient souvent de longues années, surtout lorsque l'organisme créé n'est pas complet dès le début, lorsque sa marche n'est pas encore bien assurée. C'est ce qui se produisit fatalement en Algérie; après avoir souhaité d'être pourvus d'un crédit agricole bien organisé, l'inexpérience et l'appréhension de se lancer dans une voie nouvelle faisaient hésiter les colons à se servir de « l'instrument nouveau » mis à leur disposition. Quoi qu'il en soit, on put observer, après la loi de 1894, dans les départements algériens un cer-

tain nombre de créations de sociétés de crédit; la loi bien qu'imparfaite fut la ressource de ceux qui ne voulurent pas adopter la responsabilité solidaire de la société en nom collectif du type Raiffeisen.

Nous aurons plus loin l'occasion de reparler de ces différentes tentatives.

CHAPITRE III

La loi de 1901.

La loi de 1894 fut la première pierre posée à l'édifice du crédit agricole mutuel. Elle avait eu l'heureuse inspiration d'organiser le crédit agricole par en bas, latéralement aux syndicats agricoles afin de rapprocher, de fortifier et de compléter l'action de ces deux précieux facteurs du progrès agraire, sociétés de crédit et syndicats. Comme l'a fait justement remarquer l'un des plus vaillants promoteurs du crédit agricole, M. Rayneri, dans son remarquable rapport au X^e congrès du crédit agricole et populaire « il « était démontré que ce rapprochement constituait « un moyen très efficace de procurer aux agriculteurs « la plus grande somme d'avantages, et, en ce qui « touche aux fonctions du crédit, d'exercer un contrôle utile sur l'emploi des fonds prêtés ».

Mais il restait un pas à faire. Il fallait, à l'exemple des syndicats qui, profitant de leur rapide expan-

sion, avaient su créer les admirables unions régionales qui les complètent si utilement, provoquer en faveur des sociétés locales de crédit agricole en grande partie éparses dans les campagnes, sans liaison et sans soutien, une organisation régionale ; il fallait solidariser entre elles les caisses régionales d'une même région comme les caisses locales avaient solidarisé les agriculteurs d'une même commune ; il fallait leur procurer des ressources, les mettre à même de fonctionner, arriver à donner un régulateur au dénûment des uns et à la richesse des autres de façon que les ressources inemployées des uns soient utilisées par les autres ; pour cela il était nécessaire que des innovations importantes vinssent contribuer à consolider et à développer l'édifice déjà créé.

La question du crédit agricole, malgré la loi nouvelle, continua donc à être en Algérie l'objet de longues discussions et de vifs débats. Tous les corps élus, Chambres de commerce, Commissions, Congrès d'agriculture, Sociétés d'agriculture émirent des avis et des vœux à son sujet, chacun préconisant tel ou tel système, mais tous d'accord pour affirmer que la situation faite aux colons algériens en ce qui touche le crédit agricole ne pouvait se prolonger plus longtemps et qu'une solution s'imposait. D'ailleurs le renouvellement prochain du privilège de la Banque de l'Algérie rendait la question plus pressante à résoudre car certains voulaient y voir mettre la condi-

tion que la Banque contribuât d'une manière quelconque à l'établissement du crédit agricole.

Au mois de février 1897 la Société d'Agriculture d'Alger mit la question à l'étude ; elle nomma une commission chargée de faire un rapport et d'établir un projet. Ce rapport et ce projet lui furent présentés peu de temps après ; ils tendaient à la création d'une Banque d'État, dotée de la somme de cinq millions (5.000.000 fr.) avancés par l'État à charge de remboursement ou bien garantis par lui aux obligataires auxquels on aurait fait appel pour constituer ce capital.

Ce projet soumis au premier Congrès des Agriculteurs d'Algérie tenu à Alger en 1897 et transmis aux pouvoirs publics avec avis favorable, fut repoussé grâce au Gouverneur Général de l'Algérie, M. Jonnart, qui, devant le succès obtenu par l'organisation du crédit agricole mutuel dont il fut dans le nord de la France un des plus ardents propagandistes, se félicite encore aujourd'hui de l'avoir fait échouer(1).

L'année suivante la Société d'agriculture d'Alger fit préparer par un de ses membres, M. Bigle, un nouveau projet. Celui-ci avait en vue la création d'une Caisse centrale des agriculteurs d'Algérie et comportait la formation d'une société coopérative à

1. Le gouverneur général de l'Algérie qui s'intéressait vivement à la question n'avait pas hésité à déclarer que la conception d'une Banque centrale lui paraissait être une « hérésie économique ».

personnel et à capital variables avec responsabilité solidaire et limitée de ses membres ; le capital de fondation était fixé à 100.000 francs divisés en 5.000 bons de 20 francs et la société avait pour objet le crédit rural et l'achat en commun des matières premières et des instruments agricoles et offrait tous les avantages que présente ce genre de sociétés. Ce projet, pas plus que le précédent, ne fut pris en considération.

Quelque temps avant l'échéance du privilège de la Banque de l'Algérie, M. Saulnier dans une brochure qu'il fit paraître à cette époque en demanda le maintien à condition que la Banque facilitât désormais le crédit aux colons ; il voulait en outre la création d'une caisse agricole sous la forme de société anonyme au capital de 10 millions en 20.000 actions de 500 francs ; cette caisse aurait son siège social à Alger, des succursales dans les départements et des agences dans les chefs-lieux d'arrondissement ; elle se bornerait à faire des avances aux colons et à recevoir des dépôts pour lesquels elle servirait un intérêt de 1 ou 2 0/0 suivant leur plus ou moins longue durée.

Les délégations financières de leur côté émirent dans leur session de 1899 le vœu qu'il fût créé une Banque centrale ayant pour but les prêts à l'agriculture, et la Société de géographie d'Alger sur le rapport de M. Arthus adopta une motion analogue ;

cette motion souhaitait : 1° que le privilège de la Banque de l'Algérie ne fût renouvelé qu'à la condition de mettre à la disposition de la colonie, sans condition de remboursement, une somme une fois versée de 6.000.000 francs ; 2° que le dixième des bénéfices de cet établissement fût abandonné toujours sans condition de remboursement à la Colonie pour la création du crédit agricole ; 3° que l'octroi de ces sommes aux caisses de crédit créées ou à créer ne fût pas subordonné à la mutualité de leurs membres.

Pendant qu'à Alger l'on réclamait, ainsi que nous venons de le voir, l'institution d'une Banque Centrale et que l'on rejetait le principe de la mutualité mis en avant par la loi de 1894, le département d'Oran, s'appuyant sur l'expérience qu'il faisait depuis près de deux ans, demandait que l'organisation du crédit agricole soit basé sur la mutualité avec caisses régionales et caisses rurales. La Caisse régionale d'Oran, en effet, fondée en 1898, d'après la loi Méline, au capital de 4.040 francs en parts de 20 francs, avait fait plus de 29.000 francs de prêts la première année et près de 120.000 francs en 1899 ; malgré les faibles ressources dont elle disposait elle avait donc rendu de grands services à l'agriculture oranaise ; aussi devant les résultats encourageants qu'elle avait obtenus la Caisse régionale d'Oran demandait-elle l'application pure et simple à l'Algérie, de la loi du 31 mars 1899 ; cette loi qui venait d'être promulguée

en France avait fait produire à la loi de 1894 des résultats excellents en la complétant par l'institution de caisses régionales de crédit agricole mutuel et par la mise à la disposition de celles-ci, sous forme d'avances remboursables ou à titre définitif, des fonds (avances et annuités) que l'État avait obtenus de la Banque de France (1).

A l'appui de cette demande de la Caisse régionale d'Oran, pour bien montrer la possibilité de l'institution ainsi entendue, plusieurs caisses ayant pour base la loi de 1894 et à responsabilité très limitée furent fondées dans les départements algériens sous les auspices d'un Comité de patronage des caisses rurales. Ce comité avait pour but de faire de la propagande en vue du développement du crédit mutuel et de faire ressortir les résultats obtenus dès la première heure.

Les choses en étaient là lorsque cette question de l'organisation du Crédit agricole si controversée fut résolue. Ce ne fut d'ailleurs qu'après un examen approfondi de la situation des colons et de l'agriculture en Algérie que l'on trouva une institution convenant aux besoins particuliers des uns et aux conditions de l'autre. Pourtant on parvint encore assez

1. Ces fonds avaient été procurés à l'État par la Convention du 31 octobre 1896 approuvée par la loi du 17 novembre 1897 renouvelant le privilège de la Banque de France.

rapidement à une solution car le terrain se trouvait, nous l'avons vu, préparé de longue date et la question déjà fortement étudiée.

Lors de la discussion sur le renouvellement du privilège de la Banque de l'Algérie en 1899-1900 différents vœux furent émis qui tendaient, ainsi que nous l'avons vu, à faire de la Banque elle-même, l'instrument du crédit agricole ; ils ne trouvèrent heureusement ni à la Chambre ni auprès du Gouvernement un accueil favorable et le ministre des Finances s'opposa d'une manière formelle à cette solution (V. Exposé des motifs du projet de 1900).

Ce fut donc la deuxième solution proposée par les Algériens qui entra dans les vues du Gouvernement et qui fut admise ; l'État demandait à la Banque un sacrifice pécuniaire et obtenait d'elle (loi du 5 juillet 1900) une avance de 3.000.000 de francs remboursable à la fin du privilège, c'est-à-dire en 1920, et une redevance annuelle à titre définitif variant de 200.000 à 300.000 francs suivant les années. Le législateur en même temps précisait quelle affectation il entendait donner à ces sommes (art. 6 § 2, loi du 5 juillet 1900), « elles seront réservées et portées à « un compte spécial du Trésor jusqu'à ce qu'une loi « ait établi les conditions de création et de fonctionnement du crédit agricole en Algérie ».

Il fallait donc qu'une loi vînt déterminer sous quelle forme l'avance remboursable et les redevan-

ces annuelles consenties par la Banque de l'Algérie seraient employées.

Plusieurs projets furent mis en avant, chacun se réclamant de son adaptation parfaite aux besoins du crédit agricole : ils peuvent se ramener à deux types, l'un préconisant le système d'une Banque Centrale servant à la distribution du crédit dans les différents centres, l'autre demandant l'organisation du crédit mutuel.

Chacun de ces systèmes présentait des avantages et des inconvénients. Le premier soustrayait notamment dans une certaine mesure l'obtention du crédit aux influences politiques locales qui ont joué et jouent encore un si grand rôle en toute matière ; puis les risques répartis sur un nombre de prêts très considérable seraient d'autant moindres que les prêts consentis seraient plus nombreux ; d'autre part, un établissement central, plus puissant qu'un établissement local, pourrait supporter plus facilement les pertes et les revers occasionnés par les mauvaises années ou l'insuccès des colons et aurait toujours à sa disposition les ressources nécessaires à son fonctionnement malgré les déboires qu'il aurait subis ; de plus il pourrait se procurer plus aisément les fonds dont le besoin se ferait sentir en réescomptant son portefeuille ; ce réescompte serait en effet plus facile à une Banque Centrale mieux connue des établissements réescompteurs et ayant une surface de cré-

dit souvent considérable, en tous cas solidement établie, qu'à des banques locales dont l'importance est nécessairement assez faible et dont la cote de crédit se trouve le plus souvent très limitée.

La mutualité, disait-on, était impossible à établir dans de telles conditions; l'insuffisance de ses ressources en aurait compromis irrémédiablement le fonctionnement. Et si l'on envisageait le caractère hétérogène de la population qui aurait recours au crédit on y trouvait encore de nouvelles difficultés à une telle organisation. Comment la Banque locale pourrait-elle apprécier sûrement la qualité et la moralité de ses clients vis-à-vis desquels elle peut être tenue à certains égards, comment pourrait-elle leur refuser les crédits qu'ils demanderaient?

Cette justification du système ne nous paraît pas en dehors de toute critique; on peut objecter en effet que le crédit agricole est nécessairement un crédit personnel consenti uniquement en considération des qualités de travail, de moralité et d'économie de l'emprunteur, crédit que la Banque Centrale ne saurait dispenser d'une manière satisfaisante étant donnée sa connaissance insuffisante des personnes et des choses. En second lieu les considérations de personnes peuvent être écartées dans les décisions d'un conseil composé avec soin. Puis un établissement central forcé d'avoir des succursales nombreuses pour procéder à la diffusion du crédit nécessiterait

des frais d'administration énormes qui absorberaient une grande partie des disponibilités et de telles dépenses seraient en disproportion avec les services qu'il pourrait rendre.

Il n'est cependant pas impossible que la nécessité d'un tel organisme se fasse sentir un jour lorsque le crédit sera complètement organisé par en bas; son utilité sera alors incontestable, car il servira de régulateur et de réescompteur suprême, mais pour l'instant il ne saurait à lui seul et par l'intermédiaire de succursales forcément peu nombreuses suffire aux besoins réels de l'agriculture algérienne.

Le second système préconisé, celui du crédit agricole mutuel, ne tarda pas à avoir toutes les préférences, surtout lorsque l'on vit le Conseil Supérieur de l'Algérie demander que les concessions pécuniaires consenties par la Banque de l'Algérie fussent attribuées à titre d'avances sans intérêt à des caisses régionales de crédit agricole mutuel. Les expériences tentées dans les différents centres de la colonie, notamment dans le département d'Oran, venaient confirmer cette manière de voir, et, de fait, dans sa séance du 18 décembre 1900 la Chambre vota l'institution de caisses régionales de crédit mutuel en Algérie.

La Société de Géographie d'Alger ainsi que les différentes Assemblées élues dans les départements algériens se rallièrent à cette proposition et émirent le

vœu que le Sénat ratifia le plus rapidement possible le projet de loi voté par la Chambre. L'institution qu'elle sanctionnait était en effet conforme au but poursuivi ; grâce à la nouvelle loi le crédit serait mis à la disposition des petits propriétaires, il serait accordé à la personne avec la garantie collective de ses coassociés ; la surveillance des opérations entreprises serait facile ; de plus la gestion simple et économique de l'établissement distributeur lui permettrait de faire ses prêts à un taux modéré car son but ne doit pas être de chercher à réaliser des bénéfices mais de distribuer le crédit à bon marché. Le Sénat ne tarda pas à voter le projet approuvé par la Chambre et la loi du 8 juillet 1901 vint donner gain de cause aux défenseurs de la mutualité ; elle instituait en Algérie des caisses régionales de crédit agricole mutuel.

Ces caisses, dont la loi ne limite ni le nombre ni l'étendue des circonscriptions, seront constituées d'après la loi du 5 novembre 1894 et placées dans des centres agricoles assez rapprochés des sociétés locales pour qu'elles se connaissent, se surveillent et se pénètrent mutuellement. Les membres des sociétés locales, en effet, — la force même des choses conduit d'ailleurs à ce résultat, — seront la plupart du temps membres des caisses régionales et les sociétés locales contribueront elles-mêmes généralement à l'organisation des caisses régionales dont les deux

tiers au moins des parts, d'après la loi, leur sont réservées. C'est ainsi que les caisses régionales seront le complément des caisses locales de la loi de 1894, et créeront entre ces dernières un lien qui ne pourra que leur être profitable à toutes. La mutualité et la solidarité sont en effet deux principes particulièrement féconds, qu'ils s'appliquent aux individus ou aux sociétés elles-mêmes ; le cultivateur pris isolément n'offre souvent qu'une garantie insuffisante, l'union des agriculteurs fortifiée par la coopération qui n'est qu'une application du principe mutualiste, et par la solidarité qui en est l'essence même offre des garanties plus sérieuses et doit inspirer toute confiance. Il en est de même des sociétés ; leur crédit et leur force ne peuvent que s'accroître par leur union en groupes régionaux.

C'est grâce à cette union que les cultivateurs modestes trouveront le crédit à long terme indispensable à leur exploitation agricole et c'est ainsi que la loi nouvelle complète de la manière la plus heureuse la loi du 5 novembre 1894.

Examen des articles.

L'article 1^{er} de la loi du 8 juillet 1901 attribue à des caisses régionales de crédit agricole mutuel l'avance de 3 millions et la redevance annuelle à verser au Trésor consenties par la banque de l'Algérie dans la convention du 30 janvier 1900 approu-

vée par la loi du 5 juillet suivant. Ces caisses seront constituées d'après les dispositions de la loi du 5 novembre 1894 déclarée applicable à l'Algérie (art. 7).

Il résulte du texte de cet article que les caisses régionales doivent, pour avoir droit aux avances de l'État, se plier au type de société instituée par la loi de 1894 ; elles ne peuvent donc être fondées que par des agriculteurs et dans un intérêt exclusivement agricole, elles doivent avoir un caractère de mutualité et proscrire avec soin la recherche de tout bénéfice autre que le simple intérêt du capital des parts. s'interdire en un mot toute opération de spéculation.

Nous avons vu plus haut les dangers et les inconvénients qu'aurait présentés le système d'une Banque d'État ; de même des Banques régionales d'État, quoique préférables au point de vue de la décentralisation, n'auraient été en définitive que des Banques d'État multipliées et auraient eu par suite la plupart des inconvénients de celles-ci. Aussi la loi du 8 juillet 1901 n'a-t-elle pas substitué l'État aux initiatives privées ; elle a borné l'intervention de ce dernier à prêter un concours financier temporaire à des institutions régionales de crédit agricole fondées par l'initiative privée et ayant pour objet d'alimenter et de répandre les institutions locales ; la seule conséquence de cette intervention de l'État est l'organisa-

tion d'un contrôle dont nous nous occuperons en étudiant l'article 5.

On a prétendu qu'il aurait été beaucoup plus simple que la Banque de l'Algérie mît elle-même des capitaux à la disposition des caisses locales de crédit agricole; elle leur aurait procuré des fonds en escomptant leur papier et en leur ouvrant de modestes crédits; mais nous avons vu que ce genre d'opérations ne saurait rentrer dans le rôle d'une banque d'émission; leur longue durée, et les immobilisations qu'elles entraînent, la parfaite connaissance que doit avoir la Banque des affaires engagées et la surveillance qu'elles nécessitent et qui ne pourrait être exercée que par l'intermédiaire de nombreuses succursales sont autant d'obstacles à un tel système.

D'autres critiques ont encore été formulées contre les dispositions de l'article 1^{er} de la loi de 1901.

La plupart des promoteurs du crédit agricole ont en effet attaqué le système d'avances sans intérêt, dans lequel ils voyaient un double inconvénient; d'abord engager dans une certaine mesure la responsabilité de l'État, responsable vis-à-vis de la Banque de l'avance de 3 millions, ensuite diminuer aux yeux des prêteurs et des emprunteurs le sentiment de la valeur du capital; il eut mieux valu, leur semblait-il, que l'État prélevât un léger intérêt destiné à constituer un fonds de réserve en prévision de pertes éventuelles. Mais les inconvénients du système adopté

sont largement compensés par les avantages qui en résultent ; il favorise en effet la naissance des caisses régionales en leur faisant entrevoir la possibilité de se procurer un fonds de roulement suffisant qui leur permettra de fonctionner dès leur constitution ; puis en leur accordant ainsi gratuitement les avances qui leur sont nécessaires, il rend possible la réduction de leur taux d'escompte, ce qui ne peut être que pour le plus grand bien de l'agriculture algérienne qui aura dès lors la faculté de se procurer, sans charge excessive, les capitaux qui lui sont indispensables.

L'article 2 indique le but de l'institution des caisses régionales de crédit agricole mutuel, la nature et l'étendue de leurs opérations. Elles ont pour but, dit-il, de faciliter les opérations concernant l'industrie agricole effectuées par les membres des sociétés locales de crédit agricole mutuel de leur circonscription et garanties par ces sociétés (1). Il en donne ensuite une énumération succincte. A cet effet, ajoute-t-il, elles escomptent les effets souscrits par les membres des sociétés locales et endossés par ces dernières ; elles peuvent faire à ces sociétés les avances nécessai-

1. Toutes les sociétés de crédit agricole quel que soit leur régime ont donc été admises à participer à la fondation des caisses régionales et à profiter des avantages que l'Etat leur conférait à condition de ne pas sortir de la mutualité professionnelle.

res pour la constitution de leurs fonds de roulement. Le dernier alinéa de l'article 2 limite leur champ d'action : elles ne peuvent faire aucune autre opération. Ce paragraphe a été introduit par le législateur pour couper court à toute tentative de spéculation, mais il est contredit par l'article 5 ; cet article mentionne en effet la possibilité d'autres opérations ; il stipule que les statuts devront prévoir les dépôts en comptes courants et en fixer le maximum de même que celui des bons à émettre. Voilà donc deux nouvelles opérations permises aux caisses de crédit. Il faut pour concilier ces dispositions en apparence contradictoires conclure que le mot opération qui figure à l'article 2 doit être entendu au sens commercial du mot, sens très strict dans lequel il signifie spéculation : cette interprétation est d'ailleurs conforme au principe qui a guidé le législateur, à savoir interdire tout gain spéculatif plus ou moins déguisé.

Il n'est pas douteux, en outre, quoique la loi n'ait pas parlé de ce rôle, que les caisses régionales devront aider à la propagation des caisses locales et servir d'intermédiaires entre l'État et celles-ci pour leur faire parvenir les sommes mises à leur disposition par la Banque de l'Algérie. Mieux placées que l'État pour apprécier les besoins agricoles à satisfaire et déterminer l'utilisation des fonds avancés les caisses régionales vont être les véritables dispensatrices du crédit dans les campagnes.

Pour éviter toute spéculation elles ne pourront employer les fonds dont elles auront la disposition à d'autres opérations productives que celles énumérées à l'article 2, mais elles restent libres de faciliter toutes les opérations concernant l'industrie agricole qui ne demandent pas la mise en activité d'un capital et ne se traduisent pas par un bénéfice quelconque ; elles pourront donc servir de régulateurs dans les opérations faites par les sociétés locales, faire pour leur compte des encaissements et des paiements, opérer des transferts d'argent, et accepter la domiciliation à leur siège des effets à payer par les sociétés ; aucun capital n'est engagé dans ces opérations, aucune responsabilité n'est encourue, la recherche d'un bénéfice ne fait pas l'objet direct des affaires entreprises, les sociétés dans tous ces cas rendent simplement contre rémunération des services qui sont de l'essence même de la mutualité.

Remarquons en passant que la loi n'a imposé aux sociétés locales de crédit agricole mutuel pour être appelées à bénéficier de ses avantages aucun changement, aucune modification dans les statuts qui les régissent, quel que soit l'empire de la loi sous lequel elles fonctionnent, qu'elles fonctionnent sous l'empire de la loi de 1867 ou sous celui de la loi de 1894. Quant aux caisses régionales elles devront, nous l'avons vu, être constituées conformément aux dispositions de la loi de 1894.

Le système des avances qui fut préféré par les Chambres au système des subventions lui est bien supérieur ; donner à titre définitif des sommes plus ou moins importantes aux sociétés locales, cela aurait eu vraisemblablement pour effet d'entraîner des abus et de favoriser des gaspillages ; à un autre point de vue, la restitution des avances va permettre dans la suite d'en refaire usage au profit de sociétés nouvelles.

Le paragraphe 1^{er} de l'article 3 de la loi de 1901 stipule que le montant des avances faites aux caisses régionales ne pourra excéder le quadruple du montant du capital versé en espèces ; le but de la loi étant de fournir des capitaux à l'agriculture qui en manque à un taux d'intérêt aussi bas que possible, il faut commencer par lui demander le minimum de fonds nécessaires pour entreprendre la constitution d'une société ; ainsi on ne lui retire pas ceux qu'elle a et on ne fait pas hausser le taux de l'intérêt à la suite de la disparition du marché de tous les capitaux disponibles. En exigeant un capital sensiblement inférieur aux avances possibles, le but de la loi est obtenu.

Les paragraphes 2 et 3 fixent à cinq ans avec possibilité de renouvellement la durée des avances ; les caisses régionales sont ainsi garanties contre des demandes imprévues de remboursement qui auraient pu les mettre dans l'embarras et dont les conséquences

seraient retombées sur les emprunteurs. Ce délai de cinq ans nous semble un peu exagéré; nous sommes à ce sujet en conformité de vues avec M. Rayneri qui disait dans son rapport au congrès mutualiste d'Angoulême : « Il ne faut pas trop éloigner de l'emprunteur la préoccupation de l'échéance, et il est bon de constater de quelle façon se fera la rentrée des avances. » C'est en effet par le mouvement des rentrées qu'on peut juger de la bonne répartition des fonds avancés et de la solvabilité de chaque institution locale ; leur régularité à remplir leurs obligations, envers les caisses régionales créancières ne peut que consolider fortement leur crédit.

Enfin le dernier paragraphe de l'article 3 dispose que les avances faites deviendront immédiatement remboursables en cas de violation des statuts ou de modifications à ces statuts qui diminueraient les garanties de remboursement; cette disposition qui est une sanction destinée à assurer aux caisses régionales un bon et régulier fonctionnement se justifie pleinement par le but de l'institution.

L'article 4 fixe le mode de répartition des avances ; elle sera faite par le Gouverneur Général de l'Algérie sur l'avis d'une commission spéciale nommée par décret et dont la compétence donne toute garantie à l'égard des décisions à prendre; cette Commission se compose en effet de :

Trois membres de la première délégation financière (délégation des colons) choisis par elle ;

Un Conseiller de gouvernement ;

Le Directeur de la Banque de l'Algérie ou son délégué ;

Le Chef de bureau de l'Agriculture au Secrétariat général ;

L'Inspecteur de l'Agriculture ;

Six représentants des sociétés de crédit mutuel agricole régionales ou locales choisis par les membres de ces sociétés.

L'article 5 stipule qu'un arrêté du gouverneur général rendu sur l'avis de la commission fixera les moyens de contrôle et de surveillance à exercer sur les caisses régionales. Il était à espérer que des comités de surveillance seraient chargés de ce contrôle. Composés d'hommes compétents, familiarisés avec la pratique du crédit agricole, ces comités auraient été d'une grande utilité et seraient en état de rendre de très grands services. Il était à souhaiter aussi qu'à côté de ces comités, les caisses régionales organisassent l'inspection périodique des caisses affiliées ; on aurait pu assurer par là à ces institutions un fonctionnement régulier et leurs opérations auraient été entourées de toutes les garanties désirables bien que la portée de l'intervention de l'État demeurât très atténuée. Ces vœux ne furent pas entièrement satisfaits.

Un arrêté du 22 mai 1903 pris en vertu de l'article 5 vint simplement organiser le contrôle des caisses régionales. Il place le service chargé du contrôle et de la surveillance (art. 1^{er}) sous l'autorité du Directeur de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation; ce service est composé d'agents nommés par le Gouvernement Général, ce qui semble devoir être une garantie suffisante pour assurer le bon fonctionnement.

L'article 2 de l'arrêté indique le rôle du service : c'est le contrôle de l'emploi des avances de l'État, la surveillance de leur remboursement, l'observation de toutes les opérations des caisses régionales et la centralisation dans les bureaux du Gouvernement Général de toutes les pièces utiles à la vérification de la comptabilité.

Le service comporte (art. 3) des constatations faites au siège même des sociétés et une centralisation au Gouvernement Général. Les dépenses occasionnées par la surveillance et le contrôle (art. 4) seront imputées sur le compte spécial : « Avances de 3 millions et redevances annuelles de la Banque de l'Algérie ».

Le second paragraphe de l'article 5 de la loi du 8 juillet 1901 prescrit le dépôt des statuts au Gouvernement Général de l'Algérie ; le Gouverneur en tant que chargé de veiller à la bonne exécution de la loi ne devra leur donner son approbation qu'après

s'être assuré qu'ils sont conformes aux dispositions législatives ; celles-ci veulent qu'ils indiquent la circonscription territoriale des sociétés, la nature et l'étendue de leurs opérations et leur mode d'administration ; ils doivent également déterminer la composition du capital social, la proportion dans laquelle chaque sociétaire pourra contribuer à sa constitution, ainsi que les conditions de retrait s'il y a lieu ; ils détermineront encore le nombre des parts dont les deux tiers au moins seront réservées aux sociétés locales, l'intérêt à allouer aux parts lequel ne pourra dépasser 5 0/0 du capital versé, le maximum des dépôts à recevoir en comptes courants et le maximum des bons à émettre, lesquels réunis ne pourront excéder les trois quarts du montant des effets en portefeuille, les conditions et les règlements applicables à la modification des statuts et à la liquidation de la société.

Toutes ces dispositions de la loi nous paraissent très sages ; leur justification se trouve dans le but même de l'institution qu'elles sanctionnent ; il est très juste notamment que les sociétés locales qui seront continuellement en rapport d'affaires avec les caisses régionales participent dans une large mesure à la constitution de ces dernières et soient ainsi directement intéressées à leur prospérité et à leur bon fonctionnement ; il y a là une garantie importante de succès. De même la limitation des dépôts et des

bons à émettre ne permettra qu'une sage administration et les règles fixées ne peuvent qu'être favorables à l'existence de la société.

Enfin pour permettre le contrôle du Parlement, l'article 6 prescrit la publication annuelle au *Journal Officiel de la République Française* d'un compte rendu des opérations faites en exécution de la loi, d'après un rapport adressé par le Ministre de l'Agriculture au Président de la République.

Telle est la loi qui, à l'exemple de ce qu'avait fait la loi du 31 mars 1899 pour la France, est venue par l'institution des caisses régionales consacrer en Algérie, en juillet 1901, l'organisation définitive du crédit agricole mutuel ; cette organisation restée jusqu'à cette époque incomplète à la suite des lois du 21 mars 1884 relative à la création des syndicats professionnels et du 5 novembre 1894 sur les sociétés locales, était dorénavant un instrument puissant mis à la disposition de l'agriculture algérienne sur la plus grande prospérité et le plus grand développement de notre colonie nord-africaine.

DEUXIÈME PARTIE

ÉTUDE PRATIQUE

CHAPITRE PREMIER

Raisons d'existence et utilité pratique des Caisses régionales de crédit agricole mutuel.

L'étude du texte de la loi de 1901 nous a fait connaître en théorie l'organisme dont le législateur avait doté l'Algérie. Nous avons vu qu'une avance de 3 millions et des redevances annuelles variant suivant les années étaient mises à la disposition du Gouvernement pour être attribuées à titre d'avances sans intérêts aux Caisses régionales de crédit agricole mutuel qui seraient constituées dans la Colonie d'après les dispositions de la loi du 5 novembre 1894; ces Caisses régionales, pour faciliter les opérations des Caisses locales de leur circonscription, devaient leur faire parvenir les sommes obtenues, soit sous la

forme d'avances devant servir à la constitution d'un fonds de roulement, soit par l'intermédiaire de l'es-compte des billets endossés par elles ; les Caisses locales à leur tour faisaient profiter leurs adhérents des fonds mis par la Banque à la disposition de l'agriculture par l'intermédiaire de prêts sur billets.

Il ne faudrait pas conclure de cette manière de fonctionner de l'institution du crédit agricole mutuel, de l'organisation à deux degrés qu'elle comporte, non plus que des termes de la loi, que le rôle des Caisses régionales soit uniquement d'être l'intermédiaire entre l'État et les Caisses locales dans la distribution des avances consenties à titre provisoire ou définitif. Il ne se borne pas là et est plus étendu.

Il est en effet de toute évidence qu'une Caisse régionale qui ne serait fondée que dans le but de solliciter de l'État une avance au profit des Caisses locales qui lui seraient affiliées et de leur faire parvenir ensuite les fonds obtenus, n'aurait aucune vie propre, ne serait que d'une nécessité relative et cesserait de jouer tout rôle utile lorsque cette courte mission aurait été remplie. Si telle était bien l'unique fonction des Caisses régionales, pourquoi aurait-on par leur création superflue compliqué l'organisme du crédit mutuel ; pourquoi n'aurait-on pas attribué directement les sommes concédées par la Banque aux Caisses locales, seules capables de connaître avec compétence les besoins réels des agriculteurs avec lesquels elles

sont en rapports constants, d'apprécier le bien-fondé de leurs demandes d'argent et surtout de décider en parfaite connaissance de cause quelle confiance méritent les colons selon le crédit ou la moralité de chacun.

C'est qu'en réalité ce rôle d'intermédiaire entre l'État et les Caisses locales dans la distribution des avances et de redevances n'est pas la seule mission qu'aient à remplir les Caisses régionales ; il n'est même pas à proprement parler une fonction essentielle de l'organisme du crédit mutuel, il n'est qu'une fonction supplémentaire dévolue aux Caisses régionales pour diverses raisons, par exemple pour assurer la meilleure répartition possible des fonds aux Caisses locales dont les besoins pourraient être alors mieux appréciés, ou bien encore pour donner à la Banque qui leur a fourni des capitaux de plus sérieuses garanties de remboursement ; en effet, placées à proximité des emprunteurs, les Caisses locales pourront fournir à leurs régionales tous les renseignements concernant les facultés et les besoins des débiteurs et suivant ces renseignements celles-ci accorderont ou refuseront les avances sollicitées ; d'un autre côté le nombre des débiteurs augmentant à chaque endossement, la Banque verra de ce fait s'accroître ses sûretés de remboursement par suite de la solidarité qui lie tous les signataires du billet.

A côté de ce rôle d'intermédiaire entre l'État et les

locales, qui est pour ainsi dire un rôle en dehors, les Caisses régionales ont des fonctions beaucoup plus importantes qui leur sont propres. Ce sont elles qui servent de « pourvoyeuses » aux Caisses locales sans capitaux qui dépendent d'elles; ce sont elles qui sont en quelque sorte les « régulatrices » dans la répartition à leurs affiliées des fonds mis à leur disposition.

Parmi les Caisses locales, en effet, les unes sont trop pauvres pour pouvoir rendre à l'aide de leurs seules ressources, les services qu'attendent d'elles leurs adhérents; les capitaux leur manquent, soit que l'épargne locale ne suffise pas à garnir leurs caisses, soit que la défiance qu'elles inspirent éloigne d'elles l'argent dont elles auraient besoin pour faire face aux demandes de crédit qui leur sont présentées; par suite elles se trouvent dans la nécessité de recourir à un concours financier extérieur si elles ne veulent pas arrêter, ou tout au moins restreindre, leur mouvement d'affaires; d'autres, au contraire, se trouvent en possession de dépôts de fonds nombreux, se montant à des sommes importantes et dont elles n'ont pas l'emploi constant; ces capitaux restent en partie improductifs dans leurs caisses, soit qu'ils ne soient pas tous nécessaires au fonctionnement de l'institution qui ne demande pas toujours un fonds de roulement très considérable, soit que les Caisses locales n'aient pas la faculté de déposer en banque, même à un taux réduit, les sommes dont elles ne

font pas usage ; il peut se faire, en effet, et cela est fréquent, qu'elles ne trouvent pas à proximité des banques de dépôts, ou bien, lorsque celles-ci existent, elles peuvent en être ignorées en tant que clientes et par suite elles ne peuvent entrer en affaires avec elles.

La Caisse régionale va faire disparaître, ou tout au moins améliorer dans une large mesure, cet état de choses. Le trop-plein de richesses de certaines Caisses locales ira, par son intermédiaire, compenser le dénûment des autres ; en solidarisant les Caisses locales d'une même région, comme celles-ci ont solidarisé les agriculteurs d'une même commune, les excédents improductifs des unes vont disparaître : versés à la Caisse régionale ils seront employés par elle à faire face à l'insuffisance de disponibilités des autres. Ainsi, grâce à la Caisse régionale, se produit un mouvement de nivellement, s'établit une sorte d'équilibre suivant les besoins dans les ressources des sociétés locales de crédit ; et ce mouvement s'effectue pour le plus grand profit de tous ceux qui ont recours au crédit mutuel, car ils ont ainsi plus de chance de voir satisfaire leurs demandes d'argent.

Voici donc, dans la répartition des sommes disponibles un rôle de régulateur, précieux s'il en fut, rempli par les Caisses régionales ; leur fonction de « pourvoyeuses » n'est pas moins importante. Les Caisses locales, en effet, n'ont pas le plus souvent des

capitaux suffisants pour leur assurer une marche régulière ; leur capital social et les dépôts qu'elles ont reçus de leurs membres ou des particuliers ne sont pas assez considérables pour mener à bien leurs opérations ; leur mouvement d'affaires est en disproportion avec leurs ressources, soit en raison de circonstances exceptionnelles dans la vie économique du pays, soit par suite d'un développement normal de l'institution ; pour une raison ou pour une autre enfin les fonds viennent à leur manquer. La Caisse régionale va alors intervenir et cette intervention se présentera sous deux aspects : la régionale fera à ses affiliées à un taux modéré des avances directes pour fonds de roulement ; elle mettra par exemple à leur disposition un petit capital qui servira à satisfaire les demandes d'argent qui seraient présentées ; ou bien elle escomptera leur papier dans des conditions d'intérêt acceptables, par exemple à un taux moindre que celui prélevé sur l'opération faite avec le client. Ainsi, quelle que soit la provenance des fonds mis à leur disposition, capital, dépôts, avances, escompte, les sociétés locales pourront faire face à toutes les demandes de crédit qui leur seront présentées, lorsqu'elles seront accompagnées de toutes les garanties désirables.

En principe, il est vrai l'escompte seul pourrait suffire à procurer aux Caisses locales les ressources dont elles auraient besoin ; dès qu'une Caisse locale

aurait reçu le billet souscrit par l'emprunteur, elle n'aurait qu'à le présenter pour escompte à la Caisse régionale et elle se procurerait ainsi presqueimmédiatement les fonds demandés par son client ; il n'y aurait qu'un intervalle de temps assez court entre la demande d'argent et le versement de la somme au client ; un jour ou deux, trois au plus, suffiraient à l'entier accomplissement de l'opération. Dans certains cas même cet intervalle de temps pourrait être nul, par exemple lorsque la Caisse locale aurait à sa disposition un capital et des dépôts assez importants dont elle se servirait pour fonds de roulement ; le montant du bordereau présenté à l'escompte ne dépasse jamais en fait le montant de ces ressources bien que celles-ci soient parfois d'une importance médiocre, il peut donc être réglé le plus souvent sans avoir besoin de l'appui d'un concours extérieur.

Mais grâce aux avances et aux dépôts reçus, les Caisses locales n'auront plus besoin de réescompter sur-le-champ, quelle qu'en soit la valeur, les effets qui leur seront remis, pour fournir à leurs clients les capitaux qu'ils demandent ; il en résultera pour elles un bénéfice appréciable pendant les quelques semaines durant lesquelles elles jouiront de l'intérêt intégral prélevé sur leurs opérations d'escompte ; autre avantage, les clients n'auront pas à attendre que les locales se soient procuré les fonds qu'ils leur demandent ; ils toucheront leur argent sans délai dès

la présentation du billet souscrit puisque la Caisse aura en sa possession les fonds demandés. Bref le fonctionnement de l'institution ne sera pas arrêté un seul instant et la demande de crédit recevra aussitôt satisfaction quelle que soit la façon dont la régionale opérera dans la suite. Nous aurons plus loin l'occasion d'apprécier ces manières de fonctionner et nous verrons quelle solution nous semble la meilleure à adopter.

Telles sont les principales opérations, les opérations fondamentales des Caisses régionales ; les quelques détails que nous avons donnés nous ont montré une des faces de leur utilité ; mais celle-ci ne s'arrête pas là et se manifeste encore à bien des points de vue. En effet les services que les caisses peuvent rendre à leurs adhérents sont nombreux et de différentes natures ; parmi ceux-ci plusieurs, cela n'a rien d'extraordinaire d'ailleurs, sont analogues à ceux que rendent à leurs clients tous les établissements financiers ; d'autres au contraire sont d'une nature différente et présentent des particularités en rapport avec le but dans lequel a été fondée l'institution. Voici d'ailleurs un exposé rapide de quelques-uns des principaux de ces services.

Placées dans de meilleures conditions que les Caisses locales pour soutenir auprès des pouvoirs publics les revendications des agriculteurs en matière de crédit, les Caisses régionales vont en premier lieu

donner plus de poids aux réclamations et demandes de toutes sortes qui seront faites par leur intermédiaire; le Gouvernement en effet attachera à celles-ci plus de soin que si elles émanaient d'individus isolés, il subira une influence d'autant plus considérable au point de vue de la solution à intervenir que la demande proviendra d'une société plus puissante.

En second lieu les Caisses régionales seront un excellent moyen de vulgarisation du crédit mutuel ; elles s'efforceront en effet de faire naître de nouveaux groupements dans tous les centres de leur circonscription et pour cela elles susciteront des initiatives généreuses, les encourageront et les guideront jusqu'au succès ; leur réussite dans ces tentatives favorisera en effet dans une large mesure le développement de leurs affaires car c'est du nombre de leurs adhérents et de la propagation de l'idée mutualiste que dépend l'augmentation du chiffre de leurs opérations. Les Caisses régionales seront également les éducatrices des Caisses nouvellement créées sur leur initiative ; pour cela elles aideront de leurs conseils les administrateurs qui n'auraient pas la pratique de leurs nouvelles fonctions et les mettront ainsi en garde contre les fausses manœuvres qu'ils seraient exposés à commettre dans leur ignorance des réalités ; ce n'est pas en effet du jour au lendemain que l'on peut dans un pays comme l'Algérie, si particulier au point de vue économique,

comme au point de vue races, religions et moralité, que l'on peut, disons-nous, être capable à l'improviste de mener dans de bonnes conditions une entreprise de la nature de celle dont nous nous occupons ; aussi les Caisses régionales doivent-elles, pour assurer le succès des nouvelles créations, guider de leur expérience les administrateurs jusqu'au jour où ils auront acquis les connaissances qui leur manquaient au début et seront mis en garde contre les entraînements dangereux qu'ils pourraient subir, même à leur insu, sous les influences locales toujours si puissantes dans les centres de minime importance. Ces influences locales constituent en effet une des causes qui pourraient le plus nuire à l'organisme si l'on ne prenait pas toutes les précautions possibles pour en atténuer sinon en annuler les effets ; nous verrons néanmoins que, malgré tous les efforts pour l'écarter, l'ingérence de la politique s'est manifestée à différentes reprises dans le fonctionnement de l'institution et l'a légèrement faussé.

En troisième lieu les Caisses régionales peuvent faire pour le compte de leurs locales affiliées des encaissements et des paiements, opérer des transferts d'argent, accepter la domiciliation à leur siège des effets à payer par les sociétés locales et autres opérations analogues. C'est par là surtout qu'elles présentent des points de ressemblance avec les établissements financiers ordinaires, mais leur supériorité

sur ceux-ci, dans toutes ces opérations, se manifeste tant au point de vue du quantum des prélèvements qui sont opérés qu'au point de vue des facilités et des simplifications qu'entraîne leur façon de procéder.

Enfin les Caisses régionales auront à autoriser les opérations les plus importantes des Caisses locales de leur circonscription, à vérifier la régularité des autres ; elles se trouveront avoir ainsi la haute main sur leurs affiliées et exerceront un contrôle facile et d'un effet excellent au point de vue du régulier fonctionnement de l'institution. Les Caisses locales, dans la crainte de voir refuser leurs billets par la régionale, prendront plus de soin à l'examen de la demande de crédit et même au cas où des influences extérieures viendraient à leur faire accepter des effets susceptibles de demeurer impayés, cette solution ne serait pas définitive, la Caisse régionale refuserait son approbation à l'accomplissement entier de l'opération.

Ces différentes fonctions, ces rôles variés et multiples que nous venons d'exposer brièvement, justifient pleinement à nos yeux par leur utilité incontestable l'existence des Caisses régionales à côté des Caisses locales. Si celles-ci sont les cellules constitutives du Crédit agricole mutuel, si, par l'examen de la situation de l'emprunteur et de l'opération en vue de laquelle l'emprunt a été contracté d'une part, par la surveillance de l'exécution de l'opération et de la situation de l'emprunteur jusqu'au remboursement

d'autre part, elles permettent de n'opérer qu'à bon escient, de ne consentir des prêts qu'en parfaite connaissance de cause, celles-là sont leur complément essentiel, rendu indispensable par le double rôle principal qu'elles jouent vis-à-vis d'elles en leur fournissant un fond de roulement et en dirigeant ou contrôlant leurs opérations. Aussi tous les avantages présentés de ce fait par les Caisses régionales empêchent-ils à notre avis de concevoir une organisation du crédit agricole mutuel dans laquelle elles ne co-existeraient pas avec des Caisses locales. C'est donc avec raison que le législateur, frappé de leur utilité multiple, a estimé que l'existence des Caisses régionales était nécessaire, qu'elles étaient le canal naturel par lequel devaient parvenir à l'agriculture les avances que l'État avait obtenues de la Banque, voyant en outre dans cette organisation une garantie de bonne disposition des fonds prêtés et une simplification du contrôle des agents de l'Administration.

CHAPITRE II

Fonctionnement de l'institution

La Caisse locale est la base, l'organe fondamental du crédit agricole mutuel ; c'est par son intermédiaire que les agriculteurs profitent du crédit mis à leur disposition. Donc, plus les Caisses locales seront nombreuses dans une circonscription déterminée, plus le crédit sera accessible aux intéressés ; moins il présentera aussi d'aléas car les opérations entreprises seront entourées du maximum de garanties que l'on puisse souhaiter, connaissance parfaite des emprunteurs et surveillance de l'exécution de l'opération.

L'organisation de cette association fondamentale, de cette cellule constitutive du crédit agricole mutuel qu'est la Caisse locale, est d'ailleurs très simple. Le ou les promoteurs du mouvement mutualiste, par des conférences de vulgarisation, font connaître l'objet de l'institution, font ressortir son utilité, ses

avantages ; ils ne tardent pas à répandre leurs idées, à les faire pénétrer chez ceux qu'ils veulent y intéresser ou dont ils recherchent le concours. Le nombre de sept souscripteurs nécessaire à l'existence de toute société, ne tarde pas à être atteint et les fondateurs peuvent dès lors procéder à la constitution définitive de la Caisse locale. A cet effet, une Assemblée générale constitutive est convoquée et elle délibère valablement après avoir constaté la présence de souscripteurs, porteurs d'un nombre de parts supérieur à la moitié de celles qui ont été émises ; elle nomme alors un président et deux assesseurs, constate que le quart du capital souscrit a été versé, après quoi un projet de statuts est soumis à l'approbation des intéressés. La loi laisse une grande liberté aux Caisses locales pour la rédaction de ces statuts ; ainsi elle ne les oblige pas à soumettre ce document à l'approbation de l'Administration et elle ne leur impose l'insertion que d'un petit nombre de dispositions. Le plus souvent ces statuts sont basés sur le principe de la solidarité limitée, c'est-à-dire que chaque adhérent n'est engagé que jusqu'à concurrence du montant des parts souscrites par lui ; les administrateurs eux-mêmes ne sont responsables que de l'exécution du mandat qu'ils ont reçu et ils ne contractent à raison de leur gestion aucune obligation personnelle ou solidaire relativement aux engagements de la société. Mais il peut arriver aussi quelquefois que

les statuts d'une Caisse locale soient basés sur la responsabilité solidaire et cette responsabilité solidaire peut être mixte ou illimitée ; dans le premier cas les adhérents sont responsables proportionnellement selon leurs mises, une, deux, quatre fois leurs mises par exemple ; dans le deuxième cas ils sont responsables *ad infinitum*. De ces différentes formes, la plus souvent employée pour la constitution des sociétés de crédit en Algérie est celle de la responsabilité limitée ; les colons algériens en effet n'ont à leur disposition que des fonds limités et ils tiennent en conséquence à connaître l'étendue exacte de la responsabilité qu'ils assument en entrant dans une société de crédit ; leurs obligations sont déjà assez nombreuses pour qu'ils ne s'en créent pas une nouvelle dont l'étendue serait susceptible de subir des variations considérables.

Au-dessus d'un groupe de Caisses locales ainsi créées se trouve la Caisse régionale dont la création est également très simple puisqu'elle se fait de la même manière. La loi de 1894 est une loi de liberté destinée à dégager les sociétés agricoles des entraves antérieures apportées au droit d'association en matière commerciale et l'institution des Caisses agricoles que le législateur y a rattachée en principe participe à ces franchises et à ces libertés. Aussi nous semble-t-il inutile de reprendre les formalités voulues pour la création d'une Caisse régionale, ce que

nous avons dit précédemment pour les locales s'y appliquant.

Aussitôt donc qu'une Caisse locale a été fondée elle demande son affiliation à la Caisse régionale de sa circonscription ou à la Caisse régionale la plus proche et elle lui fait parvenir, à l'appui de sa demande et à titre de renseignements, ses statuts, la liste des sociétaires, des membres du Conseil d'administration et de la Commission de surveillance ainsi qu'une note sur son organisation et sur son fonctionnement. L'affiliation décidée, la mutualité sur laquelle est fondée l'institution se manifeste dans les rapports entre régionales et locales par la souscription d'un certain nombre de parts de la régionale par la locale et ce nombre de parts est naturellement en proportion avec les ressources de la nouvelle affiliée. Il est à remarquer qu'une caisse locale est intéressée à souscrire le plus grand nombre possible de parts de sa régionale, d'une part parce qu'elle permet à celle-ci d'obtenir de l'État des avances plus considérables et par suite d'augmenter ses moyens d'action, d'autre part parce qu'elle n'a besoin elle-même de conserver en caisse que très peu d'argent, ayant la ressource d'en demander à la Caisse régionale en cas de nécessité, et qu'en employant ainsi les fonds disponibles, elle ne les laisse pas improductifs. Il y a ici un double rapport entre les avances de l'État et le capital de la Caisse régionale, d'une part ; entre les

avances de la Caisse régionale à la Caisse locale et le nombre de parts souscrites par celle-ci, d'autre part ; en effet, l'État fait à la Caisse régionale des avances pouvant atteindre le quadruple du capital versé et la Caisse régionale tient compte du nombre de parts souscrites par la Caisse locale dans l'appréciation de la cote de crédit de son affiliée.

Ceci étant donné, nous allons voir maintenant comment la Caisse locale opère en pratique et avec ses adhérents et avec la Caisse régionale. Deux systèmes principaux sont en présence.

Dans le premier de ces systèmes les demandes de prêts sont faites à la Caisse locale par les agriculteurs sociétaires ; elles doivent indiquer quel emploi ils entendent donner à l'avance sollicitée et quelles garanties spéciales ils offrent en échange, caution ou warrant. Le Conseil d'administration de la Caisse locale examine les demandes qui lui sont soumises et se prononce au scrutin secret sur leur admission ; cette façon de procéder permet, en théorie du moins, d'écarter les demandes dont les auteurs ne présenteraient pas toutes les garanties désirables, malgré leur situation sociale ou leurs amitiés. Si la demande est accueillie, le sociétaire qui en est le bénéficiaire souscrit un billet qui est envoyé pour escompte à la Caisse régionale ; celle-ci, si elle consent à l'opération, adresse les fonds dans le plus court délai à la Caisse locale qui les remettra elle-même à l'inté-

ressé ; la durée du prêt ainsi consenti varie suivant l'époque à laquelle il est contracté et le genre d'opération pour lequel il est fait ; il est généralement de trois à six mois, avec possibilité de renouvellement après versement d'un acompte.

Dans le second système, chacune des Caisses locales affiliées à une Caisse régionale a reçu de celle-ci une petite avance qui lui permet de délivrer, immédiatement après la décision affirmative de son Conseil, le montant des prêts qui lui sont demandés ; elle reconstitue ensuite son encaisse en réescomptant à la Caisse régionale le billet qui lui a été souscrit par l'emprunteur.

Cette dernière façon de procéder semble la plus simple, mais elle ne laisse pas d'avoir que des avantages et c'est à ce sujet que nous faisons plus haut quelques réserves. En effet les avances faites par les Caisses régionales aux Caisses locales à elles affiliées peuvent atteindre un chiffre assez considérable et la totalité de ces avances n'est pas constamment utilisée par les locales ; il en résulte qu'une assez forte partie de ces sommes reste improductive et est par suite une charge pour la Caisse qui l'a reçue ; elle continue à payer à la régionale un intérêt appréciable et elle ne tire aucun profit de l'argent qui lui coûte ce sacrifice ; les sociétés locales, en effet, n'ont pas en général la ressource de déposer leurs fonds disponibles en comptes courants dans une grande

banque dont elles sont ignorées en tant que clientes, et même auraient-elles cette faculté, les Caisses locales seraient probablement encore en perte car l'intérêt qu'elles tireraient de leurs dépôts, intérêt généralement très bas, surtout lorsque le dépôt pôt est remboursable à vue ou à très bref délai, serait sensiblement inférieur à celui que réclame la Caisse régionale, en retour des avances qu'elle consent.

Le premier système a donc sur ce point un avantage très appréciable et il en présente encore un autre fort important, celui de faciliter à la Caisse régionale la surveillance et le contrôle de ses affiliées. Cette surveillance et ce contrôle peuvent ainsi s'exercer sûrement et à distance sans nécessiter des frais de déplacement toujours onéreux, toutes les affaires des locales passant entre les mains de leur régionale avant d'être définitivement conclues.

Voyons maintenant comment fonctionne la Caisse régionale. Tout d'abord signalons qu'il n'est pas indispensable qu'elle possède un capital de fondation très important pour rendre des services si son organisation et son fonctionnement sont bien compris, mais il est évident qu'il est préférable que le capital soit élevé puisqu'il sert de base à l'allocation des avances de l'État ; aussi au moment de créer une Caisse régionale, lorsqu'il est fait appel au concours des Caisses locales de la circonscription, celles-ci,

nous l'avons vu, ont tout intérêt à consacrer une partie importante de leur capital à la souscription des parts qui, jusqu'à concurrence des trois quarts leur sont réservées ; c'est d'ailleurs ce qu'elles font presque toujours.

Grâce au capital ainsi obtenu et aux avances qui lui sont consenties, la Caisse régionale pourra constituer un fond de roulement à ses locales affiliées, puis avec la partie des capitaux qui resteront à sa disposition elle s'assurera par un dépôt en banque un fonds de garantie d'escompte productif d'intérêts, et par un compte courant également productif d'intérêts elle s'assurera encore l'argent dont elle pourra avoir besoin dans un moment prochain pour ses opérations d'escompte.

Les Caisses régionales, en effet, escomptent les effets présentés par les Caisses locales, après leur admission par un comité composé de membres de la société qui en apprécient la valeur ; il est généralement reconnu qu'un sociétaire ne peut emprunter au delà d'une somme fixée et suivant que l'emprunteur est plus ou moins apprécié, sa signature seule suffit à lui faire consentir un prêt ou une caution ou un warrant lui sont demandés.

La durée des effets admis à l'escompte par la Caisse régionale varie suivant ses disponibilités et son organisation ; elle est généralement de trois à neuf mois, mais des renouvellements peuvent être

accordés à des effets à trois et six mois suivant la nature des opérations en vue desquelles les prêts ont été consentis. La Caisse régionale conserve le papier qu'elle a escompté en portefeuille aussi longtemps que le besoin d'argent ne l'oblige pas à se procurer des fonds et lorsque cette circonstance se produit elle réescompte en banque ceux de ses effets dont la durée n'excède pas celle fixée par les statuts des établissements financiers. La Caisse régionale procède dans ses opérations d'escompte avec la même prudence que la Caisse locale ; par exemple elle se renseigne à son tour sur le crédit que méritent les membres de ses affiliées et, lorsque le montant des effets que l'une d'elles présente à l'escompte n'est pas en rapport avec l'importance de son capital ou des versements qu'elle a faits, des garanties spéciales lui sont demandées, comme par exemple la garantie solidaire illimitée de ses membres, ou une épuration sérieuse des effets douteux est faite dans le bordereau présenté ; il est d'ailleurs facile à la Caisse régionale de déterminer à l'aide de renseignements qu'elle peut se procurer aisément le crédit que méritent ses locales et chacun des membres qui la composent.

Ainsi le double degré de l'institution du crédit mutuel nous semble donner toute sécurité au point de vue de la bonne marche de l'organisme, surtout dans le premier système qui est aussi le plus employé. La

plupart des Caisses régionales algériennes, en effet, ne font pas d'avances permanentes à leurs locales ; elles s'assurent par là d'une manière constante le moyen de contrôler leurs opérations et de suivre l'emploi des fonds versés ; les locales sont alors obligées de porter immédiatement l'effet souscrit à la régionale sous la tutelle de laquelle elles se trouvent ainsi entièrement placées, leurs caisses comme leur comptabilité étant intimement liées à celles de la régionale.

Le taux d'escompte de la Caisse régionale est fixé par le Conseil d'administration ; il arrive parfois que celui-ci, désireux de mettre le crédit à la disposition des agriculteurs aux conditions les plus avantageuses possibles, le fixe très bas, 3 ou 3,50 0 0 par exemple, ce qui permet aux locales de prêter à leur tour au taux de 4 et 4 1/2 0/0 et donne par suite de grandes facilités aux colons qui manquent d'argent. Il résulte de cet état de choses que lorsque les Caisses régionales sont amenées à réescompter une partie de leur portefeuille auprès des établissements financiers de la colonie, elles perdent un certain tant 0 0 car le taux dont elles bénéficient auprès d'eux n'est guère inférieur à 4, 4 1/2 et même 5 0/0. Les affaires nombreuses dès lors, loin d'être pour les Caisses régionales une source de profits, deviennent très onéreuses car elles perdent d'autant plus que le chiffre de leurs opérations est plus élevé. Il nous semble donc que dans ces conditions il ne faudrait pas abais-

ser le taux d'escompte des Caisses Régionales au-dessous du taux de la Banque de l'Algérie, qui est de 4 0/0 dans des conditions normales ; l'argent dont les locales disposeraient à ce prix pourrait être prêté à 4 1/2 ou 5 0/0, taux encore très avantageux pour l'emprunteur étant donné les conditions économiques et financières en face desquelles il se trouve en Algérie.

Il n'aurait alors recours au crédit qu'en cas de besoin sérieux et pour des opérations profitables, il ne ferait de demandes de fonds qu'après avoir bien pesé les avantages et les aléas de l'entreprise qu'il a en vue, et s'être assuré que la charge qu'il assume en empruntant n'est pas supérieure au profit à réaliser. Et cela ne pourrait être que d'un excellent effet sur les résultats de la colonisation en Algérie.

Outre cet avantage, il résulterait d'un taux d'intérêt fixé dans des conditions normales, que les caisses locales pourraient porter à leurs réserves le bénéfice qui proviendrait de la différence entre le taux auquel elles prêtent à leurs clients et celui auquel elles repassent leur portefeuille à la régionale ; ce faisant, elles agiraient avec sagesse car cette augmentation des réserves doit, nous le verrons plus loin, être le principal souci des caisses de crédit agricole en Algérie ; jusqu'à présent elles se sont contentées de faire aux réserves des versements minimes, mais elles commencent à se rendre compte qu'elles doivent changer cette manière d'agir pour pouvoir dans

la suite, lorsque le moment de remboursement des avances de l'État sera arrivé, continuer à rendre aux agriculteurs les services en vue desquels elles ont été créées, sans diminuer leur chiffre d'opérations.

CHAPITRE III

Développement de l'institution

La promulgation de la loi du 8 juillet 1901 dotait l'Algérie des mêmes institutions et des mêmes moyens d'action que la Métropole. Comme la loi du 31 mars 1899, en effet, la loi de 1901 mettait à la disposition du Gouvernement une avance remboursable et une redevance annuelle, et ces deux ressources étaient, comme cela avait eu lieu en France, attribuées à titre d'avances sans intérêt à des Caisses régionales de crédit agricole constituées d'après les dispositions de la loi de 1894. Ainsi que nous l'avons vu dans la première partie de cette étude, les deux lois du 5 novembre 1894 et du 8 juillet 1901 se complétaient en simplifiant d'une part les formalités de constitution des sociétés de crédit et en leur procurant d'autre part les fonds nécessaires à leur fonctionnement.

Les colons algériens avaient donc désormais « l'instrument » qu'ils avaient tant souhaité. La propa-

gande du Gouvernement et de l'initiative privée, ainsi que les résultats obtenus par ceux qui dès la première heure avaient préconisé le système du crédit mutuel, avaient depuis quelques années déjà activé le mouvement en faveur de l'institution que la loi venait de sanctionner. La Caisse de l'arrondissement d'Oran qui fonctionnait depuis 1898 avec l'appui financier du Crédit Lyonnais (1), la Caisse de Djidjelli fondée peu après dans le département de Constantine sur l'initiative de M. Barbedette avait montré la voie à suivre et leur succès avait encouragé de nouvelles créations ; en 1901 la petite commune de Rouïna sur le Chélif était entrée dans le mouvement, suivie bientôt par les centres de Meuradet de Birtouta, et un peu plus tard par ceux de Castiglione, Ain-Bessem, Kherba, Carnot, etc... ; la Caisse régionale d'Alger avait fédéré ces premières caisses locales, et avec le concours financier de la Compagnie Algérienne, leur avait fourni les capitaux nécessaires à leur fonctionnement.

Dans la province d'Oran de même, sous l'influence des crises viticoles et de la propagande des profes-

1. Ce ne fut seulement qu'en 1901 que la Caisse de l'arrondissement d'Oran fut organisée en caisse régionale, conformément aux exigences de la loi de 1901, c'est-à-dire constituée d'après les dispositions de la loi de 1894. Il en est de même de la Caisse de Djidjelli.

seurs d'agriculture, une douzaine de Caisses locales s'étaient fondées et elles n'avaient pas tardé à se fédérer en Caisse régionale du département. A Mostaganem, Mascara, Sidi-bel-Abbès et Tlemcem, grâce toujours au concours financier des établissements de crédit voisins, des groupements autonomes s'étaient constitués.

Dans la province de Constantine également, un mouvement mutualiste très net se dessinait et à Constantine, Bougie, Bône, Sétif et Bordj bou Arreridj les premiers symptômes de groupements basés sur la mutualité commençaient à paraître.

La loi de 1901 allait être un vigoureux stimulant pour toutes ces entreprises isolées. En les soumettant à des règles simples, en plaçant à leur disposition, grâce au concours financier de la Banque de l'Algérie un « instrument » puissant, plus facile à obtenir des caisses de celle-ci que de celles des autres établissements de crédit, elle allait leur procurer un développement considérable et encourager de nouvelles créations.

Ce développement fut dès le début des plus encourageants. Avant même la répartition des avances il parut établir d'une façon péremptoire le succès du crédit agricole en Algérie. Mais en réalité, ce succès, quoique brillant, n'était pas aussi éclatant qu'il en avait l'air, car il faut reconnaître que l'appât des avances fut quelquefois d'un grand poids dans la

création d'une Caisse régionale et que celle-ci ne correspondait alors à aucun besoin.

Quoi qu'il en soit, malgré cette mauvaise interprétation de la loi, il n'en était pas moins démontré cependant par les résultats obtenus dès les premiers jours, que les adversaires du crédit mutuel s'étaient trompés lorsqu'ils avaient déclaré quelques années auparavant que la mutualité répugnait au tempérament de nos colons algériens et que leur esprit individualiste les empêchait de s'associer pour réaliser en commun l'œuvre désirée.

En cet état de choses, l'institution du crédit agricole, telle que nous l'avons étudiée, pouvait théoriquement commencer à fonctionner dès la promulgation de la loi de 1901. Ce ne fut cependant qu'en mai 1902 que commença en pratique un fonctionnement normal et régulier suivant les principes nouveaux ; ce n'est qu'à cette époque en effet que le Gouvernement Général de l'Algérie fut en mesure de faire aux premières caisses créées les avances prévues par la loi ; celles-ci, en effet, ainsi que nous l'avons montré plus haut, n'avaient pas attendu pour se constituer qu'une première répartition des sommes accordées par la banque ait eu lieu et dès 1898-1899 des tentatives avaient été faites par l'initiative des colons algériens en vue de l'organisation du crédit agricole mutuel dont ils devaient être peu après pourvus légalement.

Le 12 décembre 1900, un Comité de propagande et de patronage des caisses rurales de crédit agricole se créait à Alger et par de nombreuses conférences dans les centres agricoles s'efforçait de montrer aux agriculteurs algériens les avantages qu'ils pourraient retirer du crédit basé sur la mutualité. Comme nous l'avons déjà signalé plus haut le Comité de propagande pour compléter son œuvre, après la promulgation de la loi, créa à Alger le 26 octobre 1901 une Caisse régionale fédérant les caisses rurales qui s'étaient fondées dans le département et à son exemple les agriculteurs de Coléa (20 mars 1902) et de Douéra (11 mai 1902) dans la province d'Alger, ceux de Djidjelli (3 janvier 1902), ceux de Tlemcen (26 décembre 1901) et d'Oran (31 décembre 1902), dans les provinces de Constantine et d'Oran, instituèrent dans leurs centres des Caisses régionales de crédit agricole mutuel.

A la fin de 1902 la situation financière de ces premières caisses créées étaient des plus satisfaisantes ; on pouvait constater que leurs opérations étaient conduites avec prudence et les avances qu'elles consentaient, faites exclusivement en vue de dépenses productives, présentaient un minimum d'aléas, quant à leur remboursement.

Le tableau ci-dessous permet d'ailleurs de constater le développement atteint à la fin de la première année.

Noms des caisses régionales	DATE DE CRÉATION	Capital versé	Avances consenties	Nombre de caisses locales adhérentes
<i>Alger</i> . . .	16 oct. 1901	36.150	143.000	11
<i>Tlemcen.</i> . .	26 déc. 1901	13.175	52.700	2
<i>Djidjelli</i> . .	6 janv. 1902	4.850	19.400	1
<i>Coléa.</i> . . .	20 mars 1902	1.475	5.900	2
<i>Douéra.</i> . . .	11 mai 1902	1.500	6.000	2
<i>Oran.</i>	18 oct. 1902	23.000	92.000	2
<i>Mostaganem</i> .	21 déc. 1902	»	»	»
Totaux . .		80.150	319.000	20

Voici, d'autre part, quelques détails sur le développement des caisses et de leurs opérations en 1902; nous continuerons ensuite à examiner année par année les progrès qui se sont manifestés dans la voie du crédit mutuel. Les tableaux annexés à notre étude, mieux que le rapide exposé que nous allons faire, nous permettront d'ailleurs de saisir sur le vif le mouvement considérable qui s'est produit.

La Caisse régionale d'Alger, fondée en 1901 au capital de 5.000 francs dont 1.250 seulement avaient été versés à la fondation, eut, à la fin de 1902, son capital porté à la somme entièrement versée de 36.150 fr., grâce aux apports des Caisses locales à elle affiliées qui souscrivirent un grand nombre de ses parts. Les avances qu'elle avait reçues de l'État et qui avaient atteints en fin d'année le chiffre de 143.000 francs lui avaient permis de consentir à diverses reprises aux

Caisses locales en rapport avec elle des avances directes ou indirectes, au taux de 4 0/0 dont le total s'élevait environ à la somme de 300.000 francs; ces Caisses locales, basées sur la responsabilité solidaire des associés étaient à la fin de 1902 au nombre de onze et comprenaient près de trois cents membres. Voici d'ailleurs le nom de ces affiliées, la date de leur création et le nombre de leurs sociétaires:

<i>Rouina.</i>	11 janvier 1901	12 sociétaires
<i>Birtouta</i>	9 juin »	16 »
<i>Meurad.</i>	14 décemb. »	40 »
<i>Castiglione</i>	15 » »	20 »
<i>Nord de la Mitidja.</i> .	18 janvier 1902	25 »
<i>Margueritte</i>	13 mars »	25 »
<i>Carnot</i>	1 ^{er} avril »	21 »
<i>Kherba.</i>	18 » »	23 »
<i>Bou Medfa.</i>	8 mai »	20 »
<i>Montenotte.</i>	18 » »	25 »
<i>Aïn Bessem</i>	22 décemb. »	50 »
		277 sociétaires

La Caisse régionale de Coléa, fondée au capital de 1.475 francs, avait reçu au 31 décembre 1902 une avance de 5.900 francs et celle de Douéra, constituée au capital de 1.500 francs, en avait obtenu une de 6.000 francs; les deux Caisses locales qui dépendaient de chacune de ces sociétés avaient largement profité des sommes dont disposaient leurs régionales, d'une manière indirecte seulement, par le mécanisme de

l'escompte, car il ne leur était pas fait d'avances directes pour fonds de roulement.

Dans le département d'Oran, la Caisse régionale de Tlemcen, fondée au capital initial de 13.500 francs dont 13.175 avaient été versés, reçut quelque temps après sa création une avance de 52.700 francs. Grâce aux fonds dont elle eut ainsi la disposition, ses affiliées, les Caisses locales de Tlemcen et de Descartes, purent faire avec elle un mouvement d'affaires important.

La Caisse régionale d'Oran, de son côté, avait bénéficié à la fin de 1902 d'une avance de 92.000 francs, somme quadruple d'un capital versé de 23.000 francs ; ses affaires s'annonçaient en bonne voie malgré sa constitution récente d'après la loi de 1901 et la plupart des membres des locales qu'elle comprenait avaient pu recourir dans une large mesure aux services qu'elle était dès lors en état de leur rendre.

Quant à la Caisse de Mostaganem sa création en fin d'année ne lui permettait pas encore de présenter comme les autres des chiffres d'affaires importants mais tout faisait prévoir qu'elle serait bientôt en état de rendre de grands services aux locales adhérentes et à leurs membres.

Dans le département de Constantine, la Caisse de Djidjelli, fondée au capital de 4.850 francs, reçut en 1902 une avance de 19.600 francs et ses deux caisses locales, à responsabilité limitée, de Djidjelliet de Taher, profitèrent largement de ces capitaux ; ce n'était pas

non plus sous la forme d'avances directes que se manifestait l'aide financière prêtée par la régionale aux Caisses locales ; comme cela se passait dans la plupart des caisses, c'était le réescompte des valeurs souscrites par leurs membres qui fournissait aux locales les fonds de roulement qui leur manquaient.

A la fin de l'année 1902, lorsque se clôtura le premier exercice, l'examen des livres des sociétés et les opérations de contrôle permettaient de constater que la situation financière des caisses existantes était des plus satisfaisantes ; la plus grande partie des sommes avancées aux colons contre billets avait été remboursée par eux et ce résultat était d'autant plus appréciable que les cultivateurs n'avaient pas encore à cette époque entièrement vendu les produits de leur exploitation ; tout faisait donc prévoir que l'année 1903, avec la vente des récoltes, verrait s'accomplir la libération définitive des emprunteurs et que les régionales n'auraient par éprouvé pendant l'exercice clos des pertes appréciables.

La deuxième année de fonctionnement de l'institution du crédit agricole mutuel vit s'accomplir des progrès encore plus considérables dans le développement des caisses et de leurs opérations. C'est en effet pendant l'année 1903 que le mouvement mutualiste prit la plus grande extension ; c'est alors que se produisit le plus grand nombre de créations de cais-

ses enregistré annuellement jusqu'à nos jours. Les Caisses régionales, en effet, au nombre de 7 en 1902 étaient au nombre de 17 au 31 décembre 1903 et le nombre des Caisses locales affiliées était passé dans le même temps de 20 à 57, soit 10 créations de Caisses régionales et 37 de Caisses locales.

Voici d'ailleurs sur leur développement quelques détails qui nous permettront de mieux apprécier le mouvement considérable qui s'est produit.

La Caisse régionale du département d'Alger disposait à la fin du mois de décembre 1903 d'un capital social de 55.125 francs contre 36.150 francs en décembre 1902 ; de nouvelles parts avaient été souscrites par les locales dont le nombre s'était augmenté de sept ; ces nouvelles adhérentes se trouvaient respectivement situées dans les centre de l'Alma, Cherchell, Les Issers, Letourneux, Oued Fodda, Rabelais, Orléansville et portaient le nombre des affiliées à la régionale d'Alger à dix-huit. En même temps que le capital de celle-ci s'augmentait de ces nouvelles souscriptions, les avances que l'État lui accordait croissaient dans une mesure correspondante et passaient de 143.000 à 182.700 francs, soit une augmentation de 39.700 francs sur l'année précédente.

Grâce à ce chiffre d'avance important, au capital versé et aux dépôts reçus, le nombre des effets escomptés aux locales atteignait un millier pour une valeur de un million de francs environ. Ce chiffre

d'affaires considérable permit à la régionale d'Alger de faire un bénéfice encore appréciable, après paiement des intérêts aux porteurs de parts et défalcation des frais généraux, quoique cependant le taux d'escompte ne fût que de 3,50 0/0 ; la somme ainsi obtenue fut portée à la réserve. Il est à remarquer que des bénéfices nets n'avaient pu être réalisés que par suite du peu d'élévation des frais généraux. Comme dans la plupart des institutions de crédit agricole algériennes, grâce au dévouement des hommes qui s'étaient mis à la tête du mouvement mutualiste, ces frais se trouvaient en effet réduits au minimum ; la plupart des organisateurs ne demandaient aucune rémunération pour les services qu'ils rendaient, faisant ainsi profiter les sociétés de leur concours gratuit ; en conséquence, pour la Caisse d'Alger les frais n'atteignaient pas 3.600 francs, ce qui mettait leur taux pour 100 francs d'affaires à la somme très réduite de 0 fr. 25.

Si l'on envisage la faible quotité des frais généraux — et cette remarque s'applique à toutes les caisses —, si l'on envisage également que l'État fait l'avance sans intérêt de la plus grande partie des capitaux mis en œuvre par les Caisses régionales, on pourrait croire que les fonds de réserve auxquels la loi attribue les trois quarts au moins des profits réalisés augmentent rapidement. Il n'en est pas ainsi ; ces réserves augmentent mais d'une façon presque insensible et

ce lent accroissement tient à un défaut que nous avons déjà signalé, à savoir la fixation d'un taux d'intérêt trop réduit ; ce taux parfois inférieur à celui pratiqué par la Banque de l'Algérie et par les autres établissements financiers, occasionne une perte sèche pour la Caisse, chaque fois qu'elle est obligée de réescompter une partie de son portefeuille pour se procurer les fonds qui lui sont nécessaires. Il y a dans cette question du taux de l'intérêt et du réescompte des points très importants sur lesquels l'attention des administrateurs doit être spécialement appelée ; nous aurons d'ailleurs l'occasion d'y toucher plus longuement dans la troisième partie de notre étude.

La Caisse régionale de Coléa, fondée en vue de faciliter aux agriculteurs l'achat par l'intermédiaire d'un syndicat des matières utiles à la viticulture (soufres, engrais, sulfates de cuivre) avait en 1903 porté son capital à 3.825 francs versés, contre 1.475 francs l'année précédente ; elle avait de ce fait reçu de l'État un supplément d'avances de 8.600 francs, ce qui faisait passer le chiffre total des sommes obtenues à 14.500 francs. Grâce au fond de roulement sérieux qu'elle s'était constitué ainsi, elle avait pu escompter au taux de 4 0/0 à ses affiliées près de 150 effets, pour une somme de 130.000 francs environ ; elle leur avait également avancé directement des sommes importantes dans le but d'augmenter ou de simplifier leurs moyens d'action.

De même la Caisse régionale de Douéra avait vu son capital passer de 1.475 francs à 4.850 francs versés par suite de nouvelles souscriptions de parts, et l'avance de l'État avait en conséquence subi une majoration sensible; elle atteignait plus du double de celle de l'année précédente et se montait au chiffre total de 13.100 francs, contre 6.000 francs en 1902. La Caisse avait escompté à ses locales de Douéra, Baba-Hassen et Crescia près de 120 effets pour 75.000 francs environ au taux moyen de 4,50 0/0.

La Caisse régionale de Rouiba, également dénommée l'*Algéroise*; créée le 17 avril 1903, ne commença à fonctionner que vers le milieu de l'année; ce n'est en effet qu'en août 1903 qu'elle reçut de l'État une avance de 200.000 francs; mais, malgré ce début tardif, elle avait escompté au 31 décembre 1903 à son affiliée la Caisse du Nord de la Mitidja plus de 400.000 francs de valeurs au taux de 3,75 0/0 et lui avait avancé en outre une somme de 50.000 francs.

La Caisse de Boufarik, créée depuis le mois de janvier 1903, ne commença à fonctionner qu'en fin d'année; pourvue d'une première avance de 3.900 fr., le nombre des effets qu'elle escompta ne fut que de 4 représentant environ une somme de 2.000 francs; ce développement plutôt lent tenait à diverses causes en partie étrangères à l'idée mutualiste, notamment à l'abondance des ressources entre les mains des colons, ou à la facilité de se procurer des fonds

auprès d'établissements financiers locaux ; le mouvement mutualiste d'ailleurs n'allait pas tarder à gagner du terrain dans la région que desservait la Caisse de Boufarik et l'institution mieux connue ne tarda pas à recruter bientôt de nombreux adhérents.

La caisse d'Azazga en était elle aussi à ses débuts ; ses affaires en effet ne commencèrent qu'en août, lorsqu'elle eut reçu de l'État une première avance de 8.200 francs ; elle avait néanmoins au 31 décembre 1903 escompté une quarantaine d'effets, pour une valeur globale de 5.000 francs.

Quant à la Caisse de Dellys créée en juin 1903 au capital de 1.775 francs, elle ne reçut aucune avance cette année-là et dans ces conditions ne put commencer à fonctionner.

Dans le département d'Oran, aux Caisses régionales d'Oran, de Tlemcen et de Mostaganem qui existaient en 1902, étaient venues s'ajouter en 1903 deux nouvelles caisses, celles des Primeuristes et de Rio Salado. Toutes donnèrent d'excellents résultats ainsi que peuvent le montrer les indications suivantes.

La Caisse régionale d'Oran avait reçu en décembre 1902 une avance de 92.000 francs ; grâce à cette avance et à un capital versé de 28.000 francs, elle avait pu escompter en 1903 à ses locales affiliées plus de 240 effets pour une somme de 300.000 francs ; les fonds qu'elle possédait furent mis à la disposition de ses affiliées uniquement par l'intermédiaire de l'es-

compte, car elle ne leur fit pas d'avances directes. Les caisses adhérentes qui profitèrent ainsi indirectement des fonds obtenus de l'État ou de l'épargne locale étaient au nombre de douze respectivement situées dans les centres d'Oran, Ain-el-Arba, Er Rahel, Laferrière, Lourmel, Palissy, Parmentier, Saint-Leu, Saint-Maur, Tassin, Telagh et Tiaret; le taux d'escompte était fixé à 6 0/0 pour les membres des locales présentant leurs effets à leurs guichets et à 4 0/0 pour les locales dans leurs opérations avec la régionale.

Si le crédit était ainsi plus onéreux pour les agriculteurs, il n'était accordé du moins qu'à ceux qui en avaient un réel besoin, car ceux-là seuls étaient capables de consentir un sacrifice aussi lourd; il permettait d'autre part aux locales, en augmentant leurs bénéfices, de se constituer un fonds de réserve pouvant leur servir à faire face dans la suite à des situations difficiles, souvent imprévues.

La Caisse régionale des primeuristes d'Oran, créée pour faciliter les opérations agricoles et commerciales des cultivateurs maraîchers des environs d'Oran fut fondée au capital de 9.700 francs dont le quart fut versé à la fondation; aussi obtint-elle en 1903 une avance égale à cette somme. En relation d'affaires avec les caisses locales d'El-Ançor, Bou-Sfer et Oran, elle leur avait escompté au taux de 4 1/2 0/0 plus de 50 effets pour une somme globale de 20.000 fr.

La Caisse de Tlemcen, qui disposait d'un capital versé de 17.725 francs, avait reçu de l'État une avance totale de 59.900 francs; elle avait escompté au taux de 5 0/0 aux locales de Tlemcen et de Descartes, ses affiliées, près de 200 effets pour une valeur supérieure à 200.000 francs.

La Caisse de Mostaganem n'avait pu commencer à fonctionner qu'en août; malgré ce retard elle comptait au 31 décembre 1903 onze adhérentes et une avance de 52.400 francs, quadruple d'un capital versé de 13.100 francs, jointe à ce capital lui avait permis de faire avec elles un mouvement d'escompte encore appréciable.

Les caisses de Rio-Salado et de Tiaret, fondées en 1903, ne commencèrent leurs opérations que dans le courant de l'année suivante car ce n'est qu'à cette époque qu'elles obtinrent du Gouvernement leurs premières avances.

Enfin dans le département de Constantine, la Caisse de Djidjelli constituée au capital de 24.300 francs dont le quart seulement avait été versé, avait reçu la première année une avance de 19.400 francs et la deuxième une avance complémentaire de 4.700 francs. Grâce aux sommes dont elle avait ainsi la disposition, son mouvement d'affaires avec ses affiliées de Djidjelli et de Taher put s'élever à 55.000 francs d'escompte, montant de près de 200 effets.

Les Caisses régionales de Bordj bou Arreridj, Phi-

lippeville et Constantine ne furent créées qu'à la fin du dernier semestre de 1903; elles n'avaient encore reçu au 1^{er} janvier 1904 aucune avance et par suite n'avaient pu commencer leurs opérations. L'État, l'année suivante, allait mettre à leur disposition les fonds de roulement qui leur avaient manqué.

Au 31 décembre 1903 il existait en Algérie 17 Caisses régionales auxquelles l'État avait avancé 660.500 fr. se répartissant comme nous l'avons vu dans l'exposé précédent. (Voir également les tableaux annexés à notre étude.) Leurs moyens propres en outre étaient assez importants; leur capital souscrit s'élevait en effet à près d'un million sur lequel près de 400.000 fr. avaient été versés; ce capital était représenté par un certain nombre de parts dont la valeur variait entre 5 francs et 100 francs et était le plus souvent de 25 à 50 francs; sur ces parts la moitié environ avait été souscrite par des particuliers ou des syndicats et le reste par les caisses locales; pour certaines d'entre elles, le capital souscrit était entièrement versé, pour d'autres le quart ou la moitié seulement avait été appelé.

L'ensemble des ressources dont les Caisses régionales de crédit mutuel disposaient donc pour leurs opérations se montait, capital versé, avances et dépôts, à plus de un million de francs; elles en avaient employé une faible partie à faire des avances directes à leurs locales affiliées et l'autre partie à escompter le papier de celles-ci. Les opérations de chacune d'elles

s'étaient développées d'une façon satisfaisante et atteignaient un chiffre de beaucoup supérieur à celui de 1902 ; les effets escomptés étaient le plus souvent des billets à ordre, même dans les régions viticoles où un petit nombre de warrants seulement fut escompté. Quant au montant des prêts que ces effets représentaient, il s'appliquait suivant les centres et les époques à des achats d'engrais, de semences, de bétail, d'instruments, etc..., en un mot à des dépenses essentiellement productives. Aussi les pertes éprouvées par suite du retour des billets impayés étaient-elles très minimes.

En résumé le développement et la prospérité des institutions de crédit agricole mutuel, de même que la régularité de leur fonctionnement faisaient bien augurer de l'avenir qui leur était réservé et des services qu'elles étaient appelées à rendre aux populations agricoles ; l'industrie des colons, à mesure qu'elle modifie ses procédés d'exploitation suivant les exigences économiques, réclame plus de capitaux et nécessite en conséquence une organisation capable de répondre aux besoins nouveaux ; les résultats obtenus grâce à l'organisme usité montraient que désormais elle était en état de recevoir satisfaction.

Tels étaient les résultats très appréciables auxquels on était arrivé après deux ans d'essais. L'année 1904 allait encore faire faire un pas nouveau à l'institution

du crédit mutuel. Deux nouvelles créations de caisses sont seulement à signaler dans les provinces d'Oran et de Constantine : l'une à Sidi-bel-Abbès, l'autre à Sétif. Mais si les créations ne furent pas nombreuses cette année-là, le mouvement des affaires des caisses antérieurement existantes n'en continua pas moins à suivre une progression rapide que les constatations suivantes vont nous permettre de faire ressortir.

Dans le département d'Alger, la Caisse régionale d'Alger avait, depuis sa création, escompté à ses affiliées plus de 2 millions 1/2 de francs de valeurs, dont 465.000 francs pendant le dernier exercice. Elle avait dû, pour faire face à toutes ces demandes d'argent, malgré un capital et des avances élevés, réescompter pour 623.552 francs d'effets, soit 98.056 francs pour 1904. Le taux qu'elle prélevait sur ces affaires avec ses locales variait entre 3 et 4 0/0 ; aussi n'avait-elle pas eu la possibilité de faire des bénéfices nets bien considérables, puisque le taux dont elle bénéficiait à son tour près des établissements financiers pour ses opérations de réescompte était de 4 0/0 et même parfois s'élevait encore davantage.

La Caisse régionale d'Alger avait en outre fait à quelques-unes de ses 21 affiliées des avances directes atteignant une somme de 187.000 francs dont 127.000 francs pendant l'année 1904.

Malgré le développement des affaires, les frais annuels étaient restés très faibles ; inférieurs à 4.000 fr.,

ils avaient permis de porter à la réserve la presque totalité des bénéfices et celle-ci de ce fait avait atteint près de 11.000 francs. Par suite de l'augmentation du capital versé, passé à 100.100 francs, l'État avait consenti à la régionale d'Alger une nouvelle avance de 217.000 francs, ce qui portait le total des avances obtenues à 399.700 francs. Mais les fonds de roulement dont disposait ainsi la Caisse régionale, nous l'avons vu, ne lui avaient pas encore permis, tant était considérable le mouvement des affaires, de faire face avec ses seules ressources à toutes les demandes d'argent émanant de ses affiliées.

La Caisse régionale de Coléa avait en 1904 escompté à ses locales près de 80.000 francs de valeurs, soit un total de 300.000 francs environ depuis sa création ; elle avait dû cette même année en réescompter 12.578 francs, ce qui portait le chiffre réescompté à 114.539 francs. En outre elle leur avait fait au taux de 4 0 0 près de 18.000 francs d'avances directes, dont 4.000 francs la dernière année. Sa réserve atteignait la somme de 900 francs environ et tous les bénéfices réalisés dans le courant de l'exercice y étaient portés par suite de l'absence complète de frais généraux ; la gestion de la Caisse était en effet faite gratuitement par les administrateurs qui, dans un bel élan mutualiste, avaient abandonné toute pensée de gain. La Caisse de Coléa dont le capital était de 5.400 francs n'avait pas reçu d'avance nouvelle en 1904 et n'avait donc

eu de ce chef à sa disposition que les 15.000 francs antérieurement avancés.

La Caisse de Douéra avait fait depuis ses débuts en 1902 près de 150.000 francs d'escompte ; sur cette somme 34.480 francs correspondaient au dernier exercice ; un réescompte atteignant la somme de 60.250 francs joint aux avances et à un capital versé de 6.450 francs lui avaient permis d'atteindre ce chiffre d'affaires brillant. Quant à ses frais généraux annuels, ils n'étaient que de 711 francs seulement, aussi la réserve pouvait-elle bénéficier de versements assez importants ; elle atteignait en fin d'année une somme de 640 francs. Quant aux avances de l'État, leur total était passé à 23.000 francs par suite d'une nouvelle avance de 9.900 francs correspondant à une augmentation de capital.

La Caisse régionale de Rouiba avait, depuis sa création en 1903, escompté près de 1.120.000 francs de valeurs dont 660.000 francs en 1904 ; elle avait dû pour arriver à ces beaux résultats, malgré un capital de 50.000 francs et une avance de 200.000 francs, réescompter 346.101 francs d'effets, dont 118.920 fr. la dernière année. Son taux d'escompte était fixé très bas, 3 0/0, aussi l'attraction exercée par ce faible loyer de l'argent était-elle considérable et le chiffre élevé du mouvement d'affaires y prend une de ses causes. En dehors de l'escompte des effets présentés par sa locale, la Caisse avait consenti à celle-ci, éga-

lement au taux de 3 0/0, une avance de 50.000 francs. Malgré l'intérêt peu élevé qui était prélevé, tant sur l'avance que sur l'escompte, des bénéfices assez importants avaient été réalisés pour que la réserve atteignît en fin d'exercice la somme de 4.150 francs ; quant aux frais d'administration ils ne dépassaient guère 2.000 francs et étaient par conséquent peu élevés pour un chiffre d'affaires de cette importance.

La Caisse de Boufarik n'avait fait en 1904 que très peu d'opérations ; son chiffre d'escompte n'était en effet que de 6.350 francs et ses bénéfices par suite du peu d'élévation du taux de l'intérêt (3 0/0) étaient sensiblement nuls ; elle avait cependant encore avancé à ses locales une somme de 3.900 francs en 1904, soit 6.450 francs depuis ses débuts et par suite rendu quelques services aux colons de la région qu'elle desservait.

Quant à la Caisse d'Azazga, elle n'avait escompté au taux de 5 0/0 que 5.200 francs de valeurs et la Caisse de Dellys, malgré une avance de 7.100 francs, n'avait fait de son côté que 2.700 francs d'opérations ; il est vrai que ces chiffres d'affaires peu élevés correspondaient à une période d'élaboration des plus laborieuses.

Dans le département de Constantine, la Caisse de Djidjelli avait escompté depuis sa création à ses locales affiliées près de 160.000 francs d'effets au taux de 3,25 0/0 ; les frais annuels occasionnés par ses opé-

rations étaient très minimes, mais la réserve n'atteignait quand même que 800 francs environ par suite de l'intérêt peu élevé que la Caisse prélevait sur les services qu'elle rendait.

La Caisse de Philippeville, créée à la fin de 1903, avait, grâce à son capital versé de 9.750 francs et à une avance de 33.200 francs, escompté au 31 décembre 1904 80.000 francs de valeurs au taux de 4,500/0; elle avait dû, pour faire face à ce mouvement d'affaires, repasser plus de la moitié de son portefeuille, soit 43.850 francs aux établissements de crédit, mais néanmoins ses bénéfices encore appréciables lui avaient permis de verser à la réserve plus de 500 francs.

La Caisse régionale de Constantine n'avait commencé à fonctionner que dans le courant de 1904 ; malgré ce début tardif, une avance de 60.000 francs, un capital de 18.900 francs et le réescompte d'un portefeuille de 107.936 francs lui avaient procuré les fonds nécessaires à son fonctionnement ; elle avait également fait à une de ses affiliées une petite avance de 200 francs. Ses frais généraux qui n'atteignaient pas 2.000 francs et son taux de près de 5 0/0 lui avaient permis de verser à la réserve plus de 350 fr.

La Caisse régionale de Sétif fondée en mars 1904 au capital de 50.000 francs avait reçu une avance de 200.000 francs; grâce aux sommes importantes dont elle avait ainsi la disposition, elle avait, après sept

mois de fonctionnement, fait près de 340.000 francs d'opérations d'escompte avec des frais de 2.000 francs seulement; elle put porter à sa réserve plus de 1.600 francs.

La Caisse de Bordj-bou-Argeridj, au capital de 75.000 francs, avait obtenu une avance de 80.000 francs et avait escompté, en 1904, 192 effets représentant une somme globale de 176.000 francs, avec une dépense de 1.200 francs seulement; elle avait versé à sa réserve une somme de 340 francs.

Quant à la Caisse de Bône, fondée seulement le 1^{er} décembre 1904, elle ne reçut sa première avance que dans le début de l'année suivante et ce n'est qu'à cette époque que remonte le point de départ de son fonctionnement.

Dans la province d'Oran, la Caisse régionale du département d'Oran avait en 1904 escompté à ses affiliées 532.625 francs de valeurs, ce qui portait le chiffre total de ses opérations d'escompte depuis sa création à 1.211.248 fr. 60. Le taux consenti aux caisses locales était de 4 0,0, taux égal à celui auquel la régionale avait fait à ses affiliées des avances directes se montant à la somme de 11.000 francs. La Caisse d'Oran avait reçu en 1904 une nouvelle avance de l'État de 222.000 francs; elle disposait donc de 113.475 francs de capital versé et de 316.000 francs d'avances; malgré ces fonds considérables elle avait réescompté en banque une grande

partie de son portefeuille, environ 305.000 francs de valeurs.

La Caisse régionale des Primeuristes d'Oran avait de son côté fait en 1904 pour 53.830 francs d'affaire, soit 106.515 francs depuis sa création, en janvier 1903; elle avait dû réescompter tout son portefeuille alors que l'année précédente elle n'avait eu besoin de recourir au réescompte que pour une somme de 7.000 francs environ. Ses frais d'administration étaient, comme nous l'avons vu pour toutes les caisses, des plus réduits, 960 francs environ. Un capital de 13.100 francs et une avance de 9.700 francs avaient procuré à la régionale des fonds de roulement suffisants pour pouvoir conserver quelque temps en portefeuille, et bénéficier, par suite de l'intérêt intégral prélevé sur ses opérations, les effets qui lui furent présentés par ses trois affiliées.

La Caisse de Tlemcen avait depuis ses débuts fait avec ses deux locales pour plus de 600.000 francs d'affaires et réescompté aux banques voisines 207.425 francs de valeurs. Sur ces chiffres, 50.000 fr. d'escompte et 122.525 francs de réescompte correspondaient au dernier exercice; les frais de gestion pendant cette période ne dépassaient pas 800 francs et la réserve s'élevait à 750 francs environ; le capital de la régionale de Tlemcen était de 20.000 francs et le chiffre des avances de 60.000 francs.

La Caisse de Rio-Salado ne commença ses opéra-

tions que dans le courant de l'année 1904 ; gratifiée d'une avance de 25.800 francs, elle avait néanmoins escompté en fin d'exercice, au taux de 4 0/0, pour 31.500 francs de valeurs et fait à ses affiliées des avances s'élevant à 9.765 francs.

La Caisse de Mostaganem nantie d'un fonds de roulement assez considérable, 60.000 francs avances et capital réunis, avait escompté au taux de 5 0/0 près de 150.000 francs de valeurs aux 11 caisses locales en relations d'affaires avec elle.

La Caisse régionale de Sidi-bel-Abbès de son côté, pourvue d'une avance de 20.000 francs, avait eu avec ses trois affiliées un mouvement d'escompte important et leur avait en outre avancé à diverses reprises une somme de 36.850 francs ; elle avait pu porter à la réserve tous ses bénéfices, ses frais d'administration étant nuls.

Enfin la Caisse régionale de Tiaret n'avait commencé à fonctionner que dans le courant de l'année, après avoir obtenu du gouvernement une avance de 30.000 francs ; elle avait toutefois escompté en fin d'exercice au taux de 5 0/0 pour 43.025 francs de valeurs.

En résumé, grâce aux avances de l'Etat qui s'élevaient au 1^{er} janvier 1905 à la somme de 1.565.500 fr. grâce aux versements effectués par les fondateurs, syndicats, caisses locales ou souscripteurs, grâce encore aux dépôts et à un réescompte de 1.869.465 fr. 35,

les 20 caisses régionales existant avaient pu à cette date faire aux agriculteurs par l'intermédiaire de 81 caisses locales des avances indirectes (escompte) dont le total s'élevait à 7.304.400 francs et à leurs affiliées des avances directes atteignant la somme de 311.071 fr. 75; elles avaient donc mis à la disposition de l'agriculture 7.615.472 fr. 70 dont près de la moitié la dernière année.

Le taux moyen de ces avances directes ou indirectes avait été pour les agriculteurs de 5 0/0 environ; quelques caisses locales, il est vrai, avaient adopté un taux supérieur mais d'autres en revanche prêtaient à un taux plus modéré; quant au taux pratiqué par les caisses régionales dans leurs relations avec leurs locales, il variait avec les idées et les conceptions que les administrateurs avaient de leur rôle et se tenait entre 3 et 5 0/0.

Nous retrouverons dans la troisième partie de notre étude cette question du taux réduit de l'intérêt et les conséquences qui en résultent.

Quant à l'élévation de ce même taux, elle se justifie généralement par des considérations d'époques, de lieux et de milieux, et la plupart des établissements financiers établis dans les régions où se pratiquaient ces taux élevés n'agissaient pas autrement; lorsqu'un centre est de création récente, est peuplé de colons de races différentes et dont on n'a pu encore bien apprécier l'intelligence, la moralité et la solvabilité,

il est juste que l'établissement prêteur fasse parmi eux une sélection rigoureuse ; et cette sélection se fera d'elle-même par la fixation d'un taux d'intérêt élevé ; ceux-là seuls auront recours au crédit dont les espérances, mieux, la conviction de réussir, les porteront à consentir un sacrifice plus lourd. En agissant ainsi, le prêteur s'évitera des pertes et se ménagera au moyen des bénéfices plus considérables qu'il aura retirés de ses opérations une compensation aux pertes éventuelles qu'il pourrait subir.

L'année 1905 vit s'accomplir encore de nouveaux progrès dans le développement de l'institution du crédit agricole mutuel ; on pouvait en effet constater en fin d'exercice cinq nouvelles créations de caisses dans les départements algériens. Ces caisses se trouvaient respectivement situées dans les centres de Jemmapes, Mouzaïville, Mirabeau, El Affroun et Marengo ; et leur apparition portait le nombre des caisses régionales à 25, groupant 104 caisses locales réparties sur tout le territoire ; le département d'Alger comptait 11 caisses régionales, ceux d'Oran et de Constantine, chacun 7.

En même temps que s'étendait l'institution, le mouvement d'affaires des différentes caisses augmentait lui aussi dans des proportions notables ; les constatations suivantes vont nous permettre de justifier cette assertion.

La Caisse régionale d'Alger comptait en fin d'année 29 affiliées ; elle avait fait avec celles-ci pour 2.178.203 fr. 35 d'opérations d'escompte au taux de 4 1/2 0/0, sans avoir reçu d'avance nouvelle. Sur les bénéfices qui étaient résultés de ce gros mouvement d'affaires, plus de 9.000 francs avaient été versés à la réserve qui de ce fait était montée à 19.000 francs. Le capital souscrit avait été porté de 100.100 francs à 127.050 francs par la souscription d'un grand nombre de parts ; malgré les fonds dont elle avait eu la disposition, la Régionale avait dû réescompter 733.148 fr. 15 de valeurs pour pouvoir faire face aux demandes d'argent qui lui parvenaient de toutes parts.

La Caisse régionale de Douéra avait obtenu, à la suite d'une augmentation de capital, une nouvelle avance de 2.900 francs, soit un total de 25.900 francs pour 6.522 francs de capital ; ces fonds lui avaient permis de procurer à ses trois affiliées, au taux de 5 1/2 0/0, plus de 133.300 francs, avec un réescompte de 10.470 francs seulement.

La Caisse régionale de Rouiba avait fait avec ses locales plus d'un million d'affaires (1.057.321 fr. 75). Malgré une avance de 200.000 francs, correspondant à un capital de 50.000 francs, elle avait été obligée de réescompter pour 463.303 fr. 05 de valeurs. Le taux d'escompte, tant à la caisse locale qu'à la caisse régionale, était fixé à 3 0/0 ; néanmoins les bénéfices étaient encore assez considérables pour que

l'on ait pu porter à la réserve une somme de 2.300 fr., ce qui faisait atteindre à celle-ci un total de 6.453 fr.

La Caisse d'Azazga avait escompté à la seule caisse qui lui était affiliée, au taux de 50/0, des effets dont le montant s'élevait à une somme de 10.345 francs ; elle avait dû réescompter une partie de ce portefeuille soit : 2.230 francs, et ses bénéfices s'en étaient trouvés diminués ; pourtant 224 francs environ avaient été versés à la réserve. Le capital de la régionale d'Azazga n'avait été augmenté que de 25 francs (2.050 francs contre 2.025 francs en 1904) et aucune avance nouvelle ne lui avait été accordée.

La Caisse de Coléa ayant porté son capital de 5.400 à 16.125 francs avait vu son avance primitive augmenter de 50.000 francs ; grâce à ces sommes importantes et à un réescompte de près de 12.000 francs, elle avait pu faire avec son affiliée, au taux de 40/0, plus de 250.000 francs d'opérations d'escompte, et prélever sur ses bénéfices une somme de 800 francs qui fut portée à la réserve, ce qui doublait le chiffre des fonds préparés en vue de faire face aux événements imprévus.

Quant à la Caisse de Boufarik, son mouvement d'affaires fut insignifiant ; le nombre des effets escomptés en 1905 n'était que de deux pour une valeur de 2.000 francs, nombre et capital en décroissance sur ceux de l'année précédente qui étaient de quatre effets pour 3.200 francs. Ce recul dans le chiffre des

opérations de la Régionale de Boufarik se rattache à certaines causes extérieures, tempérament des colons, richesse des habitants du pays, etc... et ne peut influer en rien sur les résultats heureux obtenus par l'institution du crédit mutuel que nous avons déjà signalés. Malgré ce mouvement d'affaires peu brillant les administrateurs versèrent à la réserve tous les bénéfices, soit près de 200 francs, se rendant compte de l'importance que peut avoir dans la suite le capital ainsi constitué.

La Caisse de Dellys, en relations avec une seule caisse locale, reçut à l'escompte pour 3.300 francs d'effets; ce chiffre d'affaires, supérieur de 1.400 francs à celui de l'année d'avant, vient attester, contrairement aux constatations précédentes, anormales d'ailleurs, le développement régulier de l'institution du crédit agricole mutuel. Les bénéfices nets, 70 francs environ, furent portés à la réserve.

La Caisse régionale d'El Affroun, créée seulement en mars 1905, avait en fin d'exercice fait avec ses affiliées plus de 15.000 francs d'opérations d'escompte au taux de 5,50 0/0. Un capital de 16.200 fr. et une avance de 64.700 francs lui avaient permis, grâce à une gestion prudente, de faire face à toutes les demandes de crédit qui lui avaient été faites sans recourir à des concours financiers extérieurs; elle avait, grâce à son taux élevé, versé à sa réserve ses 172 francs de bénéfices nets.

La Caisse régionale de Marengo, créée vers la même époque que la caisse précédente, au capital de 16.700 francs, avait fait à ses quatre caisses locales près de 360.000 francs d'avances directes au taux de 4 0/0 ; elle avait dû réescompter pour satisfaire aux besoins de ses affiliées, une grande partie de son portefeuille, soit 235.723 fr. 76 de valeurs. Malgré le taux de l'intérêt, plutôt réduit, et l'obligation où elle se trouva de ne pas conserver les effets qui lui étaient remis, elle put verser à la réserve une somme de 291 fr. 75.

Quant à la Caisse de Mirabeau, dont la création récente remontait également en mars 1905, elle avait avancé à sa locale, au taux de 6 0/0 et par l'intermédiaire de l'escompte, plus de 108.000 francs. Son capital versé de 11.300 francs lui avait permis d'obtenir une avance de 45.200 francs, et ses bénéfices nets de 1.183 francs furent portés à la réserve.

Enfin la Caisse de Mouzaiaville, fondée dans le courant de l'année, fit avec sa locale près de 60.000 fr. d'opérations d'escompte au taux de 6 0 0. Malgré un capital de 10.275 francs et une avance de 38.300 fr. dont le total aurait pu lui permettre de se passer presque complètement de réescompter son portefeuille, elle présenta aux établissements financiers voisins près de 45.000 francs de valeurs dans le but de s'éviter des ennuis de recouvrement ; de ce fait ses bénéfices furent diminués dans une proportion

assez sensible et elle ne put verser à la réserve qu'une somme de 160 francs.

Pour le département de Constantine, le mouvement mutualiste ne s'accroissait pas moins.

La Caisse de Djidjelli avait mis à la disposition de ses deux affiliées par le mécanisme de l'escompte près de 83.000 francs ; le taux très réduit qu'elle avait adopté, 3,25 0/0, facilitait aux colons la satisfaction de leurs demandes d'argent, mais en revanche la réserve de la Régionale ne faisait que peu de progrès et passait seulement de 825 francs à 1.155 francs.

La Caisse de Philippeville fit pendant l'année 1905 pour 243.980 francs d'opérations d'escompte au taux de 4,50 0/0 avec ses trois affiliées ; elle dut pour cela réescompter la plus grande partie de son portefeuille (202.700 fr.) bien que son capital ait été augmenté de plus de 13.000 francs (23.150 fr. contre 9.750 en 1904). Malgré le chiffre élevé du poste « réescompte » elle put néanmoins verser à sa réserve plus 1.600 francs, ce qui lui procurait à ce moment un fonds de garantie de 2.048 francs contre 405 francs l'année d'avant. Elle reçut en outre de l'État une nouvelle avance de 25.000 francs, qui jointe à celles déjà allouées formait un total de 58.200 francs.

La Caisse de Constantine, elle aussi, reçut en 1905 une nouvelle avance de la somme de 60.000 francs ; cette augmentation du chiffre des avances correspondait en partie à une augmentation sensible du capi-

tal, 32.075 francs contre 18.700 francs en 1904. La Régionale fit cette année là, avec ses douze locales, pour 375.963 fr. 25 d'opérations ; elle réescompta d'ailleurs tout ce portefeuille aux établissements de crédit voisins ; mais le taux relativement élevé (4 fr. 75 0/0) qu'elle prélevait dans ses affaires avec ses affiliées et dont elle bénéficiait quelque temps entièrement lui avait permis de réaliser d'importants bénéfices et de porter à sa réserve plus de 1.300 francs, ce qui faisait passer le chiffre de celle-ci de 346 francs à 1688 francs.

La Caisse de Sétif eut en 1905 son capital porté de 75.000 francs à 100.000 francs et le chiffre des avances qui lui furent consenties doubla dans le même temps : de 200.000 francs il s'éleva à 400.000 francs ; les opérations qu'elle fit avec son unique caisses locales s'élevèrent à plus de un million de francs (1.081.022 fr. 55) dont elle réescompta environ le dixième (107.000 fr.) Les bénéfices provenant de ce mouvement d'affaires, qui était fait au taux de 5,25 0/0, furent versées à la réserve qui augmenta de près de 4.500 francs (6.063 contre 1.597 en 1904).

La Caisse de Bordj-bou-Argeridj escompta, en 1905, 332 effets dont la valeur totale atteignait 276.250 francs ; son avance était restée la même (80.000 fr.), aussi, pour faire face aux demandes de son affiliée, avait-elle dû réescompter en Banque environ 100.000 francs de valeurs ; par suite de dépen-

ses imprévues et de pertes subies, sa réserve, malgré ses bénéfices appréciables, fut entamée et tomba de 336 francs à 260 francs.

La Caisse de Jemmapes, créée au début de l'année, avait en fin d'exercice escompté aux cinq locales qui dépendaient d'elle pour 75.694 fr. 85 au taux de 4,50 0/0. Son capital versé de 27.125 francs lui avait permis d'obtenir une avance de 108.500 francs; malgré les capitaux dont elle avait ainsi la disposition, elle réescompta en banque tout son portefeuille, mais elle avait profité assez longtemps de l'intérêt qu'elle prélevait pour pouvoir sur ses bénéfices verser 1.410 francs à la réserve.

La Caisse de Bône, fondée à la fin de 1904, avait obtenu 100.000 francs d'avances pour un capital de 29.600 francs; malgré ces fonds, elle ne fit avec ses trois locales que 61.100 francs d'opérations d'escompte et elle repassa aux banques voisines, peu avant l'échéance, les deux tiers de son portefeuille (40.000 fr.). Ses bénéfices atteignaient un chiffre très respectable et le fonds de réserve put profiter d'un premier versement de 1.690 francs.

Enfin, dans le département d'Oran le développement des caisses de crédit agricole mutuel avait fait aussi de grands progrès.

La Caisse régionale d'Oran était entrée en relations d'affaires avec de nouvelles caisses locales et comptait alors seize affiliées; elle leur avait avancé, par l'inter-

médiaire de l'escompte, 1.725.578 fr. 90 à un taux de 4 0/0 ; malgré ce chiffre d'affaires fort important, il n'avait été versé à la réserve qu'une somme de 2.600 francs, soit 3.940 francs depuis la création, car la Caisse d'Oran avait recouru au réescompte pour près de un million et demi de francs de valeurs (1.435.890 fr.), d'où diminution des bénéfices ; elle avait eu cependant à sa disposition des fonds considérables, un capital de 231.900 francs contre 113.470 francs en 1904 et une avance de 450.000 francs, contre 314.000 francs l'année précédente ; mais d'autre part les renouvellements fréquents qu'elle s'était vue dans l'obligation de consentir avaient immobilisé une grande partie de ce capital et avaient par suite rendu nécessaire l'appel à un concours financier extérieur.

La Caisse des Primeuristes, pourvue d'une avance de 66.400 francs avait fait 250.824 francs d'opérations et réescompté 93.660 francs de valeurs ; sa réserve demeurait insignifiante (260 fr.) car les bénéfices déjà peu considérables en eux-mêmes, se trouvaient absorbés par des charges imprévues.

La Caisse de Tlemcen avait fait avec ses locales un mouvement d'escompte de plus de 900.000 francs ; l'avance qu'elle avait reçue de l'État et qui atteignait 79.900 francs et un capital de 23.000 francs lui avaient permis de ne pas avoir besoin de réescompter plus de 94.050 francs de valeurs, une gestion prudente

ayant d'autre part empêché des immobilisations de fonds de se produire. Ses bénéfices étaient assez élevés pour que la réserve s'accrût d'un millier de francs environ et passât de 744 francs à 1.788 francs.

Le Caisse de Mostaganem fit avec ses onze locales un mouvement d'affaires atteignant 285.000 francs ; la souscription des nouvelles parts de son capital lui permit de ne pas solliciter de l'État pour ses opérations une avance supplémentaire. Le taux d'intérêt qu'elle pratiquait, 5 0/0, lui procura des bénéfices suffisants pour porter à la réserve 1.745 francs.

La Caisse de Rio Salado escompta à ses locales plus de 56.000 francs de valeurs ; prêtant sur billets à 5 0 0 elle put verser à la réserve 1.771 francs ; son capital fut augmenté de 1.200 francs, mais elle ne reçut pas cette année-là de nouvelle avance de l'État.

Quant à la Caisse régionale de Sidi-bel-Abbès, elle avança indirectement à ses affiliées une somme de 384.000 francs et ces opérations ne nécessitèrent que des frais de gestion très minimes (600 fr. seulement). Mais par suite de la manière d'opérer de la Caisse, on ne put verser à la réserve que 395 francs.

Enfin la Caisse de Tiaret avança aux colons 401.492 francs sous forme de prêts sur billets sans que ses opérations entraînaient des frais en disproportion avec un tel mouvement (1.580 fr.) quoique supérieurs, dans leur tant pour cent, à ceux d'un certain nombre de caisses.

En résumé les prévisions optimistes visant la diffusion et le développement des institutions de crédit agricole mutuel que nous faisions entrevoir au commencement de ce chapitre n'étaient pas exagérées ; les années 1904 et 1905 sont en effet caractérisées par un essor remarquable des caisses dont personne ne pouvait nier désormais la très grande utilité.

Pendant ces deux années, huit nouvelles caisses régionales avaient été créées ; il existait donc au 31 décembre 1905 : 25 caisses régionales groupant 104 caisses locales et plus de 2.000 sociétaires. La Commission de répartition leur avait alloué pendant ce laps de temps, 1.895.600 francs soit 2.556.100 francs depuis le début. En outre le capital souscrit de ces 25 caisses était de 1.963.510 francs sur lequel il avait été versé 830.637 francs, partie par les caisses locales, partie par les syndicats ou les particuliers. Quelques-unes seulement d'entre les caisses avaient fait verser la totalité de leur capital, d'autres n'en avaient appelé qu'une partie. L'intérêt servi aux porteurs de parts variait entre 4 et 4 1/2 0/0 avec une tendance à l'élévation ; cela nous paraît contraire à la logique, car l'intérêt doit se rapprocher de celui que l'on fait produire au capital et non s'en éloigner, or le revenu moyen qui provenait des opérations des caisses ne semblait pas devoir entraîner pareille rémunération.

Une progression correspondant à celle des ressour-

ces se manifestait dans les opérations des Caisses régionales ; ainsi le chiffre croissant des avances aux caisses régionales correspondait à une augmentation sensible du montant des effets escomptés. En effet le nombre et la valeur des effets escomptés par les régionales à leurs affiliées avaient fait par rapport aux années précédentes un bond énorme : il s'était élevé en 1905 à plus de 10.500 effets représentant une valeur de plus de 10 millions de francs (10.221.643 fr. 80) ; ce mouvement considérable avait obligé les caisses régionales à réescompter environ la moitié de leur portefeuille (4.172.325 fr. 61) ; les fonds dont elles disposaient ne suffisaient pas en effet à assurer leur fonctionnement sans qu'elles aient besoin de recourir à un concours financier extérieur ; les avances de l'État, 2.556.100 francs, le capital versé, 830.637 francs, et un petit nombre de dépôts de numéraire, ne constituaient pas à eux seuls le fonds de roulement nécessaire au fonctionnement d'un tel organisme en pleine période de prospérité.

A côté de ce développement nous devons signaler pourtant un fait qui a contribué dans une certaine mesure à grossir le chiffre apparent des affaires des Caisses régionales et qui a surtout obligé celles-ci à recourir au réescompte, nous voulons parler du renouvellement d'un assez grand nombre de valeurs. Les renouvellements ont été en effet en 1905 plus fréquents que jamais par suite de la situation économi-

que générale de l'Algérie dans ces dernières années ; le rendement des terres à céréales avait été peu élevé par suite de la sécheresse, et les prix assez forts qui résultaient de la rareté des produits n'avaient que faiblement compensé l'infériorité du rendement ; quant aux terres à vignes, si la récolte avait été abondante, elle n'avait pas trouvé l'écoulement correspondant et les prix de vente du vin étaient tombés très bas. Certes c'est dans ces périodes difficiles que le crédit trouve toute son application, que ses effets se manifestent de la façon la plus éclatante, qu'il rend le plus de services aux agriculteurs. Mais encore ne faut-il pas exagérer la durée des prêts consentis, ne faut-il pas accorder de trop grandes facilités aux renouvellements pour que les agriculteurs se sentant talonnés par l'échéance fassent en conséquence tout leur possible pour se mettre en état de tenir leurs engagements, par suite se livrent à des travaux productifs à bref délai et se préoccupent surtout du rendement présent et non du rendement à venir.

D'autre part en renouvelant une valeur on immobilise le capital qu'elle représente ; or celui-ci pourrait trouver un emploi meilleur, en tous cas plus court, et par suite donner satisfaction à un plus grand nombre d'agriculteurs. Voilà des considérations dont, nous semble-t-il, les administrateurs des caisses devraient tenir un plus grand compte.

L'année 1906 vit un arrêt dans le développement des affaires des Caisses régionales de crédit agricole mutuel ; il y eut en effet dans le courant de l'année dernière un léger resserrement dans les concessions de crédit aux agriculteurs et ce resserrement était dû à la situation économique de l'Algérie ; une crise viticole d'une intensité considérable et une série de maladies qui pesèrent lourdement sur le bétail de nos colons, vinrent mettre ceux-ci dans une situation financière pénible ; aussi les Caisses régionales durent-elles, pour s'éviter des pertes ou tout au moins des renouvellements trop nombreux qui auraient pu dans la suite peser sur la marche de leurs affaires, restreindre dans une certaine mesure leurs opérations et se montrer plus difficiles pour l'admission à l'escompte des billets souscrits par les emprunteurs. Certes dans les pays à céréales et à bétail les prix de vente des produits furent avantageux, mais des accidents localisés, sécheresse, inondations, épizooties, vinrent amoindrir d'une façon sensible les conséquences de cette bonne situation ; dans les régions viticoles au contraire les cours des vins continuèrent à se tenir très bas et ce bas prix de vente eut pour résultat d'aggraver encore la situation déjà pénible des viticulteurs. Aussi, pendant l'année 1906, la plus grande partie des capitaux dont disposaient les Caisses régionales se trouva immobilisée entre les mains des premiers emprunteurs, les rentrées de fonds

furent l'exception et le renouvellement des effets la règle ; il était en effet préférable pour les régionales d'attendre des temps meilleurs que de poursuivre sur-le-champ le paiement de leurs avances et la réalisation de leurs gages. L'on comprend dès lors que les Caisses de crédit agricole mutuel se soient efforcées d'éviter, par une rigueur plus grande dans l'admission à l'escompte, le retour d'un pareil état de choses, d'où la diminution du nombre et de la valeur des effets escomptés en 1906.

En dehors de cet arrêt dans le développement des opérations des Caisses régionales, il faut remarquer que les créations de Caisses furent en 1906 moins nombreuses que les années précédentes ; en effet deux nouvelles créations sont seulement à signaler, dans les centres de Relizane et de Guelma (départements d'Oran et de Constantine). Mais ce fait ne tient pas, hâtons-nous de le dire, à un recul ou même à un arrêt de l'idée mutualiste ; il provient du degré auquel est parvenue l'institution du crédit agricole mutuel dans notre colonie. L'organisme créé pour la diffusion du crédit dans les campagnes peut dès maintenant, tel qu'il est, donner satisfaction à la plupart des besoins des colons ; il pousse ses ramifications, les caisses locales, dans presque tous les endroits où son utilité trouve application ; dès lors il n'est plus étonnant que les créations de Caisses régionales soient moins nombreuses puisque l'utilité de

nouvelles institutions de ce genre n'est pas manifeste.

Comme nous l'avons fait pour les précédentes années, nous allons passer rapidement en revue les différentes opérations de chaque caisse régionale pendant l'année 1906 ; mieux que des considérations générales cet examen nous fera connaître l'histoire de l'institution et nous permettra d'en apprécier une dernière fois les bienfaits.

Dans la province d'Alger, la Caisse régionale du département avait, en 1906, porté son capital de 127.050 francs à 167.875 francs, et elle avait reçu une nouvelle avance de 175.300 francs, soit au total 575.000 francs depuis ses débuts. Elle disposait donc de sommes très importantes grâce auxquelles elle put faire avec trente affiliées près de 1.900.000 fr. d'opérations d'escompte ; il est vrai que, pour arriver à ce résultat, encore beau quoique inférieur à celui de l'année précédente, elle dut, par suite des renouvellements consentis à quelques emprunteurs et qui rendaient indisponibles une partie de ses fonds, recourir au réescompte des grands établissements financiers de la Colonie ; elle leur présenta un millier d'effets environ dont la valeur globale atteignait 1.271.677 francs. Cette manière d'opérer vint diminuer d'une façon assez sensible ses bénéfices, mais ils furent cependant encore assez importants pour qu'une somme de près de 10.000 francs put être versée à la réserve. Les frais généraux annuels, comme les années

précédentes, furent très minimes par rapport au mouvement d'affaires de la Caisse, bien que cependant on puisse remarquer une tendance à l'élévation; ils furent en effet de 4.233 francs contre 3.832 francs en 1905.

La Caisse de Rouiba n'avait reçu aucune nouvelle avance depuis celle obtenue lors de sa fondation ; il est vrai que le rapport établi par le législateur entre l'avance et le capital empêchait toute concession pécuniaire car le capital de la Régionale n'avait pas été augmenté. La Caisse avait fait avec ses affiliées près de 840.000 francs d'affaires, mais pour arriver à ce chiffre, elle avait dû réescompter les trois quarts de son portefeuille, le renouvellement d'anciennes valeurs là encore rendant indisponible une partie de ses capitaux. Une somme de 1.200 francs environ fut portée à la réserve malgré des frais généraux assez élevés et sensiblement les mêmes que ceux de l'an passé.

La Caisse de Coléa avait augmenté son capital de 775 francs et obtenu de l'État une avance totale de 80.000 francs ; ses frais généraux avaient été presque nuls, 71 francs seulement, et sa réserve avait pu en conséquence bénéficier d'un versement de près de 1.700 francs à la suite d'un mouvement d'affaires de 104.000 francs, dont le tiers seulement avait été réescompté ; la nécessité d'accorder des renouvellements aux valeurs souscrites par les sociétaires s'était moins fait sentir dans la région desservie par la caisse, mais n'était pas encore complètement écartée.

La Caisse de Boufarik avait pris en 1906 un essor remarquable, malgré les circonstances économiques que nous avons signalées, et le souvenir de ses débuts pénibles s'en trouvait effacé. Elle avait en effet augmenté son capital dans de fortes proportions et il était passé à 11.775 francs contre 1.125 francs en 1905; aussi l'avance de l'État fut-elle considérablement accrue et passa-t-elle de 3.900 francs à 40.000 francs. Malgré des frais généraux très réduits, la Régionale ne put verser à sa réserve qu'une somme de 500 fr. bien qu'un mouvement d'escompte de 44.480 francs fait au taux de 5 0/0, lui ait laissé des bénéfices appréciables; des opérations entreprises un peu à la légère n'avaient pu être liquidées qu'avec perte.

La Caisse de Dellys n'ayant eu qu'une augmentation insignifiante dans son capital ne reçut pas de la Commission de répartition d'avance nouvelle; elle n'opéra qu'avec la plus grande prudence, car la région sur laquelle elle étendait son action se trouvait dans une situation économique pénible; aussi son mouvement d'affaires fut-il des plus réduits, elle n'escompta en effet que six effets pour une somme de 1.625 francs, mais le taux auquel elle consentait ses avances lui procura un bénéfice de 250 francs qu'elle porta à sa réserve.

La Caisse d'Azazga en 1906 fit passer son capital de 2.050 francs à 5.025 francs et reçut une avance nouvelle de 8.800 francs. Sa réserve antérieure et ses

bénéfices de l'année furent absorbés par la liquidation de mauvaises affaires ; la Caisse avait en effet cru bon d'étendre ses opérations dans une large mesure et son mouvement d'escompte était passé de 10.345 francs à 61.625 francs, dont 50.935 francs avaient été réescomptés. Mais si cette façon d'opérer largement présente de grands avantages pour les colons qui peuvent se procurer plus facilement les fonds dont ils ont besoin, elle n'est pas sans inconvénients pour la Caisse régionale qui s'expose à de graves mécomptes en ne s'entourant pas de toutes les garanties désirables ; les pertes subies par la Caisse d'Azazga prouvent assez les dangers d'une telle façon de procéder, et il est à souhaiter que les résultats coûteux que nous avons signalés soient une bonne leçon d'administration pour les dirigeants de cette institution de crédit comme ils doivent l'être pour ceux de toutes les autres ; ils les engageront à agir avec une plus grande prudence et leur feront comprendre que ce n'est pas faire du crédit agricole bien compris que de disperser au petit bonheur les fonds dont ils disposent. A un autre point de vue les conséquences d'une telle façon d'agir sont déplorables, car, si elles sont profitables à quelques colons qu'elles peuvent momentanément tirer d'embarras, elles donnent lieu à des critiques violentes contre une organisation qui, encore à ses débuts, demande de grands ménagements pour pouvoir continuer à vivre et donner tous ses fruits.

La caisse de Douéra n'avait pas eu en 1906 d'augmentation de capital et son chiffre d'avances était resté le même ; d'ailleurs ses affaires, sensiblement réduites, n'avaient pas nécessité des capitaux considérables ; elles ne s'élevèrent en effet qu'à 36.380 fr. contre 133.320 francs l'année précédente. La Caisse avait réescompté en outre une grande partie de son portefeuille et une gestion prudente lui avait évité des pertes et permis de porter à la réserve une somme de 1.200 francs environ.

La Caisse d'El-Affroun, de son côté, n'eut en 1906 aucune augmentation de capital et ne reçut pas non plus d'avance nouvelle. Malgré la prudence avec laquelle ses opérations furent conduites elle fit avec ses affiliées un mouvement d'affaires plus important que les années précédentes de 202.746 francs contre 150.719 francs en 1905 ; ses frais généraux étaient en diminution sur ceux du dernier exercice et les bénéfices nets de tout son mouvement d'escompte, soit 560 francs, purent être versés à la réserve.

La Caisse de Marengo en 1906 porta son capital de 16.700 francs à 25 775 francs et reçut une avance de 27.200 francs. Sa situation dans une région des plus fécondes, où l'état économique se trouvait être des meilleurs par suite de la prédominance de la culture des céréales sur celle de la vigne, lui permit de faire, sans courir des risques disproportionnés, un mouvement d'affaires très supérieur à celui de 1905 ;

elle escompta à ses affiliées un millier d'effets pour plus de 723.000 francs contre 487 effets pour 354.000 francs l'année précédente ; elle réescompta presque tout ce portefeuille pour pouvoir subvenir aux demandes qui lui étaient présentées et s'éviter des ennuis de recouvrement. Ses frais généraux suivirent la même progression que le mouvement d'escompte et passèrent de 380 francs à 943 francs ; malgré cette élévation sensible les bénéfices furent assez importants pour que la réserve put profiter d'un versement de près de 1.300 francs.

De même la Caisse de Mirabeau eut son capital porté de 11.300 francs à 29.150 francs par la souscription de nouvelles parts ; elle reçut de l'État une avance supplémentaire de 39.800 francs et le mouvement de ses opérations d'escompte passa de 408.345 francs en 1905 à 281.425 francs sans nécessiter de dépenses d'administration considérables ; sa réserve s'augmenta de près de 2.300 francs car les conditions dans lesquelles se firent les affaires de la Caisse lui procurèrent des bénéfices appréciables ; la région de céréales sur laquelle s'étendait son champ d'action lui permit en effet de ne subir aucune perte sensible car les rentrées de fonds se firent le plus souvent régulièrement.

Enfin la Caisse de Mouzaiaville fit plus que quadrupler son capital (46.750 francs contre 10.275 francs) et son avance de ce fait augmenta de 51.700 francs ;

le mouvement d'affaires s'accrut également d'une façon sensible et passa de 58.111 francs à 218.727 francs sans grande augmentation des frais généraux ; aussi la réserve put-elle bénéficier d'un versement de 1.100 francs, bien que le réescompte en banque de plus de la moitié de son portefeuille (124.939 fr.) soit venu diminuer les profits réalisés.

Dans le département d'Oran le chiffre des affaires des différentes caisses fut en 1906 en diminution sensible sur celui des précédentes années ; la crise-viticole, plus que partout ailleurs, fit sentir ses déplorables effets dans les campagnes de l'Oranie ; les grands vignobles ne purent écouler leurs produits à des prix suffisamment rémunérateurs pour permettre aux colons de faire face à leurs échéances. Aussi en prévision de cette gêne financière, les Caisses régionales de la province restreignirent-elles dans une large mesure le crédit qu'elles avaient jusque-là dispensé si largement.

C'est ainsi que la Caisse du département d'Oran vit son mouvement d'affaires avec 16 affiliées tomber de 1.725 578 francs en 1905 à 768.251 francs seulement ; pour se préserver de pertes ou tout au moins de renouvellements à longue échéance, elle dut fixer des conditions rigoureuses d'admission à l'escompte. Cette sage gestion lui permit d'arriver au résultat souhaité et d'augmenter sa réserve de près de 2.000 francs, malgré le réescompte de tout son por-

tefeuille; elle n'avait pas reçu de nouvelle avance de l'État bien que son capital ait été porté à 242.400 francs.

La Caisse des Primeuristes d'Oran reçut en 1906 un avance de 16.600, francs correspondant en partie à une augmentation de capital de 2.100 francs. Malgré les fonds dont elle eut la disposition et le réescompte de plus de 187.000 francs de valeurs, elle ne fit avec ses trois locales que pour 113.000 francs d'opérations d'escompte, écartant avec prudence toutes les valeurs qui ne lui paraissaient pas présenter des sûretés absolues de remboursement à l'échéance fixée.

De même la Caisse de Tlemcen, malgré un supplément d'avances de 11.100 francs, une augmentation de capital de 4.000 francs et un réescompte de 115.000 fr. ne fit avec ses deux affiliées que les deux tiers de son mouvement d'escompte de l'exercice précédent, 686.716 francs contre 912.896 francs en 1905; mais cette gestion prudente lui permit du moins de verser à la réserve une somme de 2.100 francs ce qui porta le chiffre de celle-ci à 3.900 francs.

La Caisse de Tiaret, en 1906, augmenta son capital de 2.300 francs (20.500 fr. contre 18.200 fr.) et reçut de l'État une nouvelle avance de 20.000 francs; son mouvement d'affaires, malgré la crise économique qui sévissait dans sa région, fut sensiblement le même que celui de l'année précédente avec une légère tendance à l'élévation, 106.407 francs contre 101.500 fr.

Contrairement à ce qui se passait dans les autres caisses régionales, elle put faire face à toutes les demandes de crédit qui lui furent faites sans recourir au réescompte auprès des établissements financiers voisins ; par suite elle put profiter de tous les bénéfices provenant des opérations faites et elle les porta à sa réserve qui passa en conséquence de 1.580 fr. à 3.341 francs ; les frais d'administration de la Régionale étaient nuls grâce au dévouement des hommes qui s'étaient mis à la tête du mouvement mutualiste dans la région qu'elle desservait.

La Caisse de Mostaganem eut en 1906 son capital porté de 15.625 francs à 20.150 francs par la souscription de nouvelles parts par ses anciennes affiliées ; l'avance de l'État passa dans le même temps de 52.400 francs à 68.000 francs. Mais ces capitaux, quoique en augmentation sur ceux qu'elle avait à sa disposition en 1905, ne purent lui servir à faire avec ses affiliées (11) un mouvement d'affaires égal au précédent ; là encore la prudence des administrateurs fit tomber le chiffre des opérations d'escompte de 285.000 francs à 215.500 francs, et sur les bénéfices qu'entraîna ce mouvement d'affaires un millier de francs environ put être porté à la réserve.

La Caisse de Rio-Salado ne reçut pas d'avance nouvelle en 1906, et aucune souscription de parts ne vint augmenter son capital ; sa situation dans une région essentiellement productive de céréales lui

permet cependant de développer ses opérations sans avoir à courir de trop grands risques, et c'est ainsi que le nombre des effets escomptés à ses affiliées augmenta sensiblement ; leur valeur globale passa de 56.500 francs à 123.000 francs sans que les frais généraux s'en trouvassent augmentés, au contraire ; un bénéfice de 800 francs fut porté à la réserve.

La Caisse de Sidi-Bel-Abbès eut en 1906 son capital porté de 8.760 francs à 9.365 francs ; elle ne reçut cette année-là aucune avance nouvelle ; mais son mouvement d'escompte ne nécessita pas d'ailleurs des fonds bien considérables car elle ne fit avec ses affiliées que pour 75.300 francs d'affaires, alors que l'année précédente elle leur avait escompté pour 384.000 francs de valeurs ; elle repassa tout ce portefeuille aux banques voisines et ne tira de ses opérations qu'un bénéfice de 470 francs seulement qui vint augmenter son fonds de réserve.

Enfin la Caisse régionale de Relizane, fondée dans le courant de l'année, au capital de 2.450 francs, reçut une avance de 9.800 francs et fit pour 5.500 francs d'opérations avec des frais minimes ; malgré le taux élevé qu'elle pratiquait, 5,500 0, son mouvement d'affaires de l'année ne lui laissa pas de quoi commencer à se constituer une réserve.

Dans le département de Constantine au contraire nous ne rencontrons pas le même recul, ou tout au moins le même arrêt, dans le développement des

affaires des Caisses régionales. Ce département est surtout producteur de céréales, la vigne, cause de la crise dont nous avons vu la répercussion sur les affaires de presque toutes les caisses du département d'Oran, et dans quelques-unes du département d'Alger, ne tient qu'une faible place dans les cultures de ce département ; la région, essentiellement agricole, eut donc un rendement assez rémunérateur en moyenne et les caisses régionales qui la desservaient n'eurent pas en principe à restreindre leurs opérations, délivrées de la crainte de voir augmenter le nombre des impayés ou des renouvellements ; ce n'est que dans les régions éprouvées par la sécheresse, les orages ou les sauterelles que nous trouvons une diminution du chiffre des affaires des caisses les desservant. Les constatations suivantes vont d'ailleurs nous permettre de nous rendre plus facilement compte de la situation des différentes institutions de crédit mutuel de cette province.

La Caisse de Djidjelli avait reçu en 1906 une avance nouvelle de 5.900 francs, ce qui mettait ainsi à sa disposition, outre 6.600 francs de capital, une avance totale de 30.000 francs ; elle avait escompté à ses deux locales près de 95.000 francs d'effets, contre 83.000 francs en 1905, et ce mouvement d'affaires n'avait pas nécessité le recours aux établissements financiers voisins, tant avait été prudente la gestion des administrateurs qui avaient empêché des immo-

bilisations de se produire ; la réserve s'était augmentée de 350 francs environ.

La Caisse de Jemmapes, à la tête d'un capital de 31.829 francs et d'une avance de 120.000 francs, avait fait plus de 91.000 francs d'affaires avec ses cinq affiliées, mais elle avait réescompté tout son portefeuille et par suite n'avait obtenu que des bénéfices insignifiants qui ne vinrent accroître que faiblement la réserve antérieure.

La caisse de Bône eut une augmentation de capital de 4.250 francs, mais ne reçut pas de l'État d'avance nouvelle ; elle escompta à ses quatre affiliées près de 126.000 francs de valeurs qu'elle repassa presque en totalité aux banques voisines ; néanmoins comme elle avait bénéficié pendant un certain temps de l'intérêt prélevé elle put verser à la réserve plus de 2.200 francs malgré une augmentation de 500 fr. dans ses frais généraux.

La Caisse de Constantine avait porté son capital de 32.075 francs à 45.000 francs et avait reçu un supplément d'avance de 40.000 francs ; elle disposait donc d'une somme supérieure à 200.000 francs grâce à laquelle elle fit avec ses treize affiliées plus de 573.000 francs d'affaires sans que ses frais généraux atteignissent 3.000 francs ; elle fit sur ce mouvement des bénéfices qui lui permirent de porter à la réserve une somme de 4.400 francs, malgré le réescompte de tout son portefeuille quelque temps avant l'échéance.

La Caisse de Philippeville fit de nouveau en 1906 appel aux avances de l'État et obtint du Gouvernement Général une somme de 11.800 francs, ce qui lui procurait une somme totale de 70.000 francs pour un capital de 23.750 francs; elle escompta à ses quatre affiliées plus de 266.000 francs de valeurs qu'elle repassa presque en entier aux établissements voisins; elle put prélever sur les bénéfices de cet appréciable mouvement d'affaires une somme de 1.800 fr. qui fut portée à la réserve; les frais généraux demeureraient très bas et leur tant pour cent restait des plus minime.

La Caisse de Sétif ne vit pas augmenter ses moyens d'action en 1906, mais ceux qu'elle avait déjà à sa disposition lui permirent de faire un mouvement d'escompte de 1.025.719 francs, en légère diminution sur celui de 1905; malgré une augmentation de près de 1.000 francs dans les frais généraux, elle put verser à la réserve plus de 4.400 francs; elle avait en effet bénéficié de presque tous les avantages de ses opérations d'escompte, n'ayant été obligée de réescompter que 82.000 francs de valeurs.

La Caisse de Bordj-bou-Argeridj avait élevé son capital d'un millier de francs, mais n'avait reçu malgré cela aucune avance nouvelle; elle escompta 313.800 francs de valeurs à sa locale, contre 276.250 francs l'année d'avant, et elle repassa les deux tiers de ce portefeuille aux banques voisines; aussi

ne put-elle augmenter sa réserve de plus de 600 fr.

Enfin la Caisse de Guelma, fondée dans le courant de l'année, au capital versé de 2.375 francs, reçut une avance de 9.500 francs; mais sa création tardive ne lui avait pas permis d'avoir escompté en fin 1906 plus de 500 francs de valeurs au taux de 5 0/0.

Les détails que nous venons de donner sur les opérations des diverses caisses régionales et mieux encore les chiffres de nos tableaux récapitulatifs nous montrent le resserrement important qui s'est produit en 1906 dans les affaires de certaines d'entre elles, mais cette constatation ne doit en rien amoindrir le succès obtenu par l'institution du crédit agricole mutuel en Algérie; le recul que nous avons dégagé de nos observations relatives à l'année dernière tient en effet à des causes économiques générales et non à un mauvais fonctionnement des caisses; aussi lorsque ces causes, toutes passagères espérons-le, auront disparu, lorsque la situation économique se sera améliorée par un équilibre meilleur dans la répartition des différentes cultures, le développement de l'institution du crédit mutuel se poursuivra certainement selon la belle progression que nous avons constatée au début de ce chapitre; d'ailleurs les services rendus par les caisses aux colons, s'ils furent en 1906 moins considérables en valeurs à ceux rendus l'année précédente, furent pour eux d'une utilité bien

plus grande ; les besoins à satisfaire étaient d'autant plus pressants que la crise était plus considérable et c'est dans ces conditions surtout que le crédit agricole manifeste son maximum d'utilité, produit tous les bienfaits dont il peut être le dispensateur.

En résumé, il existait donc en Algérie à la fin de 1906 27 caisses régionales, groupant 129 caisses locales et près de 3.600 membres. La Commission de Répartition avait alloué à ces caisses cette dernière année de nouvelles avances s'élevant à une somme de 507.200 francs, soit au total 3.063.300 francs depuis les débuts.

Ces caisses disposaient en outre d'un capital versé de 1.002.019 francs, ce qui leur procurait, sans compter les dépôts, assez importants dans certaines régionales, un total de 4.065.319 francs ; grâce à cette somme importante et à un réescompte de 7.377.444.91 francs, elles avaient escompté à leurs affiliées pendant le dernier exercice 9.236 effets représentant une valeur de 8.965.157 fr. 87. Elles avaient été en outre le plus souvent obligées de consentir des renouvellements importants pour donner aux colons le temps de se tirer de leur situation pénible et par là leur avaient rendus des services inestimables. Toutes ces opérations avaient été faites sans frais généraux exagérés puisque ceux-ci ne s'élevèrent au total qu'à 34.515 fr. 14 contre 31.699 fr. 79 l'année d'avant, et, malgré les difficultés du moment,

les bénéfices nets avaient été encore assez importants pour que les réserves puissent profiter de versements plus élevés que dans le passé et monter de 56.893 fr. 86 à 100.367 francs. Il y a pourtant un grand pas à faire de ce côté car, nous le verrons dans la troisième partie de notre étude, c'est du chiffre des réserves que dépendra la vitalité de l'institution du crédit agricole mutuel lorsque l'heure des remboursements sera venue.

TROISIEME PARTIE

ÉTUDE CRITIQUE

Nous avons eu l'occasion au cours des deux premières parties de notre étude de mentionner quelques-unes des critiques que l'on a adressées à l'organisme du crédit agricole mutuel dont l'Algérie avait été dotée; les critiques auxquelles nous faisons allusions ne sont d'ailleurs pas les seules qui aient été formulées contre l'institution mutualiste et les reproches qu'on lui a adressés sont nombreux; ils peuvent rentrer dans deux catégories; les uns ont trait à l'organisation même des caisses, les autres à leur fonctionnement. Le but de cette partie de notre étude est d'examiner brièvement et d'apprécier à leur juste valeur les différents griefs que l'on a faits au crédit agricole mutuel aux deux points de vue que nous venons d'indiquer; nous tâcherons aussi de dégager de cet examen et de cette appréciation les principes dont, nous semble-t-il, il y aurait lieu de

s'inspirer pour arriver à un résultat meilleur encore en ce qui concerne cette question du crédit agricole si importante pour le développement économique de l'Algérie.

§ 1. — CRITIQUES RELATIVES A L'ORGANISATION
DU CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL

Nous avons vu dans un de nos précédents chapitres que l'on avait assez vivement attaqué le système adopté par le législateur d'avances sans intérêt faites au mouvement mutualiste. Ce système présente certes des inconvénients que nous ne pouvons pas ne pas reconnaître ; en premier lieu, en effet, il engage dans une certaine mesure la responsabilité pécuniaire de l'État ; celui-ci a été l'intermédiaire entre la Banque et l'agriculture dans la concession à cette dernière d'un prêt sans intérêt, et, de ce fait, il a en quelque sorte pris l'engagement, engagement moral tout au moins, de cautionner le débiteur ; dans ces conditions il devrait assurer à la Banque le maximum de garanties de remboursement d'une façon qui ne mettrait pas en cause ses propres deniers, il devrait trouver un moyen qui lui permettrait de ne pas supporter lui-même les pertes éventuelles, par exemple, il devrait en prélevant un léger intérêt sur l'avance consentie, constituer un fond de réserve

destiné à parer aux revers imprévus ; sa responsabilité pécuniaire personnelle vis-à-vis de l'établissement qui a fourni les fonds serait ainsi mise à couvert au moins dans une certaine mesure.

En second lieu, le fait de consentir aux régionales une avance sans intérêt a pour conséquence de diminuer aux yeux des prêteurs comme à ceux des emprunteurs le sentiment de la valeur du capital qui leur a été confié. Que va être pour la régionale un capital qui ne lui coûte à obtenir que la peine d'être demandé ; elle le dépensera sans compter, ne sentant pas peser sur elle le prix du service qui lui est rendu, et cette façon de procéder sans toute la prudence qui est nécessaire ne peut être que d'un effet nuisible sur le développement de l'institution dont elle vicie le fonctionnement et compromet les résultats. De son côté, l'emprunteur, caisse locale ou membre de celle-ci, n'aura pas du capital avancé sans intérêt par l'État la même idée que celle qu'il aurait d'un capital qui nécessiterait un sacrifice de la part de son prêteur ; il arrivera à considérer cette avance comme allant de soi et il finira même par trouver qu'elle devrait lui être faite à titre définitif sans obligation de remboursement, partant il n'aura pas beaucoup de scrupules à en disposer à sa guise comme d'un bien à lui propre, sans prendre les dispositions nécessaires au remboursement.

Une telle combinaison enfin a paru à quelques-uns

comme une négation du principe séculaire que le capital au même titre que le travail, doit avoir sa rémunération ; comme celui-ci il est un facteur indispensable de la production, et, comme tel, il doit avoir sa part dans la répartition des richesses. Ne pas la lui accorder, c'est, pour les adversaires du système de la gratuité des avances, faire prévaloir des tendances fâcheuses dont l'effet pour être encore lointain n'en sera pas moins considérable ; faire de l'État le pourvoyeur des caisses de crédit agricole, c'est pour eux une tendance au Socialisme d'État, c'est aller contre les principes fondamentaux de la propriété sur laquelle repose l'organisation sociale moderne.

Ce sont là des inconvénients du système adopté par le législateur et ils ne sont pas négligeables ; mais il ne faut pas non plus les exagérer et, d'autre part, les avantages que procure la gratuité des avances de l'État viennent largement contrebalancer ces vices que des considérations de moment et de lieux peuvent encore atténuer. En effet, les conditions dans lesquelles l'avance a été consentie sont essentiellement passagères et tiennent à des circonstances que nous avons signalées à diverses reprises : c'est uniquement pour franchir une période de formation, pour donner de l'impulsion au mouvement mutualiste dont les résultats pourraient être si féconds, pour lancer en un mot l'institution du crédit agri-

cole mutuel, que l'Etat a obtenu de la Banque de l'Algérie une avance pécuniaire, et l'importance peu considérable de la somme obtenue devrait encore contribuer à écarter toute idée de tendance au Socialisme d'État si son caractère essentiellement temporaire ne venait pas ruiner complètement cette manière de voir.

Quant aux avantages matériels du système, ils sont des plus manifestes ; en avançant en effet sans intérêt aux caisses régionales les fonds dont elles ont besoin, on leur permet de réduire au minimum le taux qu'elles consentent à leurs clientes, les caisses locales, pour leurs opérations d'escompte et tout le profit qu'elles tirent des opérations faites avec l'argent provenant des avances reste alors à leur disposition ; les locales à leur tour n'ont plus à rémunérer que le service qu'elles leur est rendu par la régionale sans que celui-ci soit grevé du prix du service rendu par l'État, elles peuvent dès lors consentir à leurs membres des taux avantageux sans cesser pour cela de prélever sur leurs opérations des bénéfices suffisants pour constituer des réserves. Il y a donc une économie sensible dans les charges des locales et cette diminution des frais nécessaires pour avoir de l'argent se traduit pour les colons par un abaissement appréciable du taux d'intérêt qui leur est consenti ; l'agriculture profite largement de cet état de choses et toutes ses demandes de capitaux peuvent recevoir satisfaction

sans entraîner des charges disproportionnées avec l'importance des services rendus : dans les cas où l'on devrait rémunérer chaque service rendu, les dépenses trop fortes qui en résulteraient pourraient effrayer des colons entreprenants mais désireux d'avoir la certitude de pouvoir tenir leurs engagements dans toute leur rigueur. Le système de la gratuité des avances de l'État ne nous paraît donc pas mériter les critiques qui lui ont été faites et c'est avec raison que le législateur l'a adopté.

Une autre critique que l'on a adressée à l'organisation de l'institution du crédit agricole mutuel est relative à la limitation à 5 0/0 du taux de l'intérêt à allouer aux parts ; hâtons-nous d'ajouter que ce n'est pas le quantum de ce taux qui a été critiqué, car il paraît très suffisamment élevé, mais c'est le principe même de la limitation et les conséquences qui en sont résultées ; de nombreuses caisses en effet, s'inspirant suivant elles de l'esprit de la loi, ont posé en règle que les parts souscrites ne recevraient aucune rémunération ; elles voyaient dans cette décision une conséquence exagérée sans doute de la mutualité, mais qui pouvait s'expliquer par l'idée qui préside au mouvement mutualiste, qui est de ne pas faire de profits directs ; d'autres encore, sans aller jusqu'à la suppression de tout intérêt, ont fixé très bas le taux à servir aux parts, croyant toujours se conformer par là aux intentions du législateur. Il est résulté de ces

Deux façons de procéder que la souscription des parts des sociétés de crédit agricole mutuel est devenue de plus en plus difficile car la plupart des capitalistes algériens n'ont pas voulu placer leurs fonds sans avoir l'espoir d'une rémunération suffisante ou sacrifier l'intérêt de leurs capitaux à une idée dont les résultats étaient incertains et ne les concernaient pas; il y a en effet dans un pays comme l'Algérie où le commerce et l'industrie, de même que l'agriculture, ont tant de progrès à accomplir, des manières si différentes, toutes également productives, d'employer des capitaux d'une façon certaine, que tous les fonds disponibles préfèrent aller dans ces entreprises plutôt qu'à une affaire de solidarité sociale dont le rendement est faible sinon nul.

Par suite le capital des sociétés de crédit agricole algériennes ne peut être que difficilement constitué et les versements effectués sur lui n'atteignent bien souvent que le quantum imposé par la loi pour l'existence de la société, Or, comme l'avance de l'État est en rapport avec les versements opérés sur le capital, l'institution a éprouvé une réduction sensible dans la masse des capitaux qui aurait dû être mise à sa disposition et cet état de choses a eu sur le mouvement des affaires un contre-coup des plus sensibles; les opérations des sociétés ont été dans une certaine mesure diminuées faute de fonds et d'autre part les bénéfices qu'elles ont réalisés ont été singulièrement

réduits par l'obligation où se sont trouvées certaines régionales de réescompter en banque, à des taux variés, pour se procurer de l'argent, les effets qu'elles avaient reçus de leurs locales ; enfin même certains colons n'ont pu voir satisfaire leurs demandes d'argent car les caisses avec lesquelles ils étaient en relations d'affaires ne voulaient pas se procurer des fonds auprès des établissements voisins.

Telles sont les graves conséquences qu'entraîne la limitation légale du taux d'intérêt à allouer aux parts composant le capital des sociétés de crédit agricole algériennes ; il serait donc préférable à notre avis pour faire disparaître ces inconvénients que le législateur supprime de la loi la restriction qu'il avait, dans une louable intention, apportée au quantum du taux d'intérêt ou tout au moins que les caisses se persuadent bien qu'elles ne sont pas en désaccord avec l'esprit de la loi lorsqu'elles rétribuent d'une façon modérée le capital engagé, par exemple lorsqu'elle lui fixe un taux égal à celui du loyer moyen de l'argent dans la région. Cette manière de voir tend dès à présent à se manifester mais il ne faudrait pas tomber dans l'excès contraire ainsi que tendent à le faire certaines régionales et fixer aux parts un taux d'intérêt égal au maximum légal.

On a encore reproché à l'organisation du crédit mutuel de ne pas prévoir un emploi pour les sommes qui lui sont attribuées, en attendant que le Gou-

vernement Général en ait disposé au profit des caisses de crédit ; la loi du 8 juillet 1901, en effet, après avoir mis à la disposition du Gouvernement pour être attribuées au crédit mutuel une somme de 3 millions et une redevance annuelle, ne s'est pas occupée de trouver à ces capitaux un emploi productif et ce manque de prévision a été cause que des sommes considérables représentant l'intérêt négligé et que l'on peut évaluer à plus de 500,000 francs ont été depuis le début perdues pour l'agriculture algérienne ; or elles auraient pu augmenter d'autant les ressources de l'institution et le résultat de cette augmentation de fonds aurait été très appréciable dans un pays où le besoin de capitaux se fait si souvent sentir.

Cette lacune de la loi est donc très critiquable mais elle peut dans une certaine mesure être excusée, car lorsque l'on crée de toutes pièces un organisme aussi complexe que celui que nous étudions, on ne peut de prime abord songer à tous les détails et ce n'est qu'à la longue que l'on voit apparaître les imperfections qu'il comporte ; c'est le fonctionnement seul de l'institution qui peut en faire apparaître les défauts (1).

1. Le décret beylical du 25 mars 1905 qui a doté la Tunisie d'une législation spéciale analogue sur le crédit agricole mutuel a tenu compte de cet oubli et l'a réparé ; c'est ainsi qu'il décide que les fonds momentanément inutilisés sur les ressources mises à la disposition du Gouvernement tunisien

La loi de 1901, en renvoyant à la loi de 1894 pour les formalités relatives à la constitution des sociétés de crédit agricole, présente encore un défaut appréciable, celui d'astreindre les fondateurs des sociétés locales à se former au préalable en syndicats ; cette constitution en syndicat est gênante pour ceux qui n'en comprennent pas l'utilité ; aussi, de fait, beaucoup de syndicats ont été simplement créés pour la forme, préalablement à une caisse de crédit et n'ont eu qu'une existence sur le papier, sans rendre aucun des services qu'on est en droit d'attendre d'eux. Il ne doit pas en être ainsi ; le syndicat et la caisse doivent se compléter mutuellement, mais ce devrait être une affaire d'appréciation des circonstances de savoir qui doit du syndicat ou de la caisse être créé en premier (1).

Un point qui nous paraît encore fournir matière à critique dans l'organisation prévue par la loi de 1901 concerne la limitation par le législateur des opéra-

seront employés en valeurs des États français et tunisien, productives de revenus et que ces revenus ainsi que les profits réalisés sur la revente des titres accroîtront le capital affecté au crédit mutuel.

1. Le décret beylical, encore en progrès sur la législation algérienne, s'est contenté de spécifier que les sociétés de crédit peuvent être constituées entre propriétaires, fermiers, métayers et tous industriels ou commerçants exerçant une profession connexe à l'agriculture.

tions que peuvent faire les caisses régionales ; l'article 2 de la loi ajoute, après avoir énuméré les opérations permises aux caisses régionales « toutes autres opérations leur sont interdites ».

La pensée qui pour nous semble avoir guidé le législateur dans cette limitation des opérations des caisses est simplement d'empêcher les opérations de spéculation. Aussi la restriction qu'implique l'article 2 nous paraît avoir été entendue d'une façon beaucoup trop étroite par certaines caisses lorsqu'elles ont décidé de ne pas sortir du texte strict de la loi ; l'énumération est bonne mais elle devrait être purement indicative et c'est ainsi que selon nous on devrait l'interpréter ; c'est l'expérience de chaque jour et les besoins nouveaux de l'agriculture qui seuls devraient déterminer le champ d'action de l'institution ; aussi la formule limitative employée par la loi devrait-elle être interprétée dans le sens le plus large sans que pour cela l'on cessât d'être d'accord avec l'esprit du législateur qui avait pour but de fonder une institution capable de rendre les plus grands services en matière de crédit agricole.

L'article 2, par sa teneur précise, a effrayé les agriculteurs algériens au point que dans certaines régions ils ont hésité à se servir de l'instrument mis à leur disposition, ou, sans aller jusqu'à cette extrémité, ont refusé par exemple une fois leur caisse constituée, d'escompter des warrants sous

prétexte que le texte de la loi ne parlait que des effets souscrits par les associés ; d'autres encore ont pensé que le réescompte de leur portefeuille leur était interdit et qu'ils ne pouvaient employer ce moyen pour se procurer les fonds qui leur manquaient ; les caisses qui ont adopté cette manière de voir n'ont eu à leur disposition que leur capital versé et les avances de l'État, ressources tout à fait insuffisantes pour assurer le mouvement d'affaires dont elles auraient été capables.

En agissant ainsi ces caisses ont poussé un peu loin le respect de la loi, elles s'en sont toutes tenues à la lettre et non à l'esprit. Il est vrai qu'en revanche d'autres régionales n'ont pas hésité à faire toutes les opérations qui leur paraissaient rentrer dans le cadre de la loi ou dans le programme du crédit agricole mutuel et n'ont pas tenu compte de la prohibition du législateur ; il peut paraître qu'il y ait eu alors violation de la loi, mais on ne saurait cependant à notre avis critiquer trop vivement cette manière d'agir ; bien qu'il soit fâcheux de n'être pas strictement en règle avec la loi, il n'est pas mauvais de créer des usages qui, si l'institution s'en trouve bien, seront sanctionnés dans la suite par le législateur.

§ 2. — CRITIQUES RELATIVES AU FONCTIONNEMENT
DU CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL

Les critiques que l'on a adressées au fonctionnement de l'institution du crédit agricole mutuel sont bien plus nombreuses encore que celles relatives à son organisation, et l'importance des lacunes qu'elles visent ou des errements qu'elles attaquent n'est pas sans influencer les résultats, néanmoins très appréciables encore, que l'on a constatés pendant les premières années d'existence des caisses régionales algériennes. Nous allons les passer en revue et en examiner la portée.

Tout d'abord, au point de vue de la direction on a vivement critiqué un fait qui se rencontre assez souvent dans les caisses algériennes, celui de l'identité de dirigeants pour régionales et locales, chaque fois du moins qu'une caisse locale unique est affiliée à une caisse régionale; dans ce cas on se trouve en présence de deux institutions de portée différente, dont les organisations devraient se compléter mutuellement et dont les manières de fonctionner devraient tendre à des résultats complémentaires, et ces deux institutions voient leur direction respective placée dans les mêmes mains. Comment alors va pouvoir se faire le contrôle que doit exercer la régionale sur la locale, comment les administrateurs

qui ont accepté ou refusé une chose dans l'une pourront-ils dans l'autre être appelés de nouveau à statuer en toute justice et en dernier ressort, sur les questions qui leur ont déjà été soumises. Il est de toute évidence que le contrôle que doivent exercer les caisses régionales sur les caisses locales ne peut s'exercer dans les conditions requises pour assurer un bon fonctionnement puisque contrôleurs et contrôles ne forment qu'un. De cette façon l'utilité, voire même la nécessité, du double degré que le législateur a reconnu indispensable, disparaît complètement. Ce n'est pas ainsi cependant que les Pouvoirs Publics, pas plus d'ailleurs que les promoteurs du mouvement mutualiste, avaient compris la chose, et l'esprit de la loi, à défaut de la lettre qui est muette sur ce point, se trouve totalement modifié. Dans notre colonie Nord-Africaine où l'on ne doit procéder en toutes choses qu'avec la plus grande prudence, où les insuccès ont une si grande répercussion, il est bon de s'assurer toutes les garanties possibles de réussite lorsque l'on entreprend de doter l'agriculture d'un instrument de crédit efficace, et, ce n'est pas en faisant disparaître, en fait tout au moins, l'un des rouages créés pour assurer son meilleur fonctionnement, que l'on peut arriver, en matière de crédit agricole, à éviter des mécomptes qui peuvent dans la suite être d'un grand poids dans les décisions à prendre et les créations à venir.

Il nous paraît donc inadmissible que la direction de la caisse régionale, agent de contrôle, soit composée des personnes qui, à un titre différent et à un autre degré, jouent dans la caisse locale le rôle d'appréciateurs de la demande de crédit ; adopter une telle organisation c'est enlever aux caisses régionales cette utilité que nous avons reconnue à sa juste valeur dans la deuxième partie de notre étude, c'est compromettre le bon fonctionnement de l'institution par les conséquences que peut entraîner le relâchement qui en résulte pour le contrôle. C'est ainsi que l'acceptation de valeurs n'offrant pas toutes les garanties de remboursement désirables pourra provenir d'un contrôle insuffisant, puisque unique, et entraîner pour les caisses, lorsqu'elles seront définitivement impossibles à recouvrer des pertes irréparables.

Un autre vice de fonctionnement, également très important, provient du système adopté par le législateur pour la répartition de l'avance aux colons, système qui ne fixe pas de règles précises ; il tient à un fait qui tend malheureusement à s'implanter de plus en plus dans le domaine économique, nous voulons parler de l'influence si néfaste de la politique. Cette influence mauvaise en effet se manifeste en s'aggravant chaque fois à toutes les étapes de la distribution des avances ; à chaque degré, répartition de l'avance aux régionales, mise de capitaux à la disposition des locales ensuite, aux membres de celle-ci

enfin, l'influence de la politique se manifeste et vient fausser dans une mesure appréciable les décisions à prendre. Certes la Commission de Répartition des avances au Gouvernement Général croit décider en dehors de toute question de partis, suivant des constatations faites avec tout le soin possible, après une appréciation des plus exacts des besoins et des circonstances. Mais en réalité les considérations invoquées par elle ne sont pas toujours celles qui font prévaloir certaines décisions; celles-ci ne correspondant pas toujours à une situation de fait et l'appui politique donné à certaines demandes d'avances, autant que les amitiés intéressées, tendent souvent à faire passer les unes avant d'autres dont la légitimité ne saurait être contestée mais qui en revanche n'ont que leur seule force pour réussir, ou tout au moins à faire accepter les unes dans toute leur étendue tandis que les autres subissent des réductions sensibles.

Cette façon de procéder suivant des considérations qui devraient demeurer tout à fait étrangères aux décisions prises se retrouve chaque fois plus accentuée à mesure que l'on avance dans la distribution du crédit; la caisse régionale en effet tient également compte des nuances politiques des membres qui composent ses locales ou de leurs relations pour la fixation de la cote de crédit de celles-ci et la distribution des avances, et à leur tour les locales font à leurs membres des conditions plus ou moins avan-

tageuses et plus ou moins faciles pour leurs opérations d'escompte suivant leurs opinions personnelles.

En dehors des facilités qu'elles accordent à quelques-uns de leurs membres, certaines caisses se trouvent encore entraînées, toujours pour des questions de partis, à consentir à certains clients des avances en disproportion avec la surface de crédit qu'ils présentent; c'est ainsi que parfois ni l'étendue de l'exploitation d'un colon, ni la façon dont il la dirige ne justifient le quantum de l'avance qui lui est accordée et c'est surtout alors que de tels engagements présentent des aléas considérables pour les caisses qui s'y laissent entraîner.

Il nous semble donc que dans ces conditions, les promoteurs du mouvement mutualiste comme ceux qui en ont assumé la direction ou la surveillance devraient s'efforcer d'empêcher le retour de pareils faits par la mise en vigueur des règles précises que le législateur n'a pas formulées, dont l'observation rendrait impossible les passe-droits et les abus que nous avons signalés. Certains pourraient s'en trouver lésés, mais l'institution dans son ensemble y gagnerait, ce qui est l'essentiel.

Outre cette tendance à favoriser certaines caisses plutôt que certaines autres dans la répartition des avances, on peut reprocher à la Commission du Gouvernement Général la parcimonie quelque peu exagérée dont elle a fait preuve dans la façon dont elle

a en général répondu aux demandes qui lui ont été présentées. Cette manière d'agir est d'ailleurs toute nouvelle, jusqu'en juin 1906 en effet il avait été de principe d'accorder largement aux régionales les sommes qu'elles demandaient et il y avait là, nous semble-t-il, une générosité bien comprise ; elle devait avoir en effet pour but de stimuler le développement de l'idée mutualiste car la possibilité de se procurer immédiatement des fonds et la crainte d'arriver trop tard pour en obtenir pouvaient décider les colons à se mettre rapidement en mesure de remplir les conditions auxquelles la concession d'une avance gratuite était subordonnée ; on pouvait donc espérer à bref délai voir surgir dans les différents centres algériens des groupements destinés à hâter la constitution conformément à la loi de sociétés de crédit agricole et désireux d'avoir leur part de l'avance qui dès le début semblait insuffisante pour faire face à tous les besoins de l'agriculture algérienne.

Mais en réalité les progrès de l'idée mutualiste ne sont plus actuellement aussi considérables que dans les premières années ; le champ du crédit agricole mutuel se trouve moins étendu qu'il le paraissait au premier abord, et, depuis 1905, un ralentissement considérable s'est produit dans la création de nouvelles caisses.

Malgré la crise économique intense qui a sévi en Algérie comme en France sur les agriculteurs, notam-

ment sur les propriétaires viticoles, malgré le besoin urgent de capitaux qui en est résulté pour les colons, les créations sont devenues de plus en plus rares ; et c'est pourquoi la Commission de Répartition, devant cet arrêt sensible du développement de l'institution, quant au nombre des caisses tout au moins, a cru bon de réserver les droits des régions dans lesquelles le mouvement mutualiste n'avait pas encore pénétré. Certes cette façon de procéder ne nous semble pas condamnable en elle même, bien qu'en contradiction avec l'attitude tout d'abord adoptée et qui avait pour conséquence de favoriser les premières caisses créées au détriment de celles à venir ; mais il ne faudrait pas cependant que la Commission pense qu'elle aura chaque année jusqu'à la date fixée pour le remboursement de nouvelles caisses à doter ; nous avons vu par l'étude du développement de l'institution que la plus grande partie de la besogne était faite, que les caisses régionales et leurs locales affiliées étendaient leur action sur une grande partie du territoire algérien, sur un nombre de communes et de centres de colonisation très appréciable ; partant il y a de moins en moins d'espoir de voir encore augmenter dans une proportion notable le nombre des caisses de crédit agricole. Certes, si l'on se borne à jeter les yeux sur une carte de l'Algérie, à rechercher sur cette carte les centres qui possèdent des caisses et à délimiter la zone d'influence de

celles-ci, on s'aperçoit qu'un certain nombre de points des départements algériens, chefs-lieux d'arrondissements ou de cantons, sont totalement dépourvus d'une organisation de ce genre ; c'est par exemple le cas pour les centres de Tizi-Ouzou, Aumale, Alfreville, Ténès dans le département d'Alger, pour l'arrondissement de Mascara dans le département d'Oran, et celui de Batna dans la province de Constantine.

De la constatation de ces « lacunes » à en conclure que les résultats obtenus ne sont pas complets il n'y a qu'un pas. Mais il ne faut pas s'en tenir aux apparences ; l'on devrait remarquer avant de tirer une telle conclusion que les centres qui sont dépourvus de caisses de crédit ne sont pas des centres agricoles, ce sont surtout des centres administratifs ou commerciaux, des points stratégiques, ne groupant qu'un très petit nombre de colons ; dans ces conditions il est évident que la mutualité agricole ne pouvait y faire de grands progrès et l'on n'est pas en droit de conclure pour cela que l'œuvre mutualiste présente encore de grandes lacunes dans son développement ; en outre, dans certaines régions où la richesse est considérable, la fortune des propriétaires les dispense d'avoir recours aux avantages de la mutualité et leur permet de se passer de l'aide que procurent les caisses régionales ; enfin dans d'autres régions la mutualité ne saurait encore lutter contre des établissements de crédit, banques ou comptoirs,

dont l'existence remonte à des dates éloignées et avec lesquels le plus souvent les colons se trouvent depuis longtemps engagés dans une mesure variable ; ce n'est que lorsque le crédit mutuel aura fait ses preuves, que lorsqu'il aura tout à fait gagné la confiance du colon que peut-être celui-ci se sentira de force à secouer le joug toujours plus onéreux de l'établissement avec lequel il est en compte pour bénéficier de tous les avantages que lui conférerait l'institution des caisses de crédit mutuel. C'est une question d'éducation compliquée d'une question de circonstances qui peut demander un certain temps avant d'être solutionnée.

Dans ces conditions on ne devrait pas, dans l'attente de la fondation très improbable d'ailleurs d'un grand nombre de nouvelles caisses régionales, priver d'une partie des ressources qui leur sont dues celles qui depuis leur création ont donné des preuves de leur action bienfaisante et ont par leur magnifique mouvement d'affaires renversé les critiques qui avaient été formulées contre leur vitalité. Les caisses régionales existant actuellement dans la colonie n'ont qu'à pousser leurs ramifications, c'est-à-dire aider à la création et à l'affiliation de nouvelles caisses locales dans les régions agricoles non encore gagnées au mouvement. Elles compléteront ainsi le réseau déjà fort beau qu'elles constituent pour l'instant ; elles mettront en un mot l'œuvre en situation de rendre

à l'agriculture les services espérés par tous les colons ; conduisant ainsi à bonne fin l'entreprise, c'est elles seules qui doivent bénéficier des avantages que l'État leur fait, c'est elles seules qui doivent recevoir la totalité des avances d'autant plus que c'est de l'importance de celles-ci que dépendent leur développement et celui de leurs affiliées.

On a encore reproché aux caisses de crédit agricole en général, à leurs débuts du moins, de distribuer un crédit manquant d'élasticité ; c'est là un fait incontestable car le principe mutualiste tend à établir entre les associés une égalité de droits qui ne tient aucun compte des cas particuliers, et il en résulte une situation de fait qui peut paraître étrange mais qui n'est pas toujours sans avantages. Quel que soit le client souscripteur du billet en échange duquel des fonds sont avancés, qu'il offre, au point de vue du remboursement, des garanties plus ou moins grandes pourvu qu'elles soient suffisantes, la caisse, une fois qu'il est admis à l'escompte, ne lui fait aucune concession particulière quant au taux de l'intérêt qu'elle lui consent ni quant au maximum de crédit qu'elle lui accorde ; il y a pour tous les associés certaines règles imposées par les statuts auxquelles il ne peut être transgressé pour quelque cause que ce soit. Il peut être regrettable dans certains cas de voir la même cote de crédit accordée à un grand ou à un petit propriétaire, à un colon dont la situation de

fortune est manifestement supérieure à celle d'un autre ou dont les ressources de toutes natures sont considérables, mais cette façon rigoureuse de procéder pour la répartition du crédit est nécessaire pour éviter des abus qui, s'il en était autrement, ne manqueraient pas de se produire à chaque instant et en fait se produisent, nous l'avons vu, sous des influences extérieures dans les caisses qui ont cessé de pratiquer cette manière d'opérer ; il dépend alors souvent des relations d'un colon avec les membres du comité d'escompte de la caisse de son arrondissement que des effets d'une valeur considérable souscrits par lui soient acceptés et des avances équivalentes consenties tandis que d'autres, dans les mêmes conditions de sécurité se trouvent écartés sous des prétextes variés ou tout au moins subissent une réduction sensible. D'autre part, fixer un maximum de prêts ne paraît pas être en soi-même un fait reprochable car l'institution du crédit mutuel encore à ses débuts en Algérie est obligée de marcher avec d'autant plus de prudence que le terrain sur lequel elle fonctionne est moins connu d'elle et se trouve semé de pas mal d'insuccès.

Or il est indispensable pour assurer définitivement et solidement l'institution que ses débuts ne soient pas marqués par des mécomptes, fussent-ils localisés et passagers, qui ne manqueraient pas de se produire si on ne prenait pas toutes les pré-

cautions nécessaires pour en atténuer les effets.

Lorsque l'éducation des colons en matière de crédit agricole sera faite, lorsque l'institution de crédit mutuel bien connue et appréciée aura derrière elle de longues années d'existence et de prospérité, lorsque les caisses régionales en outre auront une longue pratique de fonctionnement et auront accumulé des réserves suffisantes pour pouvoir se lancer sans crainte de succomber en route dans une voie plus hasardeuse, alors seulement elles pourront se départir de la rigueur avec laquelle la plupart d'entre elles distribuent actuellement le crédit, alors seulement elles pourront faire profiter dans une plus large mesure des capitaux disponibles, suivant les circonstances et suivant ceux qui y feront appel, la population agricole si laborieuse de notre empire colonial Nord-Africain. Et encore ne faudra-t-il pas que leurs administrateurs se laissent aller à subir des influences extérieures qui pourraient entraîner, comme nous l'avons fait remarquer, des conséquences désastreuses pour la vitalité de l'institution.

C'est d'ailleurs ainsi que commencent à agir les plus anciennes caisses algériennes ; elles développent graduellement le chiffre de leurs opérations au fur et à mesure de leur connaissance de la situation de leurs adhérents et telle caisse qui fixait autrefois le maximum de prêts à 1.000 francs le relève maintenant à 2.000 francs pour satisfaire tel de ses mem-

bres dont les exploitations sont plus importantes que celles de la majorité des associés et dont la surface de crédit est plus considérable ; ce faisant elles donnent de la souplesse à un organisme qui jusque-là en manquait, elles l'adaptent exactement aux services en vue desquels il a été constitué. Elles n'ont seulement qu'à se mettre en garde contre les concessions de crédit trop fortes qu'elles pourraient être sollicitées d'accorder à certains de leurs membres, et c'est une question d'administration qui ne relève que d'elles avant d'encourir le jugement de l'opinion publique.

Nous avons eu l'occasion au cours de notre étude de critiquer à différentes reprises le taux adopté par certaines caisses régionales qui escomptent le papier des locales à un taux inférieur à celui pratiqué par les autres établissements financiers. Cette façon d'agir a des conséquences graves qui n'ont pas manqué d'être signalées dans les différents rapports adressés chaque année par le ministre de l'Intérieur au Président de la République sur le fonctionnement des caisses régionales de crédit agricole mutuel en Algérie. « Ainsi, dit le rapporteur de 1906 en faisant allusion à cette question, les caisses de crédit se privent de la faculté de réescompter leurs valeurs dans des conditions avantageuses et limitent l'importance des services qu'elles peuvent rendre. »

Ce reproche nous paraît fondé dans les résultats

qu'entraîne cette manière d'agir, mais si l'on suit l'opération de crédit agricole jusqu'au colon emprunteur, si on l'envisage en dehors de son rapport avec la régionale, on s'aperçoit que la perte entrevue n'est que relative et peut améliorer considérablement une situation donnée. Prenons, par exemple, une caisse qui prête à ses locales à 3 1/2 0/0 et réescompte en banque à un taux supérieur, soit 4 1/2 0/0, il est certain qu'elle est en perte de 1 0/0 pour la partie de son portefeuille qu'elle repasse à ce prix aux établissements financiers, et que si elle élève son taux à ce prix elle cessera de subir cette perte de 1 0/0 ; mais alors ce sera la caisse locale qui verra son bénéfice diminué de 1 0 0 car ce n'est pas l'emprunteur qui subira la majoration d'intérêt, empruntant déjà au taux d'usage, 5 à 6 0/0 suivant la région. Or, quelle est la plus intéressante, de la caisse régionale qui n'est qu'un organe supplémentaire dans la distribution de crédit, ou de la caisse locale qui en est la cellule constitutive et nécessaire et qui, en cas d'insolvabilité d'un de ses membres, est garante de celui-ci vis-à-vis de la régionale ? C'est évidemment la caisse locale et par conséquent c'est elle qui doit tirer le plus gros bénéfice de l'opération entreprise, alors même que la régionale devrait éprouver une perte légère lorsqu'elle serait amenée à se procurer de l'argent auprès des banques de la région.

L'essentiel, pour qu'il n'y ait pas de perte réelle pour l'institution c'est que le taux consenti aux colons ne soit pas inférieur à celui du réescompte en banque : alors seulement il y aurait perte sèche car le profit tenant à la différence entre les taux ne se retrouverait plus ni dans l'une ni dans l'autre.

Quant à limiter les services qu'elles rendent, l'abaissement exagéré du taux d'escompte des régionales n'aura cette conséquence que dans le cas où il n'y aurait pas une juste proportion entre le capital, les avances de l'État et le crédit en banque ; dans ce cas en effet une perte provenant d'une différence d'intérêts perçus et payés, fût-elle minime, pourrait gêner le mouvement d'affaires d'une caisse dont les fonds de roulement seraient peu considérables : ce dernier reproche ne s'applique donc que partiellement et momentanément et il n'aura plus du tout de raisons d'être lorsque les ressources des différentes caisses auront pris un plus grand développement.

A propos des ressources dont disposent les régionales, on a reproché à certaines caisses de crédit agricole mutuel de restreindre celles qu'elles pourraient avoir en refusant les dépôts en compte courants ou à terme que voudraient effectuer des colons qui, après une vente de récoltes ou de bestiaux se trouveraient en possession de capitaux importants (1). Ce

1. Rapport au ministre de l'Intérieur.

reproche n'est nullement fondé ; ce ne sont pas en effet les caisses algériennes qui refusent les dépôts qui pourraient être ainsi effectués, mais ce sont les déposants eux-mêmes qui refusent de laisser aux caisses la disposition de leurs capitaux ; l'institution du crédit agricole mutuel en Algérie ne leur paraît pas encore en effet suffisamment assise pour leur inspirer la confiance nécessaire à l'abandon entre ses mains de leur épargne si péniblement amassée ; elle n'a pas encore donné assez de preuves de solidité, de vitalité, pour attirer les fonds des capitalistes qui d'autre part ne sont pas en peine de trouver des placements aussi certains et aussi avantageux, sinon plus, dans les diverses entreprises qui surgissent de toutes parts dans la colonie.

D'ailleurs, à tout prendre, il vaut mieux pour les caisses régionales refuser les dépôts que les accepter ; si cette dernière façon de procéder leur permet de se rendre plus indépendantes vis-à-vis des établissements financiers auxquels elles auront recours dans de moindres proportions, de faire fructifier l'épargne du pays tout en gardant pour elles un bénéfice encore appréciable, elle présente en revanche le danger de les exposer à se voir privées en peu de temps des ressources ainsi obtenues ; une année mauvaise qui aura empêché les rentrées de fonds de se produire au moment voulu et aura par suite forcé les colons à retirer l'argent qu'ils avaient mis de côté

pour faire face à cette éventualité et recommencer leurs travaux malgré leur insuccès, sera la cause du retrait de tous les dépôts, ce qui ne manquerait pas de plonger les caisses dans un grand embarras.

Or les événements calamiteux ne sont pas rares en Algérie ; sécheresse, inondations, sauterelles, méventes, viennent souvent compromettre les résultats d'une année d'efforts. Certes la colonie entière ne se trouve pas atteinte du même coup, tous ses produits ne lui font pas défaut à la fois, mais des étendues considérables de terrains peuvent se trouver dévastées et les propriétaires des régions atteintes doivent faire appel aux ressources qu'ils s'étaient ménagées. Les régionales qui auraient engagé les fonds déposés dans leurs opérations habituelles — opérations à longue échéance nous l'avons vu — ne pourraient que très difficilement et avec de grosses charges faire face à leurs engagements à vue ou à terme, et ce serait peut-être un coup fatal qui leur serait porté.

Il ne nous paraît donc pas des plus prudents que les caisses régionales en principe reçoivent des dépôts remboursables, toutefois nous devons reconnaître qu'une certaine catégorie de régionales pourrait peut-être, à notre avis, accepter sans danger des dépôts en comptes courants ou à terme, nous voulons parler des caisses départementales ; en effet, par suite de la diversité des régions sur lesquelles elles étendent leur champ d'action, par suite aussi des facilités

qu'elles trouvent auprès des établissements financiers pour se procurer de l'argent, elles donneraient moins de prises à une crise aboutissant à la ruine de l'institution mutualiste.

En dehors de ce remboursement des dépôts auxquelles doivent se préparer les caisses régionales qui adoptent cette façon de se procurer des ressources, il est un remboursement plus important encore qu'elles ne doivent pas oublier non plus, nous voulons parler de celui des avances consenties par l'Etat en exécution de la loi du 8 juillet 1901. L'éloignement de l'échéance, la probabilité d'une prorogation indéfinie de ces avances et la quasi impossibilité où se trouverait le crédit agricole mutuel de fonctionner en leur absence, ne doivent pas être autant de motifs de ne pas se mettre en état de faire face à cette éventualité; certes il y a en Algérie un concours de circonstances qui demande de prolonger pendant longtemps encore et même probablement d'accroître le concours financier prêté par l'Etat aux institutions de mutualité agricole; c'est là le côté économique de la question et nous en avons vu l'intérêt, mais au point de vue juridique il y a un engagement formel qu'il faut tenir quelles qu'en puissent être les conséquences; le crédit mutuel s'est engagé à rembourser à l'Etat les avances reçues au terme du contrat qui lie ce dernier à la Banque de l'Algérie, c'est-à-dire en 1920, il doit donc ne pas

manquer à cette promesse ; peu importe que dans la suite, le crédit mutuel ne puisse plus remplir sa mission, du moment qu'une question de remboursement à échéance déterminée est en jeu, il faut qu'elle soit réglée au moment fixé. D'ailleurs cette régularité à remplir leurs engagements pourra peut-être amener l'État à prolonger aux caisses régionales le bénéfice qu'il leur a concédé en 1901 ; les résultats satisfaisants qui en sont provenus pourront lui donner l'idée de permettre à l'institution d'accoltre encore ses bienfaits en lui laissant en outre des ressources à elles propres les moyens que la banque lui avait primitivement accordés.

Quoi qu'il en soit donc, il faut que dès à présent les caisses régionales se préoccupent de cette question du remboursement et trouvent une façon de la solutionner.

En France la Commission de Répartition des avances de la Banque a pris en 1905 une décision de principes qui renferme une solution au problème ; elle a décidé qu'elle n'accorderait que des renouvellements partiels aux avances qui sont légalement consenties pour une durée maxima de cinq ans, sauf renouvellements, et qu'elle réclamerait chaque année, ou tous les cinq ans, des remboursements proportionnés autant que possible aux réserves accumulées et susceptibles d'amortir la dette en 1920.

Cette solution ne nous semble pas des meilleures

car elle prive le crédit agricole mutuel d'une partie des fonds dont il devrait disposer entièrement et rend improductifs les fonds ainsi retirés à moins cependant qu'un développement considérable de l'institution ait nécessité leur réemploi immédiat, la rentrée et la sortie continuelles de sommes importantes dont le total n'atteint pas le montant de l'avance et de la redevance aura en dehors de ce cas rendu certainement indisponible une bonne partie des capitaux mis à la disposition du crédit mutuel pour favoriser son développement et ce ne peut être qu'un fait très regrettable.

A cette solution proposée par la Commission de Répartition de France nous préférons — et en cela nous sommes en conformité de vues avec M. Pasquier Bronde, directeur de la caisse régionale d'Alger — une solution qui consisterait à laisser aux régionales jusqu'en 1920 la jouissance des avances dont elles bénéficient, à cette seule condition, qu'elles prendront les mesures nécessaires pour en assurer le remboursement intégral à la dernière échéance ; cette solution d'autre part ne devrait être adoptée qu'au cas bien entendu où les fonds disponibles ne seraient pas tous distribués, de façon à ce qu'une caisse nouvellement créée ne puisse se trouver dépourvue en totalité de ressources par le fait même de sa création tardive. Le remboursement anticipé partiel ou total n'interviendrait alors que comme

sanction à l'égard des caisses qui ne prendraient pas les mesures suffisantes de remboursement ou dont la gestion pourrait compromettre ce même remboursement.

Cette manière de solutionner la question du remboursement des avances de l'État nous conduit à parler des mesures que prennent dès à présent les caisses algériennes pour se mettre en état de continuer leurs opérations de crédit lorsque sera venu le moment de rendre à la Banque l'avance qu'elle a consentie. Ces mesures consistent dans le versement annuel aux fonds de réserve de tous les bénéfices nets produits par leurs opérations, c'est là une façon d'agir qui semble en théorie tout au moins, devoir produire des résultats excellents, mais en réalité, ces fonds de réserves sur lesquels on fonde tant d'espérances ne justifient pas quant à présent du moins l'espoir qu'on a de les voir dans la suite tenir le rôle que jouent actuellement les avances de l'État; ils ne s'élevaient en effet au 1^{er} janvier 1907 qu'à la somme de 100.367 francs somme vraiment peu importante si l'on envisage les besoins considérables de l'institution mutualiste. Il est vrai que les capitaux ainsi mis de côté étaient en augmentation sensible sur ceux dont les régionales disposaient au 31 décembre 1905, époque à laquelle ils n'atteignaient que 56.894 francs seulement, et que cette progression a beaucoup de chance de continuer; les caisses agrico-

les en effet, depuis deux ou trois ans ont compris la nécessité où elles se trouvaient de se ménager le moyen de poursuivre leur œuvre lorsqu'elles seront réduites à leurs seules ressources, aussi s'efforcent-elles maintenant et davantage chaque année de verser à leurs réserves les sommes les plus élevées possibles : dans ce but louable la plupart d'entre elles ont augmenté le taux d'intérêt consenti à leurs membres et par là se sont procuré des bénéfices nets plus importants ; tout fait donc présumer qu'elles ne s'écarteront plus maintenant de cette manière d'agir dont elles sentent pleinement tout l'avantage et qu'elles arriveront ainsi à se procurer des réserves assez importantes.

Nous avons vu dans un de nos précédents chapitres que quelques-unes des caisses régionales faisaient à leurs locales des avances pour fonds de roulement et nous avons eu l'occasion d'apprécier en passant cette manière d'agir ; nous devons maintenant nous y arrêter un peu plus car ce système n'est pas sans inconvénients et on ne saurait trop les faire ressortir. En premier lieu, comme nous le faisons remarquer plus haut, cette façon de procéder empêche les capitaux avancés par la régionale de rendre tous les services qu'ils seraient en état de procurer ; en effet, ils peuvent rester inemployés entre les mains des caisses locales qui les ont reçus sous forme d'avances directes et par là ils se trouvent sans utilité

aucune pour l'agriculture, de plus ils constituent alors une charge pour la caisse de crédit qui en bénéficie ; elle paye en effet un intérêt variable, mais en général toujours appréciable, à la régionale qui lui fait ainsi une avance de fonds, et ne tirant pas de profit de cet argent dont elle n'a pas l'emploi constant, soit à raison de la situation financière de la région qui dispense les colons d'avoir recours au crédit mutuel, soit parce qu'elle ne peut déposer en banque ses capitaux disponibles, la caisse locale se trouve en perte de la somme entière qu'elle doit payer à la régionale qui lui a fait avance.

Si on totalise donc les sommes ainsi mises à la disposition des locales et si l'on tient compte de la partie de ces capitaux qui ne sont pas momentanément utilisés par elles, on voit que l'intérêt des caisses, intérêt qui est également celui de l'agriculture, est plutôt de laisser tous les capitaux recueillis à la disposition des régionales qui peuvent le cas échéant leur trouver plus facilement un emploi passager et avantageux en attendant que le moment soit venu d'en faire usage au profit des locales.

Nous arrivons maintenant à une critique que l'on a souvent formulée contre le fonctionnement du crédit mutuel, c'est celle qui a pour objet le manque de contrôle sur l'emploi des fonds prêtés aux Caisses locales ; lorsque celles-ci en effet ont reçu de leurs régionales une avance directe pour fonds de roule-

ment elles se trouvent en fait en avoir la libre disposition et rien ne peut les empêcher d'utiliser comme bon leur semble les fonds prêtés ; l'argent une fois sorti de la caisse de la régionale pourra être employé de façons diverses à des opérations toutes autres que des opérations de crédit agricole, sans que la régionale puisse intervenir et empêcher un emploi plutôt qu'un autre. Bien plus, il lui est même tellement difficile, pour ne pas dire impossible, de déclarer après coup avec preuves à l'appui que l'argent avancé a été employé d'une façon différente de celle prévue, par exemple à faire du commerce et de l'industrie, qu'elle ne peut que dans des cas très rares, refuser dans la suite d'une nouvelle avance à la caisse qui la sollicite sous le prétexte que la première a été employée contrairement aux conditions dans lesquelles elle avait été consentie. De cette difficulté du contrôle de l'emploi de l'avance, il résulte que des pertes assez sensibles ont été éprouvées par les régionales qui n'ont pu empêcher leurs locales d'engager les fonds prêtés dans certaines affaires qui auraient dû rester complètement étrangères à leur champ d'action ; elles ont été amenées à subir des délais pour le remboursement des avances consenties et même parfois ont dû renoncer à rentrer dans leurs fonds. Il est évident qu'un contrôle sérieusement organisé pourrait empêcher ces résultats de se produire, mais il est difficile à organiser dans des conditions accep-

tables, à raison du rouage compliqué qu'il nécessiterait, et tous les essais que l'on a faits en ce sens depuis les débuts n'ont pas le plus souvent donné des résultats correspondant aux sacrifices supportés par les caisses qui les avaient tentés.

Cette question du contrôle de l'emploi des avances et des frais qu'il entraîne se trouve en connexité avec une autre question qui prend chaque année une importance plus considérable ; il est en effet à remarquer que pendant les derniers exercices les frais généraux des caisses régionales sont allés constamment croissant ; cela n'aurait rien d'étonnant s'ils étaient restés en proportion avec le mouvement d'affaires, mais il n'en est pas ainsi du moins pour la plupart des institutions de crédit mutuel et le tant 0/0 que nous signalions et que nous nous félicitons de rencontrer dans la deuxième partie de notre étude tend à augmenter chaque année, la proportion entre le total des frais et le mouvement global d'affaires s'accroît sensiblement ; il semble que le dévouement à l'idée mutualiste n'est pas aussi grand que dans les débuts et les personnes qui tout d'abord avaient pris la chose en mains dans son intérêt à elle, se mettent de plus en plus à y chercher le leur propre ; d'un autre côté, à mesure que se développe l'institution, des rouages plus nombreux sont nécessaires et le fonctionnement en devient plus coûteux. S'il fallait donc encore organiser un contrôle vraiment efficace sur

l'emploi des sommes avancées, les frais généraux des caisses déjà suffisamment élevés se trouveraient encore accrus par les dépenses qu'il nécessiterait et seraient en disproportion avec les services effectivement rendus. Il faut par conséquent se borner pour le moment à souhaiter que les locales mettent elles-mêmes plus d'exactitude à observer les conditions dans lesquelles des avances directes leur ont été consenties si elles veulent s'en voir accorder la continuation ; c'est d'elles seules que dépendent de meilleurs résultats.

Les heureux résultats des premiers exercices ont entraîné les administrateurs des caisses à étendre les opérations effectuées par leurs institutions et les ont conduits petit à petit à consentir à certains agriculteurs des ouvertures de crédit considérables alors que les règles de la prudence la plus élémentaire auraient dû les empêcher d'agir de la sorte ; les opérations en vue desquelles ces crédits étaient consentis furent en effet faites juste au moment où commença la crise qui sévit depuis deux ans en Algérie sur les propriétés rurales, aussi leurs résultats plutôt médiocres ont-ils eu un contre-coup funeste sur le développement des affaires de certaines régionales et le chiffre de leurs opérations ; elles les ont engagées pour la plupart dans une mesure assez large, car à la suite de prêts en billets à des emprunteurs n'ayant pas de ressources autres que les produits de leurs

propriétés, un grand nombre de caisses se sont vues dans l'obligation de consentir aux souscripteurs des renouvellements de plus en plus fréquents par suite de l'impossibilité où se trouvaient ceux-ci de rembourser à l'échéance convenue les sommes avancées par là le crédit mutuel s'est vu privé d'une partie de ses ressources qui auraient pu servir à d'autres opérations. La mévente des récoltes ou la médiocrité des rendements ne permettaient pas en effet aux colons de payer leurs dettes tout en conservant par devers eux de quoi entreprendre une nouvelle campagne sans recourir à la prolongation des prêts qui leur avaient été consentis. Certes les renouvellements accordés en conséquence de l'état de choses que nous avons mentionné présentent l'avantage de permettre aux agriculteurs qui y ont recours d'attendre que des cours meilleurs ou des récoltes plus abondantes viennent les tirer de la situation pénible que leur crée une mauvaise année, certes ils assurent aux caisses qui en usent la possibilité d'un remboursement intégral qu'une réalisation hâtive de leurs créances et une poursuite judiciaire pourraient compromettre, mais en revanche ils entraînent des immobilisations de fonds qui privent pour longtemps les régionales d'une partie de leurs moyens d'action propres et les mettent dans l'obligation de recourir au réescompte de leur portefeuille si elles tiennent à continuer leurs opérations comme par le passé ;

ce faisant les caisses renoncent, nous l'avons vu, à une part assez forte des bénéfices qu'elles auraient réalisés et par là se mettent dans l'impossibilité de constituer rapidement ces réserves dont nous avons montré la pressante nécessité; les établissements de crédit en escomptant le portefeuille des régionales à un taux élevé, parfois même supérieur à celui prélevé par elles dans leurs opérations avec les locales prennent pour eux le profit de l'opération dans laquelle les régionales n'ont plus été en quelque sorte que les intermédiaires.

Il nous semble donc que les caisses du crédit mutuel algériennes, dans ces conditions, ne devraient plus se départir d'une extrême prudence dans leurs concessions de crédit surtout lorsque des circonstances économiques comme celles de ces dernières années viennent aggraver la situation financière des colons et rendre probable une grande lenteur à se libérer des engagements contractés. Les services qu'elles rendraient encore n'en seraient pas moins considérables et elles prêteraient moins de prise aux critiques qu'on leur adresse à ce sujet.

Tels sont les principaux reproches que l'on a adressés à l'institution du crédit agricole mutuel en Algérie tant au point de vue de son organisation qu'au point de vue de son fonctionnement; leur portée respective est variable; mais ils ont eu dans l'ensemble

sur la situation des caisses des effets que l'on ne peut pas ne pas reconnaître et qu'il serait utile de faire disparaître ou tout au moins d'atténuer dans une large mesure et cela ne nous paraît pas impossible ainsi que nous croyons l'avoir démontré.

CONCLUSIONS

Nous avons vu au cours de notre étude les progrès remarquables qui ont été accomplis en Algérie en matière de crédit agricole grâce à l'institution du crédit mutuel dont nous avons étudié le mécanisme et le fonctionnement. L'agriculture algérienne, qui jusqu'en 1901 s'était souvent trouvée dans une situation pénible au point de vue ressources financières, malgré les tentatives différentes qui avaient été faites pour lui procurer un crédit régulier et facilement accessible, se trouve maintenant en possession d'un « instrument de crédit » efficace, fonctionnant avec régularité et permettant dans un grand nombre de cas à ceux qui y ont recours de supporter les crises, si fréquentes et si violentes parfois, qui sévissent dans notre colonie du Nord de l'Afrique, puis de recommencer, une fois le moment pénible passé, les travaux qui doivent les mettre à nouveau en état de recueillir d'abondantes récoltes et de réaliser des

bénéfices capables de les libérer des engagements contractés.

Les chiffres que nous avons cités dans la deuxième partie de cette étude, plus éloquents que des considérations générales, nous ont montré combien les services rendus aux colons algériens, par suite à la colonie toute entière, avaient été considérables en valeur pendant la période 1901-1907 et quelles espérances on en pouvait concevoir pour l'avenir. Certes tout n'est pas encore parfait dans l'organisme de crédit mutuel tel que nous l'avons étudié, et nous avons eu l'occasion de signaler les vices ou les imperfections que présente le système adopté par le législateur pour la distribution du crédit aux populations rurales. Mais ces vices, ces imperfections, ne sont pas nécessairement inhérents au crédit mutuel, ils n'en sont pas des résultats forcés, et maintenant qu'un fonctionnement assez long les a fait ressortir, maintenant que l'expérience a montré où était la source du mal et mis en face le remède à ce mal, tout fait prévoir qu'ils ne tarderont pas à disparaître et l'institution mutualiste ainsi améliorée continuera à rendre aux cultivateurs des services toujours plus grands et mieux appropriés à leurs besoins. Il ne reste plus maintenant qu'une question de mise au point d'un « instrument » délicat et elle ne peut tarder à être réglée pour le plus grand profit des colons et de notre colonie. Tel qu'il fonctionne cependant, le système de la

loi de 1901 rend encore des services assez appréciables pour qu'un très grand nombre d'agriculteurs y aient recours.

Ainsi le législateur est arrivé aujourd'hui à la réalisation en Algérie d'une œuvre sérieuse, utile, vraiment nationale car comme le disait si éloquemment M. Méline à la tribune de la Chambre des députés dans la séance du 16 juin 1892 :

« Organiser le crédit agricole, c'est porter la production du sol français à son maximum de puissance ; c'est faire sortir du sol de notre pays les millions qui y sont enfouis ; c'est donner de la confiance à nos campagnes, arrêter cette émigration des populations rurales vers les villes qui fait une concurrence redoutable à nos ouvriers ; c'est mettre à la disposition des consommateurs une masse énorme de produits dont le bon marché ira toujours croissant ; c'est assurer à notre budget par le développement de la richesse publique, les ressources certaines de plus-values assurées, c'est rendre enfin, un immense service au marché des capitaux si souvent en désarroi en les reportant vers leur véritable destination qui est de féconder le travail, c'est arracher du gouffre de la spéculation l'épargne des travailleurs pour l'employer à leur profit ».

LÉGISLATION

relative

A L'ORGANISATION DU CRÉDIT MUTUEL AGRICOLE

*Loi du 21 mars 1884 sur les Syndicats
professionnels.*

ARTICLE PREMIER. — Sont abrogés la loi des 14-27 juin 1791 et l'article 416 du Code pénal.

Les articles 291, 292, 293 et 294 du Code pénal et la loi du 10 avril 1834 ne sont pas applicables aux syndicats professionnels.

ART. 2. — Les syndicats ou associations professionnelles même de plus de vingt personnes exerçant la même profession, des métiers similaires, ou des professions connexes concourant à l'établissement de produits déterminés, pourront se constituer librement, sans l'autorisation du gouvernement.

ART. 3. — Les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des inté-

rêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles.

ART. 4.— Les fondateurs de tout syndicat professionnel devront déposer les statuts et les noms de ceux qui, à un titre quelconque, seront chargés de l'administration ou de la direction.

Ce dépôt aura lieu à la mairie de la localité où le syndicat est établi, et à Paris, à la préfecture de la Seine.

Ce dépôt sera renouvelé à chaque changement de la direction ou des statuts.

Communication des statuts devra être donnée par le maire ou le préfet de la Seine au procureur de la République. Les membres de tout syndicat professionnel chargés de l'administration ou de la direction de ce syndicat devront être Français et jouir de leurs droits civils.

ART. 5. — Les syndicats professionnels régulièrement constitués, d'après les prescriptions de la présente loi, pourront librement se concerter pour l'étude et la défense de leurs intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles.

Ces unions devront faire connaître, conformément au deuxième paragraphe de l'article 4, les noms des syndicats qui les composent.

Elles ne pourront posséder aucun immeuble, ni ester en justice.

ART. 6. — Les syndicats professionnels de patrons

ou d'ouvriers auront le droit d'ester en justice.

Ils pourront employer les sommes provenant de cotisations.

Toutefois, ils ne pourront acquérir d'autres immeubles que ceux qui seront nécessaires à leurs réunions, à leurs bibliothèques et à des cours d'instruction professionnelle.

Ils pourront, sans autorisation, mais en se conformant aux autres dispositions de la loi, constituer entre leurs membres des caisses spéciales de secours mutuels et de retraites.

Ils pourront librement créer et administrer des offices de renseignements pour les offres et demandes de travail.

Ils pourront être consultés sur tous les différends et toutes les questions se rattachant à leur spécialité.

Dans les affaires contentieuses, les avis du syndicat seront tenus à la disposition des parties, qui pourront en prendre communication et copie.

ART. 7. — Tout membre d'un syndicat professionnel peut se retirer à tout instant de l'association, nonobstant toute clause contraire, mais sans préjudice du droit pour le syndicat de réclamer la cotisation de l'année courante.

Toute personne qui se retire d'un syndicat conserve le droit d'être membre des sociétés de secours mutuels et de pensions de retraites pour la vieillesse

à l'actif desquelles elle a contribué par des cotisations ou versements de fonds.

ART. 8. — Lorsque les biens auront été acquis contrairement aux dispositions de l'article 6, la nullité de l'acquisition ou de la libéralité pourra être demandée par le procureur de la République ou par les intéressés. Dans le cas d'acquisition à titre onéreux, les immeubles seront vendus et le prix en sera déposé à la caisse de l'association.

Dans le cas de libéralité, les biens feront retour aux disposants ou à leurs héritiers ou ayants cause.

ART. 9. — Les infractions aux dispositions des articles 2, 3, 4, 5 et 6 de la présente loi seront poursuivies contre les directeurs ou administrateurs des syndicats et punies d'une amende de 16 à 200 francs. Les tribunaux pourront, en outre, à la diligence du procureur de la République, prononcer la dissolution du syndicat et la nullité des acquisitions d'immeubles faites en violation des dispositions de l'article 6.

Au cas de fausse déclaration relative aux statuts et noms et qualités des administrateurs ou directeurs, l'amende pourra être portée à 500 francs.

ART. 10. — La présente loi est applicable à l'Algérie.

Elle est également applicable aux colonies de la Martinique et de la Réunion. Toutefois, les travailleurs étrangers et engagés sous le nom d'immigrants ne pourront faire partie des syndicats.

**Loi du 5 novembre 1894 sur les Sociétés locales
de crédit agricole mutuel.**

ARTICLE PREMIER. — Des sociétés de crédit agricole peuvent être constituées soit par la totalité de plusieurs syndicats professionnels agricoles, soit par une partie des membres de ces syndicats ; elles ont exclusivement pour objet de faciliter et même de garantir les opérations concernant l'industrie agricole et effectuées par ces syndicats ou par des membres de ces syndicats.

Ces sociétés peuvent recevoir des dépôts de fonds en comptes courants, avec ou sans intérêts, se charger, relativement aux opérations concernant l'industrie agricole, des recouvrements et des paiements à faire pour les syndicats ou pour les membres de ces syndicats. Elles peuvent, notamment contracter les emprunts nécessaires pour constituer ou augmenter leurs fonds de roulement.

Le capital social ne peut être formé par des souscriptions d'actions. Il pourra être constitué à l'aide de souscriptions des membres de la société. Ces souscriptions formeront des parts qui pourront être de valeur inégale ; elles seront nominatives et ne seront transmissibles que par voie de cession aux membres des syndicats et avec l'agrément de la société.

La société ne pourra être constituée qu'après versement du quart du capital souscrit.

Dans le cas où la société serait constituée sous la forme de société à capital variable, le capital ne pourra être réduit par les reprises des apports des sociétaires sortants au-dessous du montant de fondation.

ART. 2. — Les statuts détermineront le siège et le mode d'administration de la société de crédit, les conditions nécessaires à la modification de ces statuts et à la dissolution de la société, la composition du capital et la proportion dans laquelle chacun de ses membres contribuera à sa constitution.

Ils détermineront le maximum de dépôts à recevoir en comptes courants.

Ils régleront l'étendue et les conditions de la responsabilité qui incombera à chacun des sociétaires dans les engagements pris par la société.

Les sociétaires ne pourront être libérés de leurs engagements qu'après la liquidation des opérations contractées par la société antérieurement à leur sortie.

ART. 3. — Les statuts détermineront les prélèvements qui seront opérés au profit de la société sur les opérations faites par elle.

Les sommes résultant de ces prélèvements, après acquittement des frais généraux et paiement des intérêts des emprunts et du capital social, seront d'abord affectées jusqu'à concurrence des trois quarts

au moins, à la constitution d'un fonds de réserve, jusqu'à ce qu'il ait atteint au moins la moitié de ce capital.

Le surplus pourra être réparti, à la fin de chaque exercice, entre les syndicats et entre les membres des syndicats au prorata des prélèvements faits sur leurs opérations. Il ne pourra, en aucun cas, être partagé, sous forme de dividende, entre les membres de la société.

A la dissolution de la société, ce fonds de réserve et le reste de l'actif seront partagés entre les sociétaires proportionnellement à leur souscription, à moins que les statuts n'en aient affecté l'emploi à une œuvre d'intérêt agricole.

ART. 4. — Les sociétés de crédit autorisées par la présente loi sont des sociétés commerciales dont les livres doivent être tenus conformément aux prescriptions du Code de commerce.

Elles sont exemptes du droit de patente ainsi que de l'impôt sur les valeurs mobilières.

ART. 5. — Les conditions de publicité prescrites pour les sociétés commerciales sont remplacées par les dispositions suivantes :

Avant toute opération, les statuts avec la liste complète des administrateurs ou directeurs et des sociétaires indiquant leurs noms, profession, domicile et le montant de chaque souscription, seront déposés, en double exemplaire, au greffe de la justice

de paix du canton où la société a son principal. Il en sera donné récépissé.

Un exemplaire des statuts et de la liste des membres de la société sera, par les soins du juge de paix, déposé au greffe du tribunal de commerce de l'arrondissement.

Chaque année, dans la première quinzaine de février, le directeur ou un administrateur de la société déposera, en double exemplaire, au greffe de la justice de paix du canton avec la liste des membres faisant partie de la société à cette date, le tableau sommaire des recettes et des dépenses ainsi que des opérations effectuées dans l'année précédente. Un des exemplaires sera déposé par les soins du juge de paix au greffe du tribunal de commerce.

Les documents déposés aux greffes de la justice de paix et du tribunal de commerce seront communiqués à tout requérant.

ART. 6. — Les membres chargés de l'administration de la société seront personnellement responsables, en cas de violation des statuts ou des dispositions de la présente loi, du préjudice résultant de cette violation.

En outre, au cas de fausse déclaration relative aux statuts ou aux noms et qualités des administrateurs, des directeurs ou des sociétaires, ils pourront être poursuivis et punis d'une amende de seize francs (16 fr.) à cinq cents francs (500 fr.).

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés sera exécutée comme loi d'État.

ART. 7. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

**Loi du 8 juillet 1904, instituant en Algérie des caisses
régionales de crédit agricole mutuel**

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté ;
Le Président de la République promulgue la loi
dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — L'avance de trois millions de francs (3 millions) et la redevance annuelle à verser au trésor de la Banque de l'Algérie, en vertu de la convention du 30 janvier 1900, approuvée par la loi du 5 juillet 1900, sont mises à la disposition du Gouvernement pour être attribuées, à titre d'avances sans intérêts, aux caisses régionales de crédit agricole mutuel qui seront constituées d'après les dispositions de la loi du 5 novembre 1894, déclarée applicable en Algérie.

ART. 2. — Les caisses régionales ont pour but de faciliter les opérations concernant l'industrie agricole, effectuées par les membres des sociétés locales du crédit agricole mutuel de leur circonscription et garanties par ces sociétés.

Dans ce but, elles escomptent les effets souscrits

par les membres des sociétés locales et endossés par ces sociétés.

Elles peuvent faire à ces sociétés les avances nécessaires pour la constitution de leurs fonds de roulement.

Toutes autres opérations leurs sont interdites.

ART. 3. — Le montant des avances faites aux caisses régionales ne pourra excéder le quadruple du montant du capital versé en espèces. Ces avances ne pourront être faites pour une durée de plus de cinq ans. Elles pourront être renouvelées.

Elles deviendront immédiatement remboursables en cas de violation ou de modifications à ces statuts qui diminueraient les garanties de remboursement.

ART. 4. — La répartition des avances sera faite par le Gouverneur général de l'Algérie, sur l'avis d'une commission spéciale nommé par décret, qui sera ainsi composée :

Trois membres de la première délégation financière (délégation des colons) choisis par elle ;

Un conseiller du gouvernement ;

Le directeur de la Banque de l'Algérie ou son délégué ;

Un membre de l'inspection des finances ;

Le directeur des contributions diverses du département d'Alger ;

Le chef du bureau de l'agriculture au Secrétariat général du département ;

L'inspecteur de l'agriculture ;

Six représentants des sociétés de crédit mutuel agricole régionales ou locales, choisis parmi les membres de ces sociétés.

ART. 5. — Un arrêté du gouverneur général rendu sur l'avis de la commission fixera les moyens de contrôle et de surveillance à exercer sur les caisses régionales.

Les statuts de ces caisses devront être déposés au gouvernement général.

Ces statuts indiqueront la circonscription territoriale des sociétés, la nature et l'étendue de leurs opérations et leur mode d'administration.

Ils détermineront la composition du capital social, la proportion dans laquelle chaque sociétaire pourra contribuer à sa constitution, ainsi que les conditions du retrait, s'il y a lieu ; le nombre de parts, dont les deux tiers au moins seront réservés de préférence aux sociétés locales ; l'intérêt à allouer aux parts, lequel ne pourra dépasser 5 0/0 du capital versé ; le maximum des dépôts à recevoir en comptes courants et le maximum des bons à émettre, lesquels, réunis, ne pourront excéder les trois quarts du montant des effets en portefeuille ; les conditions et les règles applicables à la modification des statuts et à la liquidation de la société.

ART. 6. — Le ministre de l'Intérieur adressera chaque année, au Président de la République, un compte

rendu des opérations faites en exécution de la présente loi, lequel sera publié au *Journal Officiel*.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris le 8 juillet 1901.

Arrêté du 22 mai 1902.

Le Gouverneur général de l'Algérie:

Vu la loi du 8 juillet 1901 sur l'institution des caisses régionales de crédit agricole mutuel en Algérie et notamment l'article 5 relatif au contrôle et à la surveillance de ces sociétés;

Vu le décret du 15 février 1902 qui a constitué la Commission de répartition des avances à consentir à ces sociétés;

Vu l'avis de la dite Commission;

Sur le rapport du secrétaire général du gouvernement;

Arrête:

ARTICLE PREMIER. — Le service chargé du contrôle et de la surveillance prévue à l'article 5 de la loi du 8 juillet 1901 est assuré sous l'autorité du directeur de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, par des agents nommés par le Gouverneur général;

ART. 2. — Ce service a pour mission de contrôler

l'emploi des avances de l'État, d'en surveiller le remboursement, de suivre toutes les opérations des caisses régionales, de centraliser toutes pièces utiles qu'elles devront fournir pour la vérification de leur comptabilité.

ART. 3. — Le service comporte des constatations faites au siège même des sociétés et une centralisation dans les bureaux du gouvernement général.

ART. 4. — Les dépenses de surveillance et de contrôle seront imputées sur le compte spécial « Avances de 3 millions et redevances annuelles de la Banque de l'Algérie (loi du 5 juillet 1900) ».

ART. 5. — Le secrétaire général du gouvernement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Alger, le 22 mai 1902.

Arrêté:

Le Gouverneur général de l'Algérie:

Vu la loi du 5 novembre 1894 modifiée par la loi du 20 juillet 1901;

Vu l'article 5 de la loi du 8 juillet 1901 stipulant qu'un arrêté rendu sur l'avis de la Commission de répartition des avances fixera les moyens de contrôle et de surveillance à exercer sur les caisses régionales de crédit agricole mutuel;

La Commission de répartition des avances entendue;

Sur le rapport du secrétaire général du gouvernement Général.

Arrêté :

ARTICLE PREMIER. — Les caisses régionales sont tenues d'adresser au gouvernement général :

A. — Dans les huit premiers jours de chaque mois :
1° une copie du journal arrêté au dernier jour du mois précédent d'une situation donnant à cette même date la balance des comptes du grand livre et le mouvement du portefeuille ;

B. — Dans la seconde quinzaine de février de chaque année, un relevé de leurs opérations et de celles de leurs caisses affiliées dans le cours de l'année précédente, établi suivant le modèle de l'Administration ;

C. — Le procès-verbal *in extenso* de chaque assemblée générale.

ART. 2. — Les caisses régionales ne peuvent faire des opérations qu'avec des caisses locales exclusivement agricoles, organisées et fonctionnant légalement, ne donnant pas plus de 5 0,0 d'intérêt à leurs porteurs de parts et régulièrement affiliées.

L'importance des avances directes pour fonds de roulement consentis par une caisse régionale à ses caisses locales affiliées ne peut dépasser, pour chacune d'elles, le montant du capital versé à la caisse régionale sous forme de souscription de parts. Ces

avances sont toujours représentées par des effets.

Les caisses régionales exercent sur leurs caisses locales affiliées une surveillance et un contrôle réguliers et effectifs; elles exigent de ces sociétés des pièces justifiant l'emploi des capitaux prêtés; le dépôt de leurs statuts, du relevé de leurs opérations, de l'état détaillé de leurs créances actives ou passives complété par le bilan. Ce dépôt sera fait au moins une fois chaque année, au plus tard dans la première quinzaine de février.

La comptabilité des caisses régionales est tenue suivant les instructions du Gouverneur général.

ART. 3. — L'inspecteur du crédit agricole a pour mission de vérifier, au moins une fois l'an, la comptabilité et la gestion des caisses régionales qui ont reçu des avances de l'État et s'assurer que les prescriptions de la loi et du présent arrêté sont régulièrement observées par les caisses régionales.

L'inspecteur pourra exiger la production de toutes pièces justificatives.

ART. 4. — Les caisses régionales désirant obtenir une avance devront adresser leurs demandes au gouvernement général avant le 1^{er} mars de chaque année et y joindre :

Deux exemplaires des statuts ;

Une liste des souscripteurs portant mention du capital versé en espèces par chacun d'eux et du syn-

dicat professionnel agricole auquel chacun d'eux est affilié ;

Un certificat ou une attestation constatant l'importance du capital versé ;

Une liste des membres du Conseil d'administration et des Commissions de surveillance ;

Une copie des délibérations de l'assemblée générale constitutive ;

Un récépissé du greffe de la justice de paix où la société a son siège principal, faisant foi que les conditions de publicité prescrites par la loi ont été observées ;

Une liste des caisses locales affiliées indiquant la date de création, le capital, le nombre des membres de chacune d'elles et le, ou les syndicats auxquels ils sont affiliés ;

Une note sur l'organisation financière et le fonctionnement de la société ;

Une note sur le service de contrôle et de surveillance des caisses locales affiliées.

Les caisses déjà pourvues d'une avance et qui en demanderont une nouvelle auront à fournir :

Deux exemplaires de leurs statuts quand ils auront été modifiés depuis l'allocation de la dernière avance ;

Copie de la délibération de l'assemblée générale ou du Conseil d'administration autorisant l'augmentation du capital ;

La liste des souscripteurs des nouvelles parts émi-

ses mentionnant le capital versé par chacun d'eux et le syndicat auquel il est affilié ;

La liste des nouvelles caisses locales affiliées, avec l'indication du nombre de leurs membres et du syndicat auquel ils sont adhérents ;

La balance des comptes du grand livre à la date de la demande ;

Un relevé des effets en portefeuille.

Fait à Alger, le 29 avril 1907.

Le Gouverneur général

Signé : JONNART.

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN

Vu : le Président de la thèse
SOUCHON

Vu et permis d'imprimer,
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
L. LIARD

BIBLIOGRAPHIE

- ALBIER. — *Thèse*, 1901.
- ARTHUS. — Rapport sur la création du Crédit agricole en Algérie. Procès-verbaux des I^{er} et II^e Congrès des Agriculteurs d'Algérie (*Bulletin de la Société des Agriculteurs d'Algérie*).
- BROULHET ET MAURIN. — Manuel pratique du Crédit agricole.
- CUNIAC. — *Thèse*, 1903. Le Crédit agricole en Algérie.
- GEFFRIAUD. — *Thèse*, 1900. Les Caisses régionales de Crédit agricole mutuel et la loi du 31 mars 1899.
- JAIS. — *Thèse*, 1900. La Banque de l'Algérie et le Crédit agricole.
- Journal officiel*. — Rapport sur le fonctionnement du Crédit agricole mutuel.
- LANIÈRES. — Délégations financières algériennes (*Procès-verbal de séances*).
- OBRY. — *Revue des idées*, 15 mai 1907. Sur une application intéressante du Crédit agricole.
- PASQUIER BRONDE. — Une expérience de huit mois.
- Le Petit Colon*. — *Journal de la mutualité en Algérie*.

Rapport V. LOURTIES.

Rapport MÉLINE.

Rapport SAINT-GERMAIN.

SANDEAU. — *Thèse*, 1899. Les Sociétés de Crédit agricole.

SAULNIER. — Création d'une Caisse agricole.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Introduction. —Nécessité du crédit agricole, ses diverses formes, le crédit mutuel.	5

PREMIÈRE PARTIE

Étude théorique

CHAPITRE I. — Les premiers essais de crédit agricole en Algérie	11
CHAPITRE II. — La loi du 21 mars 1884 sur les syndicats et la loi du 5 novembre 1894 sur les sociétés locales de crédit agricole	18
CHAPITRE III. — La loi du 8 juillet 1901 instituant des Caisses régionales de crédit agricole mutuel en Algérie	44

DEUXIÈME PARTIE

Étude pratique

CHAPITRE I. — Utilité des caisses régionales. . . .	67
CHAPITRE II. — Fonctionnement de l'institution. . . .	79
CHAPITRE III. — Développement de l'institution. . . .	91

TROISIÈME PARTIE

Étude critique

Étude des différentes critiques auxquelles donnent lieu l'organisation et le fonctionnement de l'institution	149
CONCLUSION	191
Annexes. — Législation relative à l'institution du Crédit Agricole mutuel	195

DÉVELOPPEMENT DE L'INSTITUTION

Caisses Régionales (TABLEAU N° 1).

ANNÉES	Désignation des Caisses régionales	Dates de création	Départements	Création dans l'année
1901	Alger	26 Octobre	Alger	2
	Tlemcen	22 Décembre	Oran	
1902	Djидjelli	3 Janvier	Constantine	5
	Coléa	20 Mars	Alger	
	Douéra	11 Mai	»	
	Dépar ^t d'Oran	18 Octobre	Oran	
	Mostaganem	21 Décembre	»	
1903	Boufarik	15 Janvier	Alger	10
	Primeuristes d'Oran	16 »	Oran	
	Rio Salado	29 Mars	»	
	Tiaret	30 »	»	
	Rouiba	17 Avril	Alger	
	Azazga	17-21 Mai	»	
	Dellys	14 Juin	»	
	Bordj bou Arreridj	11 Novembre	Constantine	
	Philippeville	20 »	»	
	Constantine	28 Décembre	»	
1904	Sidi-bel-Abbès	10 Mars	Oran	3
	Sétif	7 Mai	Constantine	
	Bône	1 ^{er} Décembre	»	
1905	Jemmapes	17 Février	Constantine	5
	Mouzaïaville	11 Mars	Alger	
	Mirabeau	15 »	»	
	El Affroun	24 »	»	
	Marengo	29 »	»	
1906	Relizane	»	Oran	2
	Guelma	»	Constantine	
			TOTAL . .	27

CAISSES LOCALES AFFILIÉES (TABLEAU N° 2)

CAISSES		Nombre de sociétaires		CAISSES		Nombre de sociétaires		CAISSES		Nombre de sociétaires			
Régionales	Affiliées	Partiel	Totaux	Régionales	Affiliées	Partiel	Totaux	Régionales	Affiliées	Partiel	Totaux		
Département d'Alger				Département d'Oran				Département de Constantine					
Alger (30)	Ain Bessem.	66		Oran (17)	Oran	85		Constantine (13)	Ain M'Lila	61			
	Alma.	12			Ain el Arba.	11			Lucet	18			
	Birkadem	15			Er Rahel.	32			Redjas.	19			
	Birtouta.	13			Laferrière	20			Rénier.	27			
	Borély-la-Sapie	19			Lourmel	12			Rouached.	8			
	Bouira	13			Palissy	17			Zéraïa.	8			
	Benkhelil-les-At-tafs	17			Parménier.	10			Khenchela	20			
	Bou Medfa	20			Saint-Leu	21			Col des Oliviers	12			
	Bourbaki	11			Saint-Maur.	28			Bizet	15			
	Carnot	21			Tiaret.	68			Rouffach	23			
	Castiglione.	31			Tassin	25			Constantine	55			
	Cherchell	87			Le Têlagh	72			Corneille	18			
	Courbet	»			Les Andalouses.	25			Sédrata	12			
	Deux-Rives-du-Chéliff	4			Oued Imbert	19			TOTAL.	—	296		
	Issers.	13			Bou Sfer.	17			Djidjelli (2)	Djidjelli	22		
	Kherba	29			Valmy	8				Taher.	20		
	Lamartine	24		Primeuristes (3)	Sidi Messaoud.	16	486		TOTAL.	—	42		
	La Chiffa	25			TOTAL.	—			Philippeville (4)	Philippeville.	32		
	Letourneux.	11			Oran	30				Saint-Charles	19		
	Margueritte.	15			Bou Sfer.	14				Sidi Mesrich.	7		
	Meurad	38			El Ancor.	21	65			Collo	13		
	Montenotte	19		Rio Salado	TOTAL.	—	61		Jemmapes (5)	TOTAL.	—	71	
	Orléansville	12			Rio Salado	—				Jemmapes.	37		
	Oued Fodda	35		Sidi-bel-Abbès (4)	Sidi-bel-Abbès.	88				Lannoy	15		
	Rabelais.	13			Tabia.	33				La Robertsau	9		
	Rivet.	20			Sidi Lhassen	20				Auriébeu.	9		
	Rouïna	10			Tassin.	32				Gastu	19		
	Sahel Central.	44			TOTAL.	—	173			TOTAL.	—	89	
	Zéralda	19		Tiaret (5)	Tiaret.	»			Bône (5)	Bône	61		
	TOTAL.	—	656		Trézel	»				Soukarhas	31		
Azazga (1)	Azazga	—	78		Prevost-Paradol	»				Morris.	20		
El Affroun (3)	El Affroun.	63			Trumelet.	»				Duzerville	7		
	Ameur el Ain.	30			Palat	»	»			Blandan	9		
	Bourkika	24		Relizane	Relizane	—	20			TOTAL.	—	128	
	TOTAL.	—	117						Sétif (1)	Sétif	—	236	
Rouïba (1)	Nord de la Mitidja	»	»	Tlemcen (2)	Tlemcen.	66			Bordj bou Arreridj (1)	Bordj bou Arreridj	—	163	
Douéra (3)	Douéra	112			Descartes.	36				Guelma (6)	Guelma	8	
	Baba Hassen	65			TOTAL.	—	102				Raz el Akba.	11	
	Crescia	41		Mostaganem (11)	Mostaganem.	52					Clauzel	10	
	TOTAL.	—	218		Mazagran	13					Petit	11	
Mouzaïaville (1)	Mouzaïaville	—	76		Rivoli.	45					Millesimo.	10	
	Coléa	71			Noisy-les-Bains	20					Héliopolis	11	
	Bérard	19			Ain Tedelès.	8					TOTAL.	—	61
	TOTAL.	—	90		Bouguirat.	23					TOTAL.	—	1,086
Boufarik (1)	Boufarik.	—	19		Bellevue	13							
Marengo (4)	Marengo.	77			Ouillis	13							
	Marceaux	14			Blad Touaria	14							
	Tipaza	22			Lapasset.	12							
	Gouraya.	21			Cassaigne	25							
	TOTAL.	—	134		TOTAL.	—	238						
Dellys	Dellys	—	32										
Mirabeau	Mirabeau	—	80										
	TOTAL.	—	1,400										
								RÉCAPITULATION					

CAISSES RÉGIONALES

Capital souscrit versé (TABLEAU N° 3).

N ^{os} d'ordre	CAISSES RÉGIONALES	Dates de création	Capital souscrit	CAPITAL VERSÉ			
				A la fondation	1904	1905	1906
Département d'Alger							
1	Alger	26 Octobre 1901	167.875	1.250	100.100	127.050	167.875
2	Coléa.	20 Mars-Avril 1902	36.300	875	5.400	14.500	15.225
3	Douéra	11 Mai 1902	26.600	1.500	6.450	6.522	6.650
4	Boufarik	15 Janvier 1903	17.900	975	1.125	1.125	11.775
5	Rouiba	17 Avril 1903	200.000	50.000	50.000	50.000	50.000
6	Azazga	17 Mai-5 Juin 1903	20.100	225	2.025	2.050	5.025
7	Dellys	14 Juin 1903	7.900	1.775	1.850	1.825	1.975
8	Mouzaïaville	11 Mars 1905	187.000	»	»	10.275	46.750
9	Mirabeau	15 »	116.600	»	»	11.300	29.150
10	El Affroun.	24 »	64.800	»	»	16.200	16.200
11	Marengo	29 »	103.100	»	»	16.700	25.775
TOTAUX. . .			948.175	56.600	166.950	257.547	376.400
Département d'Oran							
12	Tlemcen.	22 Décembre 1901	27.000	12 000	20.425	23.000	27.000
13	Oran.	18 Octobre 1902	242.400	28.300	113.475	231.900	242.400
14	Mostaganem	21 Décembre 1902	20.150	13.100	13.725	15.625	20.150
15	Primeuristes	16 Janvier 1903	22.800	1.775	13.100	20.700	22.800
16	Tiaret	30 Mars 1903	20.500	1 000	13.200	18.200	20 500
17	Rio Salado.	29 Mars-15 Avril 1903	14.100	12.900	12.900	14.100	14.100
18	Bel-Abbès	10 Mars 1904	37.460	5.000	6.765	8.740	9.365
19	Relizane	»	8.000	»	»	»	2 450
TOTAUX. . .			392.410	74.075	193.590	232.265	358.765
Département de Constantine							
20	Djidjelli	3 Janvier 1902	6.600	4.675	6.225	6.475	6.600
21	Bordj bou Arreridj.	11 Nov. 03-10 Juin 04	93.800	20.000	20.000	22.400	23.450
22	Philippeville	20 Novembre 1903	23.750	2.550	9.750	23.150	23.750
23	Constantine	28 Décembre 1903	124.575	15.000	18.900	32.075	45.000
24	Sétif.	20 Fév.-7 Mai 1904	400.000	50.000	75.000	100.000	100.000
25	Bône.	1 ^{er} Décembre 1904	135.400	»	»	29.600	33.850
26	Jemmapes	17 Février 1905	127.300	»	»	27.125	31.829
27	Guelma	»	9.500	»	»	»	2.375
TOTAUX. . .			920.925	92.225	129.875	240.825	266.854
Totaux pour les trois Départements.			2.261.510	222.900	490.415	830.637	1.002.019

